

**LA PHILANTHROPIE A DES FINS DE
CONSERVATION :
ETUDE DE CAS COMPARATIVE ENTRE LA
BELGIQUE ET LE CHILI.**

Jury :
Promoteur :
Virginie Xhaufclair
Lecteur(s) :
Aurélie SOETENS
Elodie DESSY

Mémoire présenté par
Frédérique DEHALLEUX
En vue de l'obtention du diplôme de
Master en sciences de gestion à finalité
Social Enterprise Management
Année académique 2017/2018

Remerciements

Ce mémoire est l'aboutissement d'un travail personnel qui a été accompli avec l'aide de nombreuses personnes. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à cet accomplissement.

Tout d'abord, je remercie ma promotrice, madame Xhauflair, qui m'a guidée et accompagnée durant l'élaboration de mon travail. Je remercie également Aurélie Soetens, pour sa disponibilité et ses conseils ainsi qu'Elodie Dessy, pour le temps consacré à la lecture et à l'évaluation de ce travail en tant que membre du jury.

Enfin, j'exprime ma gratitude à mes amis et à ma famille, en particulier à Philippe Dehalleux, mon papa, pour le temps qu'il a consacré à la relecture de ce travail et à Joëlle Noti pour son soutien.

Liste des acronymes

APP	Aire Protégée Privée
CLT	The Conservation Land Trust
CONAF	Corporación Nacional Forestal
CP	Conservación Patagónica
DNF	Département Nature et Forêt
OVSF	Observatoire Wallon de la Santé des Forêts
REDD	Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
SPF	Service Public Fédéral

Table des matières

Remerciements.....	
Liste des acronymes	
Table des matières.....	13
Introduction.....	1
Première partie : Revue de littérature	3
I. Philanthropie	3
1. Origines de la philanthropie	3
2. Raisons de l'émergence de la philanthropie.....	4
3. Relations entre philanthropie et affaires publiques	7
4. Relations entre philanthropie et capitalisme	8
II. Philanthrocapitalisme.....	11
1. Qu'est-ce que le philanthrocapitalisme ?.....	11
2. Philanthrocapitalisme : controverse et critique	16
3. Philanthrocapitalisme : conclusion	22
III. Philanthropie à des fins de conservation.....	23
1. Philanthrocapitalisme et conservation néolibérale.....	23
2. La conservation au service du capitalisme.....	28
3. Les limites du secteur privé dans la conservation.....	31
4. Conclusion	32
Méthodologie	33
I. Approche globale.....	33
II. Limites	35
III. Grille d'analyse.....	37
IV. Les dimensions éthiques de la philanthropie à des fins de conservation	43
1. Le capitalisme, source des dilemmes éthiques de la philanthropie à des fins de conservation	43
2. Les problématiques éthiques identifiées dans ce travail	45
Troisième partie : Analyse et discussion.....	49
I. Présentation des projets.....	49
1. Pumalín : le projet de Douglas Tompkins au Chili	49
2. Nassonia : le projet d'Éric Domb en Wallonie	51
II. Comparaison des projets	55
1. Contextes nationaux.....	55

2. Points de comparaison	59
Conclusion	75
Bibliographie et références	i
Monographies	i
Chapitres d'ouvrage avec éditeur(s) scientifique(s)	i
Articles	i
Travaux universitaires.....	iv
Sites internet consultés	iv
Articles de blog	vi
Vidéos consultées en ligne.....	vi
Publication gouvernementales	vii
Notes de cours.....	vii
Annexes	I
I. Annexe 1 : Le Parc Pumalín	I
II. Annexe 2 : Le projet Nassonia.....	VII
III. Annexe 3 : Data source	IX
IV. Annexe 4 : Résultats	XII
Tableau I (TAB-I)	XII
Tableau II (TAB-II)	XIX
Tableau III (TAB-III).....	XXVI
Tableau IV (TAB-IV)	XXIX
Tableau V (TAB-V).....	XLVI

Introduction

L'émergence du capitalisme moderne, celui d'un système de production de masse grâce au développement de l'automatisation des tâches, est souvent associée à la Révolution Industrielle du XIX^{ème} siècle. A cette époque, l'économie, principalement basée sur l'agriculture et l'artisanat, bascule vers un modèle commercial et industriel. L'évolution des progrès techniques et l'ouverture progressive des frontières furent accompagnées par l'évolution de l'actionnariat. Ce processus d'accumulation du capital, mis en place il y a environ 200 ans, a fortement contribué à creuser les inégalités entre les pauvres et les fortunés, en particulier à l'échelle internationale avec le phénomène de mondialisation. De nos jours, on parle d'un *capitalisme global* : peu de régions échappent à ce système économique. La consommation fait partie intégrante de la vie quotidienne et la culture matérielle est entretenue autant par les entreprises que par les consommateurs.

Les activités humaines inhérentes au système capitaliste ont eu un impact considérable sur notre planète. La crise environnementale découle de la découverte de la fragilité de la terre : la planète ainsi que tout ce qu'elle offre, contient et produit ne sont pas éternels. Dans les années 60, un grand nombre de problèmes ont été détectés, tels que la gestion – ou plutôt la « non gestion » des déchets, la perte fulgurante de biodiversité, la pollution, l'épuisement des ressources naturelles, la destruction massive des forêts ou encore le réchauffement climatique. L'idée de la croissance économique infinie s'est heurtée à la réalité : rien n'est inépuisable et la raréfaction des éléments naturels est un processus déjà bien avancé.

A l'heure d'aujourd'hui, il est impossible de fermer les yeux sur les dégâts causés par l'homme sur l'environnement. Depuis quelques décennies, une conscience collective se construit petit à petit et les initiatives pour tenter de sauver la planète se multiplient dans un monde pourtant régi par le système capitaliste et cadencé par la surconsommation. Les moyens pour lutter contre la destruction de l'environnement sont variés : on voit apparaître des mouvements citoyens, des lois et régulations nationales, des moyens technologiques tels que des applications proposant des conseils « eco-friendly », des articles et émissions, des études scientifiques, des conférences internationales sur le climat, des protocoles appliqués à l'échelle mondiale,... Sans aucun doute, la protection de l'environnement à toutes échelles et à tous niveaux est devenu un sujet d'importance majeure qui doit être traité urgemment.

Dans ce travail de recherche, nous allons nous intéresser à une problématique particulière parmi tous les dommages environnementaux causés par l'homme : la perte de biodiversité. En tant qu'étudiante à l'Université de Liège en économie et gestion, mais également en gestion sociale et durable des entreprises, nous allons nous pencher sur l'aspect économique et éthique de cette problématique. En particulier, notre attention va se porter sur une nouvelle tendance qui émerge dans les méthodes de conservation de la biodiversité : la tendance néolibérale, qui consiste à privatiser l'environnement afin de le préserver. La recherche porte sur une catégorie d'acteurs privés agissant dans le domaine de la conservation : celle des grands philanthropes. Pour aborder ce vaste sujet, nous allons particulièrement nous intéresser aux relations qui lient le capitalisme et la protection de l'environnement ainsi qu'aux relations entre les affaires publiques, privées et la conservation de la biodiversité.

Notre réflexion sur le sujet de la philanthropie à des fins de conservation s'orientera vers deux concepts souvent liés: la conservation néolibérale et le philanthrocapitalisme. Au travers de l'analyse comparative de deux projets, nous allons tenter de répondre à ces questions :

Quels sont les enjeux éthiques de la néolibéralisation de la conservation ?

Faut-il qu'un projet philanthropique de conservation tende vers le philanthrocapitalisme pour être efficace ?

Première partie : Revue de littérature

I. Philanthropie

Dans cette section, nous allons observer les origines de la philanthropie et les raisons de son émergence, reflétées par deux grandes tendances : l'altruisme et l'intérêt personnel. Ensuite, nous allons nous intéresser aux relations entre le secteur public et la philanthropie, ainsi qu'aux relations entre le capitalisme et la philanthropie afin de mieux saisir les éléments qui gravitent autour du rôle, de la légitimité et des bénéficiaires de la philanthropie.

1. Origines de la philanthropie

Le terme "philanthropie" vient de la Grèce Antique et signifie "amour de l'humanité". Ce mot apparut pour la première fois au 17^{ème} siècle, et fut employé un siècle plus tard par Adam Smith, le célèbre économiste considéré comme le « père du capitalisme », dans son livre « *The Theory of Moral Sentiments* » (1795). Cependant, c'est vers la fin du 19^{ème} siècle que ce mot fut défini, durant l'ère du capitalisme industriel aux Etats-Unis. L'idée de la philanthropie, c'est la redistribution des profits générés par le capitalisme pour contribuer au développement de la société civile, et permettre le progrès social (Holmes, 2012). A cette époque, les premiers grands « philanthropes modernes » apparaissent. Il s'agit des hommes à la tête des grands empires industriels de l'époque, tels qu'Andrew Carnegie, John D. Rockefeller ou Henry Ford. Ces grands magnats ont créé des fondations, dans lesquelles ils injectaient leur fortune familiale, pour pouvoir exercer la philanthropie et servir le progrès social (Zunz, 2012).

Le don pour venir en aide aux autres n'est pas un concept nouveau à l'époque. La charité, bien ancrée dans la tradition anglo-saxonne, fait référence au « soulagement de la souffrance à un niveau individuel » et puise ses racines dans la religion catholique (Holmes, 2012). L'innovation qu'apporte la philanthropie ne se situe pas dans l'acte de générosité en lui-même, mais plutôt dans l'échelle de réalisation: là où « la charité était pour les pauvres, la philanthropie serait pour l'humanité entière ». Il ne s'agissait plus de donner à des causes étroites et définies, mais d'investir dans le « bien de l'humanité » : une cause très générale, qui évolue avec le temps selon les besoins de la société civile. Les fondations semblent alors un outil idéal pour poursuivre cet objectif : en effet, celles-ci n'ayant pas de limites de vie dans le temps, elles peuvent survivre à leur fondateur et adapter leur mission en fonction de l'évolution de la société (Zunz, 2012).

2. Raisons de l'émergence de la philanthropie

Deux références ont été particulièrement utilisées pour cette section : d'une part, *La philanthropie en Amérique: Argent privé, affaires d'Etat* d'Olivier Zunz ; et d'autre part, *Philanthrocapitalism: How the Rich Can Save the World and Why We Should Let Them*, de Matthew Bishop et Michael Green. Deux théories opposées expliquent les raisons de l'émergence de la philanthropie: les motivations altruistes et les motivations égoïstes.

L'altruisme comme moteur philanthropique

Lorsqu'Andrew Carnegie créa sa fondation en 1905, il expliqua qu'il ressentait le devoir de rétribuer à la société une partie de ses richesses (Zunz, 2012). Pour Carnegie, la question qui se posait n'était pas « *comment faire du profit ?* » mais « *que faire avec le profit ?* ». Selon lui, la meilleure façon pour un millionnaire d'utiliser sa richesse, c'était de la gérer comme un fonds public de son vivant, et non de la léguer à des héritiers ou à des œuvres charitables (Acs & Phillips, 2002). Il est qualifié de « bienfaiteur au grand cœur » par Bishop & Green, qui le décrivent comme un homme généreux qui cherchait à maximiser l'efficacité de sa fortune au profit de la société civile (Bishop & Green, 2008, p.14).

Un autre philanthrope reconnu pour son intégrité morale, George Peabody, homme d'origine modeste, consacra sa fortune et son dévouement aux communautés dans lesquelles il avait grandi et aux communautés dans lesquelles il avait construit sa fortune. En plus de ses dons personnels, il exerça une influence notable pour les autres riches philanthropes de l'époque, grâce à sa « philosophie de la philanthropie ». Il avait une vision claire quant au rôle des plus fortunés dans la société: le rôle de gérance et de guidance était une responsabilité qui venait avec la richesse. «Son désir, dans les termes les plus simples, c'était d'être utile à l'humanité » (Acs & Phillips, 2002, p.193).

L'idée de « rendre ce qui a été pris » en contribuant au progrès social est partagée par de nombreux philanthropes, tels que George Soros, Bill Gates ou Warren Buffet. Le 32ème président des Etats-Unis, Franklin Roosevelt, poursuivait l'objectif de la circulation des richesses. Selon lui, il était nécessaire que les individus les plus riches fassent bénéficier la société de la richesse qu'elle leur avait permis d'accumuler. Holmes résume cette idée de rétribution, en avançant que la philanthropie est une sorte d'obligation morale du système capitaliste. (Holmes, 2012).

Dans leur livre *Philanthrocapitalism, How the rich can save the world and why we should let them*, Bishop & Green décrivent les philanthropes qu'ils ont interrogés comme des individus

«guidés par l'impact que leurs dons peuvent avoir, et même si ils font inévitablement des erreurs, ils sont déterminés à apprendre de celles-ci. » (Bishop & Green, 2008, p.x). Ils se basent sur le travail de Richard Titmuss, chercheur en politique sociale, pour avancer l'argument qu'il est possible d'être purement altruiste : «les gens peuvent être motivés par l'esprit du service collectifs plus que par l'attente de quelque chose en retour » (Bishop & Green, 2008, p.42).

L'intérêt personnel comme moteur philanthropique

L'altruisme est-il le seul moteur de la philanthropie ? La littérature sur les motivations sous-jacentes des philanthropes tend à démontrer le contraire. Les raisons qui ont conduit Henry Ford à créer sa fondation en 1936 étaient loin d'être altruistes. En effet, quelques semaines avant la naissance de la Fondation Ford, une loi imposant une taxe patrimoniale spectaculaire (jusqu'à 70% d'impôt sur les héritages de plus de 50 millions de dollars) venait d'entrer en vigueur. La création de la Fondation Ford, souvent accusée d'être le résultat d'une énorme évasion fiscale, avait pour but premier la protection des intérêts de la famille Ford et non un quelconque objectif altruiste. « [La Fondation Ford] devait surtout permettre d'échapper aux nouveaux droits de succession tout en conservant le contrôle de l'entreprise au sein de la famille lors du décès du fondateur » (Zunz, 2012, p.185). En 1961, un dénommé Wright Patman, élu dans une petite ville du Texas et fervent opposant à la philanthropie, réalisa une enquête sur 500 fondations pour démontrer que ces institutions n'avaient pas pour origine la générosité des riches américains, mais simplement un mécanisme de fraude qui privait l'Etat de milliards de dollars. Selon Albert Gore Sr : « l'exemption fiscale [de la philanthropie] permettait à la fortune du pays de se perpétuer dans les seules mains des descendants d'une poignée de personnes devenues riches, parfois par chance ou par héritage » (Waldemar 1972, p.17, cité par Zunz, 2012, p.215).

Certains auteurs, tels que Zizek, affirment que la philanthropie est un phénomène hypocrite. L'argument avancé est le non-sens de la part des philanthropes dans le fait de dépenser de l'argent et du temps pour résoudre des problèmes qu'eux-mêmes ont créés à travers le capitalisme. Zizek pousse également l'argument plus loin, en affirmant que la philanthropie est un besoin essentiel pour le développement et l'expansion du capitalisme. Les philanthropes sont enclins à faire des dons massifs d'argent afin de mitiger le ressentiment que la société pourrait avoir envers le système capitaliste. La philanthropie est alors un moyen de prévenir l'animosité éventuelle, et d'empêcher des mouvements ou actions qui pourraient s'en prendre au capitalisme. "La philanthropie est juste un moyen pour les riches de maintenir leur dominance" (Zizek 2008, cité par Holmes, 2012).

Pour d'autres, le fait que les philanthropes agissent dans leur propre intérêt n'est pas une faute volontaire, mais plutôt une conséquence du caractère subjectif des activités philanthropiques. La philanthropie est une initiative prise par des individus, et par conséquent, le « bien » qu'ils exercent est subjectif. Cela dépend de la vision du philanthrope qui entreprend une activité philanthropique. « Alors que les philanthropes pensent bien faire, il s'agit d'une vision étroite du bien commun réduite à un petit groupe de puissants individus ; une vision qui reflète leur partialité et supporte leurs intérêts » (Holmes, 2012, p.191).

Selon Mauss, un don n'est jamais désintéressé et même lorsque la réciprocité n'est pas exprimée, elle est attendue. Il peut s'agir d'un moyen d'améliorer sa réputation, d'obtenir des faveurs par la suite ou de s'enorgueillir (Mauss, 1990, cité par McGoey, 2012). Selon Bishop & Green, même s'il s'agit d'un geste purement altruiste, un don colossal assied le pouvoir du donateur. « Donner est un plaisir égoïste » : donner flatte l'ego du donateur et le fait se sentir supérieur au bénéficiaire. Cette théorie avancée par John Steinbeck (cité par Bishop & Green, 2008) explique, selon les auteurs de *Philanthrocapitalism, How the rich can save the world and why we should let them*, les sentiments négatifs dirigés vers les super-riches. Le reste du monde se montre suspicieux, envieux ou amer envers eux en égard à un sentiment d'infériorité.

Certains philanthropes ont été guidés par leur générosité et leur amour de l'humanité, d'autres par des raisons plus égoïstes. Les motivations qui résident derrière la philanthropie sont nuancées et rarement issues d'une idée purement égoïste ou purement altruiste, mais plutôt un compromis des deux. Dans son livre, *La Philanthropie en Amérique*, Olivier Zunz décrit la philanthropie comme un acte de générosité et d'orgueil qui « repose autant sur l'intérêt personnel que sur l'altruisme » (Zunz, 2012, p.308).

Pertinence des raisons de l'émergence de la philanthropie

Pour Bishop & Green (2008), la motivation sous-jacente à la philanthropie n'a aucune importance, qu'il s'agisse de raisons fiscales ou orgueilleuses. Ce qui compte, c'est le résultat : le fait que des individus dans le besoin ou des causes défendables vont profiter de cet argent. « Est-ce que cela change quelque chose si les riches donnent leur argent pour flatter leur ego ? » (Bishop & Green, 2008, p. 38) Selon eux, si il n'y avait aucune arrière-pensée égoïste dans l'acte de distribuer sa richesse, il y aurait moins de philanthropes et moins d'argent dédié au progrès social et à la société civile. Ils citent Bernard de Mandeville, qui écrit dans *La Fable des Abeilles* : « La fierté et la vanité ont construit plus d'hôpitaux que toutes les vertus réunies » (de Mandeville, 1714, cité par Bishop & Green, 2008, p.39).

3. Relations entre philanthropie et affaires publiques

Au cours de l'histoire des Etats-Unis, berceau de la philanthropie moderne, les relations entre philanthropie et action publique ont été tantôt sympathiques, tantôt tendues. Les épisodes de concurrence et de coopération se succédèrent. Les grands philanthropes du 19^{ème}, en poursuivant des objectifs ambitieux pour la société civile, interféraient inévitablement dans les affaires du gouvernement. La philanthropie, en investissant dans le « bien commun », impliquait de définir ce qu'était le bien commun. Considérée comme un acte politique, notamment avec le rôle que certaines fondations (particulièrement les Fondations Ford, Carnegie, Taconic, Field, ou encore le Fonds de la famille Stern) jouèrent dans la déségrégation des Etats-Unis, la légitimité de la philanthropie fut questionnée (Zunz, 2012).

Cependant, certains acteurs politiques se révélèrent en faveur d'une « économie mixte », se basant sur des ressources à la fois privées et publiques pour soutenir l'action publique. C'est le cas notamment de l'ancien président américain Herbert Hoover, qui tenta d'incorporer la philanthropie au système fédéral, dès son élection en 1929. Hoover pensait que la société civile était capable de traiter tous les problèmes, conflits et catastrophes, à condition qu'elle soit guidée par l'Etat. Cependant, face à la crise de 29, cette tentative d'association se révéla être un échec. Le président qui succéda à Hoover, Franklin D. Roosevelt, réalisa que les conséquences de la Grande Dépression étaient trop importantes pour être gérées uniquement par les moyens privés des associations caritatives, et nécessitaient au contraire un « renforcement de la puissance publique dans les affaires économiques et sociales » (Zunz, 2012, p.119).

Cet épisode de l'histoire montra les limites de la philanthropie au niveau de l'action publique, ne pouvant fonctionner que dans certaines localités où se trouvaient des philanthropes avec d'énormes capacités financières. Les bonnes relations entre philanthropie et Etat américain se rompirent sous le « *New Deal* » de Roosevelt. Des mesures furent prises pour écarter la philanthropie de l'action politique. En 1934, une loi financière établit une distinction claire entre les champs accessibles à la philanthropie (éducation) et les champs inaccessibles (militantisme politique). Selon Olivier Zunz (2012), quoi qu'en dirent les opposants des institutions philanthropiques, celles-ci furent à l'origine de progrès au sein de la société américaine. Cette alliance d'individus fortunés autour de causes sociales eut un impact positif sur des millions d'individus, d'abord aux Etats-Unis, puis dans le monde entier.

Cependant, avec l'arrivée de la seconde guerre mondiale, une nouvelle collaboration entre privé et public fit son apparition. Ce nouveau partenariat entre Etat et philanthropie se renforça encore davantage durant la guerre froide : celle-ci fut déclarée par le gouvernement américain et

défendue par de nombreuses grandes fondations américaines, qui investirent massivement dans l'éducation en Europe. « Autorités américaines et grandes fondations partageaient la même vision de cette guerre psychologique. Gagner la guerre froide nécessitait une compréhension mutuelle entre les nations du monde libre – qui se ferait, nul n'en doutait, sur les valeurs américaines » (Zunz, 2012, p.159).

Malgré les relations parfois houleuses entre affaires publiques et philanthropie, les deux domaines sont étroitement liés. « L'obsession des législateurs, fonctionnaires et philanthropes eux-mêmes à maintenir une impossible barrière étanche entre philanthropie et politique [...] est en réalité aussi illusoire qu'une société biraciale où les noirs et les blancs seraient séparés mais égaux » (Zunz, 2012, p.90).

4. Relations entre philanthropie et capitalisme

La philanthropie et le capitalisme ne sont pas liés uniquement par le fait que le terme « philanthropie » est apparu au même moment que l'ascension du capitalisme, mais également parce que l'idée sous-jacente est l'obligation morale que crée le marché de redistribuer les profits pour servir le bien collectif. La philanthropie est alors une sorte de conséquence morale du système capitaliste (Holmes, 2012).

La philanthropie comme soutien au capitalisme

La philanthropie supporte le capitalisme dans une large mesure à travers ses idées et influences sur la société civile. La philanthropie constitue également pour les grands acteurs capitalistes un nouveau moyen pour faire du profit (Holmes, 2012). Un exemple illustre bien cette réalité: il s'agit du cas du parc naturel de St John, dans les îles vierges des États-Unis. Ne bénéficiant pas de fonds publics suffisants pour prendre en charge la totalité de l'entretien et la gestion du parc, ce sont de riches individus privés qui sont à l'origine du financement de celui-ci, au travers d'une ONG locale, the Friends of the Virgin Islands National Park. Cependant, peu de locaux de St John font partie de l'organisation. Celle-ci se compose principalement d'américains vivant sur le continent possédant une seconde résidence sur l'île, et qui y ont des intérêts dans les secteurs du tourisme ou de l'immobilier. Leurs activités philanthropiques pour prendre soin de l'île sont donc, pour la plupart, étroitement liées à des intérêts d'ordre personnels. Des tensions sont rapidement apparues entre les habitants de St John et les philanthropes. Ces derniers furent accusés de bannir certaines activités indispensables aux communautés locales (telles que la pêche) au nom de la protection de l'environnement, mais d'un autre côté de soutenir les activités touristiques et les opérations immobilières, apparemment

très destructrices pour la conservation du parc. Cette « hypocrisie » perçue par les habitants locaux de St John reflète une réalité dans laquelle la philanthropie est uniquement un moyen, pour les riches acteurs capitalistes, d'augmenter les profits (Fortwangler, 2007).

La philanthropie comme légitimation du capitalisme

Selon Holmes (2012), la philanthropie ne se contente pas de soutenir le capitalisme, elle le légitime également. En effet, les philanthropes sont supposés être des acteurs capitalistes qui ont connu un fort succès sur le marché. Leurs dons et investissements pour de nobles causes leur donnent une image positive, qui est associée au capitalisme. Par conséquent, la philanthropie permet de redorer le blason, parfois terni, du capitalisme. Le fait de donner en lui-même confère aux philanthropes une opinion publique favorable, qui détourne l'attention portée sur les effets négatifs du capitalisme. En faisant passer les conséquences néfastes du capitalisme pour « justifiables », la philanthropie soutient la domination hégémonique du système capitaliste (Holmes, 2012). Les super-riches se servent de la philanthropie comme d'un moyen pour faire accepter socialement le fait qu'ils soient extrêmement riches (Freeland, 2013).

En synthèse

Dans ce chapitre, nous avons défini la philanthropie et expliqué ses origines. Nous avons constaté qu'il y a deux écoles concernant les raisons de l'émergence de la philanthropie : les raisons altruistes et les raisons égoïstes. Nous avons souligné l'étroite relation entre le domaine public et la philanthropie, tantôt amicale tantôt rivale. Finalement, nous avons établi que la philanthropie contribue à soutenir et à légitimer le système capitaliste.

II. Philanthrocapitalisme

Comme vu précédemment, le lien entre philanthropie et capitalisme est inaliénable. De nos jours, la frontière entre les deux s'efface de plus en plus avec l'essor d'un phénomène assez récent appelé le philanthrocapitalisme (Holmes, 2012).

1. Qu'est-ce que le philanthrocapitalisme ?

Définition et principes

Le terme philanthrocapitalisme fait référence à la croissance du rôle du secteur privé dans la résolution des grands défis sociaux et environnementaux auxquels la planète doit faire face. Le philanthrocapitalisme tente de remettre en question l'opinion très répandue selon laquelle la poursuite du profit et la poursuite du bien-être de la société sont incompatibles (Bishop & Green, 2015). Concrètement, le philanthrocapitalisme tente d'appliquer les méthodes de marché telles que le principe de compétition et la mesure de la performance dans le monde de l'action sociale (Edwards, 2008). Le philanthrocapitalisme tend à aligner deux cultures : celle de la philanthropie paternaliste et celle de l'entreprenariat capitaliste (Dees, 2012).

Malgré qu'il n'existe pas de définition officielle du philanthrocapitalisme, Michael Edwards (2008) distingue les trois éléments principaux qui le caractérisent :

- 1) De très grandes sommes d'argent consacrées à la philanthropie, provenant d'un petit nombre de personnes ayant fait fortune dans les secteurs de la technologie ou de la finance dans les années 1990 et 2000
- 2) Une croyance que les méthodes « de marché » sont supérieures à celles utilisées dans le secteur public et dans les organisations de la société civile
- 3) Une affirmation que ces méthodes peuvent résoudre les problèmes sociaux par un changement durable de la société

Qualifié de « Philanthropie 3.0 » par Judith Kodin, ancienne présidente de la fondation Rockefeller, le philanthrocapitalisme repose sur l'idée que le capitalisme a un grand rôle à jouer dans la philanthropie. « Le philanthrocapitalisme préconise un rôle croissant pour les acteurs et techniques capitalistes, ainsi que pour les forces du marché dans le domaine de la philanthropie » (Holmes, 2012, p.186). Linsey McGoey le décrit comme une « tendance, par un nouveau type de donateurs, qui confond les objectifs commerciaux et les activités caritatives, rendant la philanthropie plus économique, orientée impact et financièrement rentable » (McGoey, 2012).

Les philanthrocapitalistes sont associés aux individus qui ont fait fortune dans les secteurs de l'IT ou de la finance lorsqu'ils étaient relativement jeunes. En conséquence, contrairement aux philanthropes classiques, leur jeune âge leur permet de mener leurs politiques philanthropiques de leur vivant, et non de créer une fondation pour leur succéder (Holmes, 2015). Les philanthrocapitalistes, contrairement aux philanthropes, ne se considèrent pas comme de grands donateurs, mais davantage comme des investisseurs sociaux. Ted Turner, célèbre philanthrocapitaliste et fondateur de CNN, explique « Je considère [la philanthropie] comme un investissement ; un investissement dans le futur de l'humanité. Je ne fais pas un don » (Bishop & Green, 2008, p.97).

Origines du philanthrocapitalisme

Cette nouvelle ère du philanthrocapitalisme se déclencha en 1997, selon Bishop & Green (2015), lorsque Ted Turner promit de donner 1 milliard aux Nations Unies. Ce dernier avait alors reproché ouvertement à ses confrères Bill Gates et Warren Buffet de ne pas consacrer une proportion assez importante de leur fortune à des bonnes œuvres. Ce geste déclencha par la suite, une série de dons effectués par de grandes fortunes mondiales. Bill Gates, par exemple, donna 31 milliards de sa fortune personnelle à sa fondation (la Fondation Bill & Melinda Gates), suivi par Warren Buffet, qui engagea le montant record de 37 milliards.

Cette nouvelle génération de « self-made *problem-solving* entrepreneurs » signe une nouvelle ère pour la philanthropie moderne. Ces nouveaux philanthropes, contrairement à d'autres qui sont héritiers d'une fortune familiale, sont les moteurs de leur propre réussite. Ils ont la certitude de pouvoir changer les choses à leur façon. A la recherche de l'efficacité maximale, ces nouveaux philanthropes – appelés philanthrocapitalistes - tentent d'appliquer les méthodes à l'origine de leur succès au domaine de la philanthropie. (Bishop & Green, 2008).

Certains facteurs ont favorisé la croissance du philanthrocapitalisme ces dernières années: d'une part, les contraintes budgétaires qui pèsent sur les Etats les empêchent d'apporter des solutions. D'autre part, la frustration de certains citoyens face à l'échec des états pour faire face aux grands enjeux actuels, tels que la pauvreté ou le réchauffement climatique (Bishop & Green, 2015).

Outils du philanthrocapitalisme

Différents « outils » se sont développés pour mettre en pratique le philanthrocapitalisme, telles que les entreprises sociales ou les fonds de *venture philanthropy*.

La *venture philanthropy* est un « nouveau modèle de subventions qui emprunte le modèle de financement des fonds de capital-risque, [...] l'adopte et l'adapte pour les financements philanthropiques. » (Moody, 2008 p.325). Contrairement à la philanthropie traditionnelle, où il s'agit de financer un projet par des dons, la *venture philanthropy* est engagée dans le projet financé grâce à une participation active du fonds d'investissement. Comme dans le cas des fonds de *venture capital*, il s'agit d'un investissement (sous forme de dons, de prêts ou de capital) et par conséquent, un *return* financier est souvent attendu (Mair & Hehenberger, 2014). « La relation entre le *venture philanthropist* et le bénéficiaire [...] est plus intensive, fréquente et engagée que la relation entre le philanthrope traditionnel [...] et [...] le bénéficiaire » (Van Slyke & Newman, 2006).

Les entreprises sociales sont des « entreprises à finalité sociale, sociétale ou environnementale et à lucrativité limitée. Elles cherchent à associer leurs parties prenantes à leur gouvernance » (Source: www.avise.org). Ces nouveaux secteurs d'investissement philanthropique tentent souvent de donner l'opportunité aux personnes dans le besoin d'être elles-mêmes le moteur de leur développement économique (Zunz, 2012). Ces nouveaux outils mélangent la culture de la charité et la culture de « résolution de problèmes » propres au secteur lucratif. La fusion de ces deux ensembles de valeurs, tantôt complémentaires et tantôt opposés, n'est pas évident (Dees, 2012).

L'efficacité, principe phare du philanthrocapitalisme

L'une des grandes caractéristiques des philanthrocapitalisme, c'est la conviction que les méthodes de marché riment avec efficacité, contrairement aux autres modes d'opérations. Les philanthrocapitalistes ont tendance à critiquer les organisations de la société civile, qu'ils considèrent comme des organisations peu professionnelles et criblées d'inefficiences. (Edwards, 2008). L'innovation et la prise de risques sont deux maîtres mots dans le mouvement philanthrocapitaliste. Deux concepts que l'on retrouve très peu dans le secteur public, présumé responsable du changement social et du progrès de la société civile. Contrairement aux gouvernements et autres entités publiques, les philanthrocapitalistes peuvent fournir le capital, mais également l'innovation. « Les philanthrocapitalistes ont le potentiel d'utiliser leurs

ressources de certaines façons, au travers de dons, d'investissements et de revendications, qui pourraient avoir un impact social bien plus significatif que le montant équivalent en dépenses publiques » (Bishop & Green, 2015, p.544).

La résolution de défis sociaux et environnementaux par des méthodes philanthrocapitalistes pourrait être opérationnelle à très grande échelle, si elle a lieu dans le cadre d'un partenariat entre secteur privé, secteur public et secteur philanthropique (Bishop & Green, 2008). Un exemple assez illustratif est celui du philanthrope bien connu Michael Bloomberg, ancien maire de New York, qui utilisait des fonds philanthropiques pour tester de nouveaux projets sociaux, trop risqués pour être pris en charge par les contribuables. Lorsque l'efficacité de ces projets était démontrée, leur financement était pris en charge par le secteur public. Cela évite une prise de risque certaine pour le secteur public et garantit l'efficacité du projet.

Les philanthrocapitalistes sont convaincus que le secteur public n'est pas apte à conduire un véritable changement social. Selon certains grands philanthrocapitalistes tels que Bill Gates ou Pierre Omidyar, la philanthropie traditionnelle ne peut pas non plus répondre aux grands défis sociaux et environnementaux. L'avis qu'ils partagent, c'est que le secteur non lucratif n'est pas adapté pour réaliser un changement social à grande échelle mais qu'en revanche, l'entrepreneuriat tel que connu dans le secteur privé, en a le potentiel. Pour Omidyar, la clé de la croissance de l'entrepreneuriat social, c'est sa durabilité. C'est la raison pour laquelle un impact social peut être réalisé massivement par une entreprise *For-Profit* et non pas par une œuvre caritative (Bishop & Green, 2008). Les entrepreneurs sociaux sont à la recherche de solutions durables aux problèmes de société afin que le don ne soit plus nécessaire : l'objectif final, c'est mettre en place des solutions autonomes pour ne plus dépendre de la charité. Les méthodes de marché sont nécessaires parce qu'elles impliquent la notion de résultat. Le problème du système de don traditionnel réside dans le fait que la valeur morale est placée sur le geste en lui-même - l'acte de donner - et non sur l'impact de celui-ci. (Dees, 2012). « [La charité] implique, de manière inhérente, l'effet pervers de perpétrer les problèmes auxquels elle s'adresse » (Dees, 2012, p.327). Cependant, selon l'étude de Mair & Hehenberger (2014), la philanthropie traditionnelle et la *venture philanthropy* ne sont pas incompatibles. Au contraire, l'interaction entre les deux modèles constitue une opportunité pour les deux secteurs. A travers de nombreuses interviews, les deux auteures ont pu conclure que les philanthrocapitalistes avaient autant à apprendre du modèle de la philanthropie traditionnelle que l'inverse. Le fait que les deux modèles s'influencent l'un l'autre apporte du positif aux deux parties. Edwards (2008) va encore plus loin, en affirmant que c'est la société civile qui doit influencer le marché, et non l'inverse.

La volonté et la détermination des philanthrocapitalistes

L'esprit du philanthrocapitalisme pour Bishop & Green (2008) est représenté par « des entrepreneurs à succès qui essaient de résoudre les grands problèmes sociaux car ils croient qu'ils peuvent le faire et qu'ils pensent qu'ils doivent le faire » (p.30). La situation paraît extrêmement simple : le monde a des problèmes, et eux ont les ressources et les capacités pour les résoudre. Le philanthrocapitalisme ne va pas à l'encontre des idées de Milton Friedman qui, en 1970, déclarait « La responsabilité sociétale de l'entreprise est d'augmenter ses profits ». Il ajoute simplement d'autres responsabilités : prendre en compte la dimension environnementale et la dimension sociale. (Edwards, 2008). Bishop (2013), voit également le philanthrocapitalisme, non pas comme une contradiction à Friedman, mais comme une prise de conscience qui entraîne une attitude plus constructive envers le progrès social, et qui pourrait augmenter les profits sur le long terme.

Pour Dees (2012), les philanthrocapitalistes et les entrepreneurs sociaux veulent réparer les dommages causés par une société injuste. Dans son article *A tale of two cultures: Charity, problem solving, and the future of social entrepreneurship*, il décrit le philanthrocapitaliste comme une « personne extraordinaire » qui, guidée par sa passion et sa profonde compassion, ose s'aventurer dans des zones à risques, là où les autres entrepreneurs ou investisseurs y verraient un acte déraisonnable.

Les philanthrocapitalistes sont souvent des individus à la recherche de sens. Une fois arrivés au sommet, la poursuite du succès se termine. Il est alors nécessaire de poursuivre un autre objectif dans la vie pour continuer à s'épanouir (Charles Handy, 2006 dans Bishop & Green, 2008). Stephen Goldbart & Joan DiFuria, deux psychologues qui ont contribué à la recherche sur les effets psychologiques de l'argent, ont mené une enquête sur de nombreux jeunes entrepreneurs millionnaires. Ils ont pu établir que les jeunes entrepreneurs devenus subitement très riches grâce à l'essor d'internet souffrent du « *Sudden Wealth Syndrome* » et se questionnent par rapport au but de leur richesse dans la vie. Ils ne veulent pas juste « écrire des chèques » mais ils veulent s'impliquer, investir leur argent mais aussi leur temps et leur énergie dans le progrès social pour obtenir un résultat significatif (Bishop & Green, 2008). Pour les philanthrocapitalistes, c'est l'impact réalisé qui est important et non le geste de donner. « Il y a autant de raisons qui poussent à faire de la philanthropie que de philanthropes [...] mais il y a deux éléments dominants dans l'esprit philanthrocapitaliste : la conviction que donner est une responsabilité, et la conviction qu'en tant que solutionneurs de problèmes, les entrepreneurs peuvent réellement contribuer à rendre le monde meilleur » (Bishop & Green, 2008, p. 46)

2. Philanthrocapitalisme : controverse et critique

Si le philanthrocapitalisme connaît un franc succès, il n'en reste pas moins controversé. «La montée constante des inégalités nourrit la critique, qui soutient que le philanthrocapitalisme est le produit d'un système économique injuste, ou une tentative de rendre le capitalisme plus légitime» (Bishop & Green, 2015). Certains auteurs, comme Holmes (2012), reconnaissent que la philanthropie apporte aux grands acteurs capitalistes de nouveaux moyens pour faire du profit. D'autres, comme Edwards (2008), rassemblent des preuves que les opérations des philanthrocapitalistes (à l'exception du domaine de la microfinance), même si elles sont utiles et bienfaites, ne sont pas à la hauteur en ce qui concerne l'échelle du changement annoncé.

Le non-sens de la technicité pour le secteur philanthropique

Le côté très technique et méthodique qui est conféré au philanthrocapitalisme tend à être perçu comme une distraction potentielle de son objectif social. Scott Cutler Shershow affirme que faire interférer l'acte de don et l'analyse est une contradiction : cela prive l'acte de don de sa « pureté » car il est jugé sur le return potentiel qu'il pourrait engendrer. La générosité n'a plus rien d'authentique si elle est calculée. (Shershow, 2005, dans Dees, 2012).

Le non-sens des indicateurs et paramètres pour le domaine de la progression sociale est souvent cité : appliquer les principes de compétition dans le secteur à but non-lucratif n'a pas de sens, puisqu'il n'existe pas d'unité de valeur reconnue. Un investisseur social, dans une logique de compétition, voudrait investir dans la cause sociale la plus efficace. Mais comment définir l'efficacité d'une action sociale, et comment les comparer ? Il est trop difficile de standardiser vu la variété d'impacts possibles et la complexité de la mesure d'impact. (Edwards, 2008).

Bishop & Green (2015) ne sont pas d'accord avec la stigmatisation du philanthrocapitalisme comme un mouvement très analytique et calculateur. Ils affirment qu'il s'agit d'un phénomène extrêmement diversifié, tout comme le capitalisme. « Tout comme certains capitalistes engrangent des bénéfices grâce à des modèles et des mesures et d'autres grâce à des paris visionnaires ; certains philanthrocapitalistes cherchent l'impact social grâce à des modèles et des mesures, et d'autres grâce à des paris visionnaires » (Bishop & Green, 2015, p.543). Dees (2012) voit au contraire les bienfaits de ces mesures et analyses : le manque de discipline analytique conduit à une perte de temps et d'argent. Sans mesures, comment savoir s'il y a réellement un impact qui s'opère ? Selon lui, si les acteurs du secteur privé veulent vraiment relever les défis sociaux, il est nécessaire qu'ils soient plus disciplinés au niveau de l'efficacité de leurs dépenses.

Pour Bishop & Green, l'effondrement des marchés en 2009 est une preuve que les indicateurs et paramètres du secteur financier, pourtant reconnus, ne sont pas fiables. «L'amélioration de la mesure est un défi à la fois pour le monde financier et le monde non financier » (Bishop & Green, 2015, p. 544). Edwards soutient cet argument, en expliquant que malgré qu'il est presque impossible de standardiser des indicateurs pour mesurer un impact social significatif à long terme, il n'en est pas moins important de trouver de meilleurs moyens pour mesurer le succès de l'action sociale.

Les contradictions morales et éthiques

Michael Edwards (2008) explique que l'import de valeurs et techniques provenant du capitalisme ne peut pas résoudre des problèmes de société. Pour lui, la société civile et le marché ne sont pas seulement différents, mais contradictoires, et la combinaison de ces deux logiques comporte des risques : en plus d'amener de la confusion dans l'organisation et de la complexité dans la comptabilité, cela augmente le risque de mission drift. « Peu de phénomènes semblent plus éloignés l'un de l'autre que la philanthropie et le capitalisme, le premier étant un monde de 'pur' altruisme et le second de 'pure' maximisation de profit » (McGoey, 2012).

La société civile et le marché, en étant opposés, ne peuvent pas apporter de réponse commune. Combiner un objectif de recherche de profit avec une mission sociale n'a pas de sens. Par exemple, d'un côté, le capitalisme tente d'augmenter la consommation afin d'enregistrer plus de bénéfices, de l'autre la transformation sociale voudrait lutter contre la surconsommation en diminuant la consommation globale. A grande échelle, ces deux logiques ne trouvent pas de compromis (Edwards, 2008). Le philanthrocapitalisme est une forme de dissonance cognitive: il se construit sur les inégalités en même temps qu'il les combat. (McGoey, 2012).

La fusion entre les valeurs capitalistes et les valeurs philanthropiques est une opération délicate. Dees (2012) reconnaît que ces deux cultures sont difficiles à concilier, mais soutient l'hypothèse qu'elles ne sont pas incompatibles. Il explique que la difficulté à accepter un mouvement qui efface la frontière entre deux concepts discordants est purement culturelle. C'est l'opinion publique qui est un frein au mélange des cultures de charité et de capitalisme. Par exemple, un paradoxe intéressant est celui du rapport entre l'argent, le succès et la bienfaisance. Si quelqu'un exerce un travail social, il est culturellement admis que cette personne travaillera pour un salaire modeste. Vouloir dédier son travail à une « bonne cause » implique un sacrifice au niveau financier : il s'agit de renoncer à un revenu potentiellement plus haut en travaillant dans un milieu non-social. Si un entrepreneur rencontre un grand succès et devient subitement riche avec un produit ou un service commercial, il fera figure de personne qui a « bien réussi » et

forcera l'admiration. Cependant, si l'origine de sa richesse est une cause sociale, le public aura une réaction négative, questionnera les valeurs morales de l'entrepreneur qui se « fait de l'argent sur le dos des pauvres », indépendamment du « bien » qu'il aura créé. Il est socialement inacceptable de devenir riche au travers de causes sociales. Cette notion de « sacrifice » joue un rôle dans le manque d'efficacité du secteur caritatif. Il est difficile de critiquer une organisation ou un manager qui se dédie entièrement à la charité, malgré une mauvaise performance (Dees, 2012).

Une autre barrière culturelle qui se dresse contre les philanthrocapitalistes, c'est la façon dont ils abordent le problème à la racine. Bill Gates, dans son combat contre la Malaria ne consacre pas le budget de sa fondation pour soigner les cas de paludisme, mais il finance massivement la recherche scientifique pour trouver un vaccin. Socialement, il est plus louable d'aider quelqu'un dans la souffrance que de s'attaquer aux problèmes sous-jacents par la prévention même si, rationnellement, cela a un impact plus significatif. « Nous sommes plus enclins à donner à ceux qui traitent la souffrance après les faits qu'à ceux qui la préviennent ou la réduisent avant les faits » (Dees, 2012, p.327).

Compétition versus collaboration

Dans le secteur non marchand, la coopération a tendance à dominer, à l'instar du secteur marchand, où la compétition régit le marché. Pour Edwards (2008), la compétition n'a pas beaucoup de sens pour les *Non-Profits* parce que les membres et activistes d'organisations de ont tendance à favoriser la loyauté, l'identité et la familiarité et non la qualité du service et le prix. De plus, la compétition pourrait avoir des conséquences négatives, comme par exemple des coupes dans certains budgets. Fervent défenseur de la collaboration dans la société civile et opposé à la compétition, Edwards émet néanmoins une réserve pour deux domaines où il explique que l'influence du marché a effectivement du sens : le renforcement de la gestion financière des organisations de la société civile et la prestation de services sociaux et environnementaux (Edwards, 2008).

Légitimité du philanthrocapitalisme

Certains auteurs, tels que Thomas Piketty ou Chrystia Freeland, remettent en question la légitimité du philanthrocapitalisme, trop étroitement lié aux énormes inégalités sociales creusées par le capitalisme lui-même. C'est le courant marxiste qui a souligné en premier la tendance destructrice du capitalisme (McGoey, 2012). Joseph Siglitz propose une vision du capitalisme dépourvu de morale qui crée une « société dans laquelle le matérialisme dépasse l'engagement

moral » (Siglitz 2010, dans Amable, 2010, p.4). Pour Freeland (2013), une taxation plus équitable est le seul moyen de construire une société juste. « [Pour que la démocratie puisse reprendre le contrôle du capitalisme financier globalisé de ce nouveau siècle], l'outil idéal serait un impôt mondial et progressif sur le capital, accompagné d'une très grande transparence financière internationale » (Piketty, 1971, p.835) A ces arguments pro-gouvernementaux, Bishop & Green (2015) répondent que si une taxation plus juste est en effet souhaitable et nécessaire, cela reste insuffisant. Les impôts à eux seuls ne peuvent pas amener durablement un changement social. Il est nécessaire de se baser sur le « contrat social »¹ entre riches et autres pour voir un changement efficace s'opérer. Les deux auteurs défendent la vision de l'Etat et de la philanthropie comme deux éléments complémentaires : d'un côté le secteur public est capable de fournir une couverture sociale universelle, et de l'autre côté le secteur privé est capable de prendre des risques et de stimuler l'innovation (Bishop & Green, 2015). L'économie de marché telle qu'on la connaît aujourd'hui contribue à creuser les inégalités. Cependant, pour les philanthrocapitalistes, il s'agit de la façon la plus efficace de redistribuer l'argent des riches aux pauvres, en investissant dans les zones qui en ont le plus besoin. Pour Gates, le « capitalisme créatif »² est la stratégie la plus efficace pour combattre la pauvreté. (McGoey, 2012). Selon Bishop (2013), les super-riches qui contribuent à l'évolution du philanthrocapitalisme ne le font pas à cause de leur « foi dans le capitalisme » mais parce qu'ils ont la conviction que cela va aider à régler les grands problèmes mondiaux.

Comme le souligne McGoey (2012), il y a un débat qui remet en question l'objectif du philanthrocapitalisme : n'est-ce pas un outil pour augmenter davantage les profits privés ? Ce à quoi Nicholls (2010) répond que même si il est possible de faire des bénéfices privés personnels grâce au philanthrocapitalisme, il s'agit principalement d'un seul segment, l'impact investing, qui permet à des individus de faire du profit sur des projets sociaux.

Certaines fondations, notamment la fondation Bill & Melinda Gates, se financent grâce à des placements financiers. Environ 5% de leurs ressources philanthropiques sont investies dans l'entreprise Mc Donald's et environ 7% dans l'entreprise Coca-Cola. Investir dans ces entreprises qui sont à l'origine de nombreux problèmes de santé paraît en désaccord avec les actions de la fondation qui sont principalement portées sur la santé mondiale. La fondation B&M Gates est le deuxième plus grand donneur mondial à l'Organisation Mondiale de la Santé, après

¹ Concept avancé par Bishop & Green (2008) selon lequel les riches doivent gagner leur argent de manière légale, payer leurs taxes et donner de manière généreuse et efficace ; d'un autre côté, le reste de la société doit cesser d'être cynique et suspicieux par rapport aux riches et s'engager dans une relation constructive afin de maximiser l'efficacité de la philanthropie.

² Maximiser le profit en investissant dans des projets sociaux

l'Etat américain. Malgré les critiques et après une révision de ses stratégies d'investissement, la fondation n'a finalement pas souhaité opérer de changement au niveau de ses placements financiers. Pour la fondation, la maximisation du profit importe plus que le fait que ses stratégies capitalistes impliquent des externalités négatives, parce que la capacité de donner et investir généreusement dans des causes sociales en dépend. Les effets négatifs en conséquence ne sont pas souhaitables et entrent souvent en conflit avec la mission même de l'institution philanthropique, mais pour les philanthrocapitalistes, c'est un mal nécessaire. « La nature morale du philanthrocapitalisme peut être résumée comme suit : plus une organisation est rentable [...], plus elle va créer du bien social. » (McGoey, 2012, p.193)

Efficacité hégémonique des philanthrocapitalistes ?

Selon Edwards, l'Histoire suggère que la meilleure façon d'augmenter la croissance économique en diminuant simultanément la pauvreté, c'est en séparant l'intérêt public de l'intérêt privé. Les meilleurs résultats ont eu lieu lorsque l'intérêt public était représenté par le gouvernement et la société civile. Il démontre qu'à l'heure actuelle, les pays qui mettent en place ce genre de pratiques politiques, tels que le Canada, la Suède ou encore les Pays-Bas, ont des indicateurs sociaux très élevés. (Edwards, 2008)

Bien qu'il reconnaisse le manque d'efficacité qu'il peut y avoir en termes de gestion financière dans les organisations de la société civile, Edwards refuse d'admettre que les philanthrocapitalistes sont plus compétents que tous les gestionnaires du secteur non marchand. Il existe des organisations citoyennes, des ASBL et des ONG médiocres, au même titre qu'il existe des entreprises médiocres, des entrepreneurs sociaux médiocres et des gouvernements médiocres. Pour lui, il ne s'agit pas d'une question de secteur, mais d'une question d'individu : la performance ou la médiocrité sont des caractéristiques individuelles et ne relèvent pas de l'appartenance ou non au mouvement philanthrocapitaliste. Il va même plus loin dans son argumentaire, en affirmant que, contrairement à ce que pensent les acteurs du secteur privé, les managers des organisations à but non lucratif sont aussi bons, voire meilleurs que ceux du secteur commercial car ils combinent différentes visions des choses (Edwards, 2008).

Il argumente que le philanthrocapitalisme a des effets positifs, mais ne peut pas fonctionner à grande échelle tel que les philanthrocapitalistes le pensent. Il met en doute les capacités des entreprises sociales à pouvoir apporter un changement systémique, car le compromis entre mission sociale et recherche du profit devient trop intense et tendu lorsque l'organisation grandit. (Edwards, 2008). Pour Bishop (2013), ce sont les compétences mêmes

des philanthrocapitalistes qui pourraient constituer une difficulté : cela demande une grande intelligence émotionnelle ; et être très performant dans le milieu financier ou commercial ne veut pas dire être performant dans d'autres secteurs. En sachant que la société actuelle est une conséquence du capitalisme, Edwards se questionne : dans quelle mesure les marchés ont-ils le pouvoir de se changer eux-mêmes ?

La prétendue efficacité supérieure des forces du marché que les philanthrocapitalistes revendiquent est impossible à prouver ou à réfuter. Le philanthrocapitalisme est un phénomène encore récent, il y a peu de données accessibles, et en considérant la dimension de long terme de l'impact visé par le philanthrocapitalisme, il est évident qu'il est trop tôt pour pouvoir tirer des conclusions (Edwards, 2008).

3. Philanthrocapitalisme : conclusion

Pour Dees (2012), il faut trouver un moyen de « marier les cultures de la charité et du *problem-solving* » pour soutenir l'entrepreneuriat social et continuer dans « la bonne direction » (Dees, 2012, p.333).

Pour Bishop (2013), le philanthrocapitalisme a le potentiel d'opérer des changements majeurs mais le résultat n'est pas garanti, car beaucoup de facteurs entre en jeu : les risques d'incompétence et de désengagement liés aux philanthrocapitalistes ainsi que ces mêmes risques liés à leur partenaires potentiels, publics comme privés. Il s'agit d'une opportunité à saisir pour approcher les nouveaux défis mondiaux avec une approche multisectorielle, mais son succès dépendra de la façon dont les institutions s'adapteront ou non à ce nouveau partenariat. Pour Dees (2012), la véritable limite des organisations de type *problem-solving* créées par le mouvement philanthrocapitaliste, c'est la question de leur existence après avoir éradiqué le problème. Il faut être vigilant à ce que ces organisations puissent évoluer, s'adapter et créer de nouvelles opportunités (Dees, 2012).

En synthèse

Dans ce chapitre, nous avons expliqué que le philanthrocapitalisme est un mouvement qui tente d'appliquer les méthodes de marché au secteur philanthropique. Les jeunes entrepreneurs qui se lancent dans le philanthrocapitalisme sont guidés par la conviction qu'ils ont les clés pour résoudre les problèmes sociétaux de la manière la plus efficace. Contrairement à la philanthropie traditionnelle, le philanthrocapitalisme est caractérisé par le fait que l'impact social a plus de valeur que l'acte de donner. Il s'agit d'un phénomène fortement controversé parce qu'il tente de rassembler deux cultures à priori incompatibles : la philanthropie et le capitalisme. Comme il s'agit d'un produit du système capitaliste qui tente de résoudre les problèmes créés par ce système lui-même, l'hypocrisie et la non légitimité du philanthrocapitalisme sont souvent mentionnées.

III. Philanthropie à des fins de conservation

1. Philanthrocapitalisme et conservation néolibérale

L'influence philanthrocapitaliste sur l'environnement

Le philanthrocapitalisme a eu tendance à se focaliser davantage sur les causes sociales, telle que la pauvreté et la santé, que sur les causes environnementales. Pourtant, l'influence du philanthrocapitalisme se fait aussi ressentir dans le domaine de la conservation de la biodiversité : de plus en plus, les organisations environnementales font appel à des mécanismes de marché pour remplir leurs missions. Cette intégration du capitalisme au domaine de la conservation suscite un grand enthousiasme au sein du mouvement environnementaliste (Holmes, 2015). L'augmentation du nombre de « *land trusts* »³ est perçue comme un succès au sein du mouvement conservateur car il est associé à une conscience collective de l'importance de protéger l'environnement (Logan & Wekerle, 2008).

Le capitalisme et la conservation sont deux concepts qui sont liés depuis longtemps. Leur relation, souvent conflictuelle par le passé, se transforme de nos jours en une alliance grâce à la conviction des grandes figures conservatrices que le capitalisme doit et va aider à « changer le monde » (Brockington & Duffy, 2010). Holmes (2015) souligne la réciprocité des avantages de cette relation : « Le capitalisme n'est pas vu comme une menace pour la biodiversité, mais comme un élément essentiel pour la sauver, et la conservation de la biodiversité est justifiée par sa contribution à la croissance économique mondiale » (p.84). Ce nouvel engagement mutuel entre capitalisme et conservation est appelé conservation néolibérale par les universitaires (Holmes, 2015).

La conservation néolibérale: "Sell the nature to save it"

Selon Peck & Tickell (2002, cité par Logan & Wekerle, 2008), le néolibéralisme se définit comme « un processus par lequel une idéologie entrepreneuriale infiltre ou est incorporée aux services et fonctions qui relèvent traditionnellement de la responsabilité du gouvernement. » (p.2100). Pour Amable (2010), il s'agit d'une « idéologie qui légitime la compétition individuelle et qui remet en question les structures collectives ».

La conservation néolibérale est caractérisée par des discours qui tendent à faire porter la responsabilité environnementale au secteur privé, en particulier aux entreprises, plutôt qu'aux

³ Fiducie foncière = œuvre de bienfaisance dont la mission première est la conservation de territoires naturels pour le bénéfice des générations futures

pouvoirs publics (Holmes, 2015). Les *land trusts* et autres initiatives de conservation privées constituent une forme de gouvernance environnementale « néolibéralisée ». La conservation néolibérale est souvent qualifiée de partenariat *win-win* : « une plus grande dépendance à la conservation privée répond aux besoins du capital, en étendant sa portée, aux besoins des ONG environnementales, en leur apportant de la légitimité et des ressources et aux besoins de l'Etat néolibéral, qui tente de combiner le contrôle des régulations et la décentralisation de l'implémentation.» (Logan & Wekerle, 2008, p.2098). Selon Fairhead & al., le mouvement écologique s'est détaché de sa position d'observateur critique du système capitaliste pour se placer au centre des réseaux capitalistes, afin de défendre les intérêts d'une nouvelle économie «verte» à l'échelle mondiale. Ils ont adopté une vision où la croissance économique et la protection de l'environnement travaillent coude à coude pour atteindre des objectifs communs. Il y a un optimisme grandissant quant au potentiel des marchés à apporter des solutions (Holmes, 2015).

La marchandisation de la nature transforme fondamentalement sa valeur. Le changement réside dans la nature de la relation entre économie et environnement : « Au XXème siècle, on valorisait la nature pour ce qu'elle offrait [...] Le lexique du XXème siècle était celui de la 'durabilité' et de la 'conservation'. Aujourd'hui, les appropriations de terre reflètent la valeur de ce que l'on pourrait appeler the *economy of repair* (Fairhead, Leach & Scones, 2012, p.242). «L'économie de réparation » consiste à valoriser les revers de la croissance économique dans le but de réparer les dégâts environnementaux causés. Pour ce faire, on fixe un prix sur le carbone, les biocarburants et autres « compensations écologiques » en tout genre. En valorisant les éléments de la nature, la conservation néolibérale propose une vision où la nature est une marchandise, et où la conservation est un « business ». (Logan & Wekerle, 2008).

Le slogan *Sell the nature to save it* implique que la valeur économique de la nature est un élément clé de sa survie (Holmes, 2015). Les partisans de cette philosophie avancent que la protection de la nature dépend de notre capacité à évaluer sa véritable valeur et à la traduire en termes monétaires. (Pascual & Perrings, 2007 ; Pearce, 1995). Pour Pearce (2014), la plupart des problèmes environnementaux sont dus au dysfonctionnement de l'économie. Pour les résoudre, il est nécessaire d'utiliser directement les forces du marché en créant des incitations financières pour le développement durable. L'auteur argumente que l'on ne peut pas compter uniquement sur les principes moraux des hommes pour protéger l'environnement et que pendant qu'on attend une soudaine prise de conscience collective, l'environnement continue de se dégrader. La marchandisation de la nature permet d'allier intérêt personnel et action écologique et, de cette façon, de sauver la planète.

Certains auteurs, comme Fairhead, Leach & Scones (2012) ne partagent pas l'idée que la nature doit être vendue pour être sauvée. Pour eux, tarifier le carbone n'est pas un moyen de préserver la biodiversité, mais un moyen de maximiser à la fois la croissance économique et la « réparation de la nature ». L'intention derrière ce système de pricing est de tirer un maximum de profit de la nature en optimisant l'efficacité, plutôt que de la protéger. Kelly (2011) est convaincue que ces nouveaux systèmes de préservation écologique ne sont pas bénéfiques pour l'environnement, mais au contraire qu'ils constituent une menace pour la biodiversité. Elle explique que les zones protégées privées, peu importe leur type d'administration, sont des mécanismes mis en place pour contrôler le territoire ; et qu'elles « reproduisent les moyens de la production capitaliste et, au travers de la conservation néolibérale, deviennent elles-mêmes du capital sous forme de services et spectacles environnementaux » (Kelly, 2011, p.684).

Les aires protégées privées et leur rôle dans la conservation de la biodiversité

Un des outils principaux de la conservation néolibérale, ce sont les aires protégées privées (APP). A travers la littérature académique, elles sont peu étudiées car les données sont peu accessibles. Selon Dudley (2008, p.26) une aire protégée privée est une aire protégée « contrôlée et/ou possédée par un individu, une coopérative, une ONG ou une société, gérée de manière lucrative ou non lucrative [dont] l'autorité de la gestion incombe au propriétaire, qui détermine les objectifs de conservation, développe et applique les programmes de gestion et possède le pouvoir de décision, sujet aux législations applicables ». Il est important de noter deux remarques par rapport à cette définition. Premièrement, en pratique, la propriété des APP est assez floue car il s'agit parfois d'une alliance entre acteurs privés, gouvernements, ONG et communautés. Deuxièmement, il y a un manque de clarté dans la définition : est-ce le contrôle du territoire ou la propriété du territoire qui détermine son caractère privé ? En pratique, les deux cas de figure coexistent (Holmes, 2013).

Dans son article *What role do private protected areas have in conserving global biodiversity ?*, Holmes (2013) évalue la contribution des zones protégées privées à la protection de la biodiversité. Il démontre que les APP ne servent pas juste à augmenter la superficie de la surface protégée, mais aussi à protéger les zones délaissées par l'Etat.

Cependant, malgré les avantages du secteur privé, il n'est pas souhaitable que le secteur public se retire du domaine de la conservation pour laisser la place exclusivement aux acteurs privés. Une évolution vers la conservation néolibérale pourrait entraîner un désinvestissement trop important de l'Etat, et laisser la protection de la biodiversité au secteur privé comporte des

risques. Les aires protégées privées sont complémentaires aux autres formes de conservation, mais n'en sont pas les substituts. (Holmes, 2013).

Green Grabs et néocolonialisme

Le terme *land grab*, souvent utilisé dans la littérature scientifique, signifie « appropriation de terres ». Une connotation négative émane de cette appellation, reflétant l'asymétrie de pouvoir de la transaction (Holmes, 2014). A travers l'histoire, la privatisation des terres a souvent rimé avec expropriation et marginalisation des paysans au profit de riches investisseurs étrangers (Kelly, 2011). Le terme *grabbing* ne fait pas seulement référence au transfert de propriété, mais transmet une notion d'injustice. L'appropriation de terres et ressources à des fins environnementales est un phénomène qui porte le nom de *green grabbing*. Cette appropriation de la nature par des groupes ou individus privés, au nom de la durabilité ou au nom de certaines valeurs environnementales, est un phénomène qui prend de l'ampleur. (Fairhead & al, 2012). Tout comme les *land grabs*, les *green grabs* sont soumis à beaucoup de critiques. Les opposants à la conservation néolibérale considèrent ce phénomène comme un transfert de ressources naturelles à de riches individus, souvent au détriment des populations locales (Holmes, 2014). Les *green grabs* trouvent leurs origines dans un long passé de colonisation et néo-colonisation où la dépossession des ressources se faisaient au nom de l'environnement, ce qui alimente le débat (Fairhead & al, 2012). A l'heure actuelle, les projets de conservations philanthropocapitalistes sont également accusés de *land grabbing* et de privatiser de grands espaces et leurs ressources au détriment des communautés locales (Holmes, 2015). Par exemple, les lois qui interdisent la chasse de certaines espèces au nom de la conservation empêchent les habitants de ces zones privatisées de tuer des animaux qui, parfois, constituent un moyen de survie pour ces communautés rurales (Kelly, 2011). Pour Igoe & Brockington (2007), la conservation néolibérale a toujours tendance à exclure les populations locales, ou du moins à changer radicalement la façon dont elles menaient leurs vies. Un certain nombre d'APP dans les pays pauvres appartiennent à de riches étrangers, ce qui peut être perçu comme une forme de néocolonialisme (Zoomers, 2010).

Les appropriations de terres à des fins environnementales ne concernent pas forcément la préservation de la biodiversité, et dans une nature de plus en plus capitalisée, le marché du carbone ou les programmes REDD⁴ constituent des motifs de *green grab* à part entière. Dans ce

⁴ Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries, programme des Nations Unies

travail, nous allons nous concentrer sur les *green grabs* qui sont motivés par la conservation de la biodiversité, les « *conservation grabs* ».

Résoudre des problèmes publics par des moyens privés

La privatisation soulève des questions : dans une démocratie, les partis et candidats sont élus par les citoyens. Les pouvoirs publics sont donc le reflet de ce que la majorité de la population souhaite pour son pays. Derrière les dépenses publiques, il y a donc un choix démocratique. Si les problèmes sociaux et environnementaux sont gérés par le secteur privé, et non plus par les pouvoirs publics, cela signifie que les décisions sont prises par un petit groupe d'individus extrêmement riches qui n'ont pas été élus par le peuple, et donc il ne s'agit plus d'un processus démocratique (Edwards, 2008). En donnant à certaines causes et pas à d'autres, les philanthropes imposent leur vision du « bien commun ». Diane Ravitch explique qu'il y a « quelque chose de fondamentalement anti-démocratique dans le fait de renoncer au contrôle public [...] au profit de fondations privées gérées par les individus les plus riches de notre société (Ravitch 2010, cité par Bishop, 2013, p.486).

Pour Logan & Wekerle (2008), le véritable problème de la privatisation de la conservation, c'est que cela entraîne la privatisation des éléments de la nature, qui est un bien commun. Les opposants dans le débat sur les *green grabs* avancent que les raisons écologiques invoquées pour le rachat de terres sont en réalité une manière de justifier leurs acquisitions, mais que les véritables motivations derrière l'achat de ces terres sont la privatisation de ses ressources en nourriture, en eau ou en combustibles.

Efficacité et privatisation de la conservation

Certains auteurs tels que Krug (2001) ou Sims-Castley et al. (2005), cités par Holmes (2013) considèrent la gestion privée de la conservation comme plus efficace que la gestion publique car elle est moins sujette à la corruption et aux changements politiques, elle est plus flexible et plus innovante et parfois plus légitime aux yeux des locaux. Les opposants, en revanche, remettent en cause l'efficacité des zones protégées privées, notamment à cause de leur petite taille et de leur manque d'expertise légale et institutionnelle. « Etant donné que [les zones protégées privées] ne sont pas soutenues par des institutions aussi permanentes et puissantes que l'Etat, les propriétaires pourraient avoir des difficultés à maintenir leurs APP et leur permettre de conserver de manière effective la biodiversité sur le long terme » (Holmes, 2013, p.12). Pour Holmes (2013) cependant, les reproches qui sont faits aux zones protégées privées sont, pour la grande majorité, également transférables aux pouvoirs publics.

2. La conservation au service du capitalisme

Redorer l'image du capitalisme

La critique qui plane sur la relation entre le philanthrocapitalisme et la conservation de la biodiversité, c'est cette tendance à considérer le capitalisme comme la solution aux problèmes environnementaux, et pas comme une source de ces problèmes (Holmes, 2015). Cette nouvelle forme d'environnementalisme est une porte ouverte au « *green washing* ». Pour les acteurs capitalistes, préserver la biodiversité devient un moyen de distraire le grand public du rôle que le capitalisme a joué dans sa destruction (Logan & Wekerle, 2008). Fairhead & al (2012) soulignent également cette nouvelle dynamique économique et politique dans le secteur de la conservation, qui voit le nombre d'acteurs capitalistes et de partenariats multisectoriels se multiplier. Pour Holmes (2013), l'un des revers des zones protégées privées est la légitimité qu'elles peuvent parfois apporter au capitalisme. Elles sont parfois le moyen pour des entreprises néfastes de redorer leur image auprès du grand public, comme c'est le cas au Chili avec certaines grandes entreprises d'exploitations forestières.

La monétarisation de la nature ou l'expansion du capitalisme

La néolibéralisation de la conservation supporte certaines contradictions : d'une part, les conservationnistes voient la préservation de la nature comme éthiquement opposée à la mentalité capitaliste mais d'autre part, ils contribuent à monétariser la nature et à la transformer en opportunité commerciale (Logan & Wekerle, 2008). Le but original de la valorisation de la nature était de démontrer sa valeur économique pour inciter l'établissement de politiques de conservation. En réalité, la conséquence de cette valorisation est l'ouverture de nouvelles opportunités commerciales pour le monde capitaliste.

Selon Brockington & Duffy (2010), la conservation est un élément déterminant dans la croissance et la propagation du capitalisme. Ces alliances entre capitalisme et conservation de l'environnement nourrissent le processus d'accumulation de richesses en offrant aux acteurs capitalistes une voie pour devenir « verts » et s'étendre hors de leurs secteurs traditionnels. Dans le processus de néolibéralisation de la conservation, l'Etat joue un rôle d'incitateur : au travers de politiques fiscales et de dispositions légales, il attire les investisseurs nationaux et internationaux. L'Etat, en transformant les biens publics en actifs privés, contribue au renforcement des inégalités entre les classes supérieures et inférieures (Fairhead & al, 2012).

Pour Kelly (2011), les zones protégées privées sont des instruments capitalistes dont la création et la gestion changent violemment les règles du jeu en matière de conservation, pas

seulement en termes économiques, mais aussi en termes de relations sociales. Elle démontre dans son article *Conservation practice as primitive accumulation* que la conservation néolibérale, à travers les zones protégées privées, est un exemple du principe économique d'accumulation primitive du capital de Karl Marx. Celui-ci définit cette théorie comme le processus par lequel le producteur est séparé de ses moyens de production. Kelly décrit ce concept comme un acte de restriction des biens communs au travers de moyens violents, ou encore comme la « création de capital [...] au travers de la marchandisation de choses qui, précédemment, se trouvaient hors de portée du capitalisme ». (Kelly, 2011, p.685). En prenant le contrôle des ressources naturelles, la classe capitaliste prive les locaux de leurs moyens de subsistance et les force à travailler pour des salaires très bas. Ces derniers se voyant privés de leurs moyens de production, se voient obligés d'accepter ces nouveaux emplois pour leur survie. La protection de la faune et de la flore n'est alors qu'un prétexte pour accéder à de la main d'œuvre bon marché. Ces nouveaux travailleurs, acquis grâce à la dépossession de leurs moyens, sont qualifiés d'*infanterie du capital* par Kelly (2011). Tous les auteurs ne partagent pas cette vision des zones protégées privées. L'établissement de nouvelles APP qui créent de l'emploi peut aussi être un avantage pour les populations locales (Holmes, 2013) et amener des ressources financières supplémentaires à la région grâce à l'émergence de nouveaux marchés. Ce développement économique peut être bénéfique aux autochtones en termes d'amélioration d'infrastructures et aménagements (Zoomers, 2010).

En ce qui concerne l'*economy of repair*, le capitalisme a créé des dommages environnementaux et a généré des ressources non-durables. Fairhead & al. argumentent que cette destruction est en fait la base de la création d'une nouvelle économie. La régénération de la nature, aux yeux du capitalisme, est simplement un nouveau marché. Ces nouveaux marchés sont principalement l'écotourisme, les paiements pour services environnementaux (PSE)⁵ et le marché du carbone⁶. Les zones protégées privées se différencient des zones industrielles seulement parce qu'elles ne sont pas exploitées au sens matériel. Il ne s'agit pas de vendre du bois, du coton ou des minéraux, mais bien de vendre des expériences pour les touristes, ou des « crédits carbone ». L'accès à des composants et du matériel génétique pour les grandes entreprises pharmaceutiques et la recherche scientifique est aussi une forme d'exploitation des terres (Kelly, 2011).

⁵ Rémunération des propriétaires ou gestionnaires de terres pour compenser le coût des pratiques environnementales (restauration, entretien,...). 24 services écosystémiques ont été identifiés en 2005 dans un rapport de l'ONU.

⁶ Système de crédit-carbone : les entreprises qui polluent plus que les limites autorisées par le protocole de Kyoto ont la possibilité d'émettre davantage de gaz à effet de serre en achetant un « crédit carbone » aux acteurs privés ou publics qui participent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les risques de la monétarisation de la nature

L'environnement financiarisé est devenu une nouvelle source de profit. Ces « marchés verts » décuplent les valorisations diverses de la nature. En devenant un actif commercial, l'environnement encourt le risque (comme tout actif) de surestimation. La spéculation entraîne la possibilité que l'écosystème, telle une entreprise, soit surévalué. « Les perversités du monde financiarisé sont légion, et s'il y a un marché pour les actifs de la nature, alors les actifs de la nature peuvent se dévaluer » (Fairhead & al, 2012, p.244).

Logan & Wekerle (2008) soulignent une contradiction éthique concernant la monétarisation de la nature : en donnant une valeur monétaire à un lieu, une faune ou une flore, on établit une hiérarchie de valeur entre les différents éléments de la nature. Il s'agit d'un processus qui va à l'encontre de la plupart des valeurs et principes auxquels les ONG environnementales adhèrent (Logan & Wekerle, 2008). Selon Holmes (2013), la pression des coûts et des investissements pour rendre les activités économiques viables constituent un risque pour certaines espèces. Il explique que les zones protégées qui ont recours à des techniques de marché risquent de se concentrer sur des espèces charismatiques (lions, léopards,...) dans le but d'attirer les touristes ou les chasseurs. Les espèces les moins « glamour » étant moins rentables, elles ne bénéficieront pas de leur protection (Holmes, 2013).

Les bénéficiaires de la monétarisation de la nature

La préservation de la nature profite aux riches propriétaires, qui la transforment en source de profit, et aux riches touristes, qui profitent du divertissement que ces zones protégées peuvent offrir (Holmes, 2013). Pour Brockington & Duffy, avant d'acclamer la néolibéralisation de la conservation, il est important de se souvenir que le néolibéralisme, c'est avant tout un moyen de maintenir la hiérarchie sociale. Ils argumentent que profiter de la préservation de la biodiversité est un privilège que seules les classes supérieures peuvent s'offrir.

« La conservation n'est pas nécessairement un luxe pour les riches ; de nombreux modèles environnementalistes contiennent toutes sortes de pratiques et préoccupations qui puisent leurs origines dans la pauvreté. Cependant, le monde néolibéral transforme la conservation en un luxe. Elle devient réservée aux élites et aux communautés exclusives » (Brockington & Duffy, 2010, p.481).

3. Les limites du secteur privé dans la conservation

Les stratégies de conservation philanthrocapitalistes, même si elles ont du potentiel, ont aussi leurs limites. Le modèle *for-profit* n'est pas applicable à tous types de territoires, ni à tous types d'espèces en voies d'extinction (Holmes, 2015). Certains auteurs remettent en question le fait que les APP sont réellement des zones protégées. En effet, leur efficacité et longévité dépend d'un acteur privé, ce qui les rend fragiles. En cas de décès ou de faillite du propriétaire, la zone ne sera peut-être plus protégée, mais au contraire exploitée. Il y a donc une certaine incertitude quant à la durée de vie nécessaire pour être qualifié de zone protégée. De plus, une certaine disproportion se fait sentir autant dans le ratio terrestre/maritime qu'en termes géographiques. D'une part les APP sont beaucoup plus concentrées sur les territoires terrestres, et d'autres parts ils sont beaucoup plus concentrés dans certaines régions que d'autres. Au Chili, par exemple, se trouvent un très grand nombre d'APP, parce que les terres sont disponibles mais aussi parce que l'Etat chilien incite à investir au travers de politiques publiques (Holmes, 2013).

4. Conclusion

La néolibéralisation de la conservation n'a pas que des côtés négatifs. Le rôle décroissant de l'Etat sous les politiques néolibérales ne constitue pas uniquement une opportunité pour les riches et les puissants d'accumuler du capital, mais constitue aussi une opportunité pour la société civile, l'action civile et les locaux de s'investir dans la protection de leur environnement (Fairhead & al, 2012). Les mesures néolibérales ont souvent été prises par des conservationnistes sincères et bienveillants, animés par le désir de rendre le monde meilleur (Brockington & Duffy, 2010). La littérature académique se concentre beaucoup sur la critique, en négligeant le caractère altruiste et l'engagement de ces acteurs privés pour préserver la biodiversité (Holmes, 2013). Le danger selon ces auteurs, c'est que la conservation néolibérale est perçue comme systématiquement positive dans l'opinion publique. Le concept est présenté comme une solution *win-win*, éthique, salvatrice et durable. La littérature académique souligne qu'il est important de garder également à l'esprit ses revers et ses effets négatifs (Brockington & Duffy, 2010).

En synthèse

Dans ce chapitre, nous avons constaté que l'influence du philanthrocapitalisme sur la protection environnementale donne lieu à une nouvelle tendance : la conservation néolibérale. Cependant, les avis divergent sur ce nouveau fonctionnement : certains avancent qu'il s'agit d'un compromis bénéficiant à tous, et d'autres argumentent que non seulement il est risqué de confier la conservation de la biodiversité au secteur privé, mais qu'il s'agit également d'un acte non démocratique. La conservation néolibérale est une manière de mettre la protection de la biodiversité au service du capitalisme, laissant place au risque de greenwashing et de maximisation du profit au détriment de la nature.

Méthodologie

I. Approche globale

Intéressée par la philanthropie, et consciente des grands problèmes environnementaux auxquels nous devons faire face, nous avons décidé de réaliser notre travail de fin d'étude sur le sujet de la philanthropie à des fins de conservation. Ayant réalisé un stage à Santiago, capitale du Chili, ce dernier étant lui-même un pays emblématique de la conservation néolibérale, le choix d'établir une comparaison entre une étude de cas en Belgique et au Chili nous a semblé pertinent.

Dans un premier temps, nos recherches se sont portées sur la philanthropie à des fins de conservation au Chili. Parmi les grands philanthropes à l'origine de projets de conservation dans ce pays, tels que le président actuel Sebastian Piñera ou le célèbre homme d'affaires chilien Victor Peterman, nous avons décidé de nous focaliser sur les projets de Douglas Tompkins. Cet éco-philanthrope, à l'origine de nombreux projets conservationnistes, a attiré notre attention d'une part car son projet Pumalín fut hautement médiatisé et controversé au Chili, et d'autre part car il s'agit d'un pionnier à l'échelle mondiale en ce qui concerne la philanthropie à des fins de conservation. Pour le cas de la Belgique, nous avons choisi le projet Nassonia de la fondation Pairi Daiza, projet philanthropique à des fins de conservation sur le territoire wallon mené par Éric Domb.

Pour la revue de littérature, nous nous sommes principalement servi du moteur de recherche *Google Scholar* pour identifier les articles et livres concernant notre sujet, ainsi que les bases de données *Cairn.info* et *Business Source Premier*, accessibles grâce au site de l'ULiège. Les mots-clés employés pour la première vague de recherches furent : *philanthropy*, *biodiversity conservation*, *private protected areas*. Nous avons identifié grâce à cette première recherche un auteur très impliqué sur le sujet de la philanthropie à des fins de conservation : Georges Holmes, professeurs à l'Université de Leeds et membre de la *Society for Conservation Biology*. En lisant un grand nombre de ses articles, notamment *What is a land grab? Exploring green grabs, conservation, and private protected areas in southern Chile*, nous avons pu approcher la thématique de la conservation privée au Chili. En utilisant sa biographie, nous avons trouvé un grand nombre d'articles supplémentaires traitant du sujet, en anglais et en espagnol. Grâce à son article *Biodiversity for billionaires: capitalism, conservation and the role of philanthropy in saving/selling nature*, nous avons pu identifier le lien entre la philanthropie à des fins de conservation et le philanthrocapitalisme. Une nouvelle recherche sur les bases de

données *Cairn.info* et *Business Source Premier* a été effectuée avec les mots-clés suivants : *philanthrocapitalism and conservation, land privatisation for conservation, philanthropy and neoliberal conservation, capitalism and conservation, ecophilanthropy*. De cette recherche, deux auteurs se sont distingués : Matthew Bishop et Michael Green. Matthew Bishop est l'éditeur en chef de la partie *Business* du journal « *The Economist* » ainsi que le directeur du bureau de New York. Michael Green est un économiste diplômé de l'Université d'Oxford et ancien professeur à l'Université de Varsovie. Ensemble, ils ont écrit plusieurs livres dont *Philanthrocapitalism, how the rich can save the world and why we should let them*, qui nous a fortement inspiré pour construire la partie théorique de ce travail. Nous nous sommes également basés sur l'ouvrage *La philanthropie en Amérique* d'Olivier Zunz pour la revue de littérature et pour mieux comprendre les origines et l'histoire de la philanthropie.

La revue de littérature nous a permis d'identifier les grands enjeux éthiques de la conservation néolibérale, recensés dans la grille d'analyse et développés dans la partie « Les dimensions éthiques de la philanthropie à des fins de conservation ». Ces enjeux sont les suivants : *motivations de l'entrepreneur, légitimité de l'entrepreneur et légitimation du capitalisme, privatisation du bien commun* et *monétarisation de la nature*. Les deux projets ont été analysés en appliquant ces enjeux théoriques à la réalité du terrain. En ce qui concerne la légitimation du capitalisme, nous avons choisi de ne pas le considérer comme un point d'analyse en raison de son caractère très théorique et très abstrait ; et de concentrer notre attention sur la dimension « légitimité de l'entrepreneur ». En ce qui concerne les résultats de l'étude comparative, deux méthodes qualitatives différentes ont été utilisées : des interviews et une recherche théorique.

Pour étudier le projet Nassonia en Belgique nous avons, en amont, parcouru la littérature « grise » afin d'en apprendre plus sur la controverse. Comme le projet a été très médiatisé, il a été aisé d'établir une liste d'acteurs concernés. Nous avons pris contact avec les personnes qu'il nous semblait pertinent de rencontrer et réalisé plusieurs interviews. Parmi les personnes interrogées, on compte Charles Piette, ami proche d'Éric Domb et leader du groupe local de soutien « Pro Nassonia »; Marc Quiryne, le bourgmestre de Nassogne opposé au projet Nassonia ; Jean-Sébastien Sieux, directeur du DNF⁷ de Marche-en-Famenne ; et Philippe Lejeune, professeur à la faculté de Gembloux et chef de service en charge de l'Unité des Ressources forestières. Ces interviews ont été menées en suivant une grille d'analyse, présentée ci-dessous et inspirée des grands enjeux éthiques identifiés dans la revue de littérature. Lors des

⁷ Département de la Nature et de la Forêt, organisme de la Région wallonne qui s'occupe de la gestion forestière en Wallonie

différentes interviews, nous avons tenté de comprendre la position et le point de vue de chacun afin d'identifier les raisons du non-aboutissement du projet Nassonia. En complément à ces interviews, nous avons consulté de la documentation officielle sur le projet en lui-même ainsi qu'un grand nombre d'articles de presse locale.

En ce qui concerne l'étude de cas au Chili, il nous a été impossible de réaliser des interviews pour plusieurs raisons. Tout d'abord d'un point de vue faisabilité : nous étions en stage du lundi au vendredi, il était donc difficile de rencontrer les acteurs sur leur temps de travail, en particulier vu l'étendue du territoire : le parc principal de Douglas Tompkins se trouve à 18 heures de route de Santiago. Ensuite, la langue a également constitué une barrière importante étant donné que très peu de Chiliens parlent anglais. Enfin, Douglas Tompkins a créé une grande polémique au Chili et il est parfois difficile d'aborder le sujet avec les Chiliens. Nous avons toutefois pu récolter quelques impressions des habitants de Santiago par rapport au projet Tompkins lors de discussions informelles dans un cadre décontracté. Afin d'obtenir les informations sur cette étude de cas, nous avons donc effectué une recherche théorique, couvrant à la fois la littérature scientifique et la littérature « grise ».

Les résultats sont présentés en annexe (annexe 4) dans cinq tableaux comparatifs basés sur la grille d'analyse. Il s'agit des extraits d'interviews, de littérature grise, d'interviews en ligne et de sites internet. Les extraits en espagnol ont été traduits en français dans le tableau, en-dessous des textes originaux. Par soucis de clarté, nous avons choisi d'utiliser un code pour chaque document, ce qui permet de se repérer plus facilement dans les tableaux des résultats. Un autre tableau (annexe 3) recense les différentes sources de données utilisées dans les résultats ainsi que les codes correspondants.

II. Limites

Cette méthodologie présente des limites : il aurait été préférable d'utiliser la même méthode qualitative pour récolter les données, afin de produire une comparaison la plus pertinente possible. Nous aurions aimé avoir la possibilité de mener certaines interviews au Chili afin d'être plus proche d'une réalité de terrain. En ce qui concerne le projet Nassonia, nous aurions également voulu pouvoir mener davantage d'entretiens avec des acteurs tels que René Collin, ministre de l'agriculture, de la nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région ou Gérard Jadoul, ancien président d'Inter-Environnement Wallonie. En particulier, il s'est avéré impossible de rencontrer Éric Domb, fondateur de la fondation Pairi Daiza et porteur du projet Nassonia. Pour récolter des

informations sur cet acteur majeur, nous nous sommes basés sur les nombreuses interviews réalisées par les médias.

En ce qui concerne la revue de littérature, la philanthropie à des fins de conservation est un sujet encore peu répandu dans le milieu académique. Le principal auteur à s'être penché sur la question est Georges Holmes, il a donc été difficile de trouver beaucoup d'avis sur cette thématique précise. Ce manque de littérature est justifié par le fait que le phénomène de philanthropie à des fins de conservation est assez récent, et qu'un éventuel impact de celui-ci est difficilement mesurable suite au manque de données.

Nous avons également conscience des différences spatio-temporelles de nos deux études de cas : les deux projets ont été menés avec 20 ans d'écart, dans des pays différents et très éloignés l'un de l'autre. De plus, l'environnement dans lequel les projets ont été respectivement menés est différent : le contexte socio-économique et culturel du Chili n'est pas similaire au contexte et à la culture belge.

III. Grille d'analyse

Aspects généraux	Dimensions		
Contexte national	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique ▪ Economique ▪ Social ▪ Culturel 		
Enjeux éthiques	Dimensions	Questions	Indicateurs
Motivations de l'entrepreneur : Altruisme VS Intérêt personnel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Motivations de l'entrepreneur ▪ L'intérêt personnel de l'entrepreneur VS l'intérêt général 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Quelles sont les motivations de l'entrepreneur ? ▪ Qui va bénéficier réellement du projet ? L'entrepreneur, l'intérêt général ou d'autres parties prenantes ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Personnalité et centre d'intérêts de l'entrepreneur</i> ▪ <i>Déclarations de l'entrepreneur</i> ▪ <i>Bénéficiaires du projet</i>

Légitimité de l'entrepreneur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le passé capitaliste de l'entrepreneur ▪ Légitimation du capitalisme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Est-ce que la personnalité ou les actions de l'entrepreneur a délégitimé la nature philanthropique de l'action ? ▪ Quels autres facteurs ont légitimé ou délégitimé l'entrepreneur ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Cohérence entre le projet et la carrière de l'entrepreneur</i> ▪ <i>Image de l'entrepreneur dans les médias et selon l'opinion publique (internationale, locale, ...)</i> ▪ <i>Facteurs de confiance liés à l'entrepreneur</i> ▪ <i>Facteurs de méfiance liés à l'entrepreneur</i>
Privatisation du bien commun	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Relation avec les parties prenantes (locaux, pouvoirs publics...) ▪ Processus de décision et implication des parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La gouvernance du projet est-elle participative ? ▪ L'a-t-elle toujours été ? ▪ Comment peut-on qualifier les relations avec les locaux ? ▪ Comment peut-on qualifier les relations avec les pouvoirs publics ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Réaction positives ou négatives des parties prenantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>groupes de soutien</i> - <i>groupes d'opposants</i> - <i>soutien public officiel</i> - <i>opposition publique officielle</i> - <i>réaction des médias</i> ▪ <i>Degré d'implication des parties prenantes dans l'élaboration du projet et dans les processus de décision</i>

<p>Monétarisation de la nature : La nature comme source de profit</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Hiérarchisation de la nature ▪ Expansion du capitalisme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les projets poursuivent-ils un objectif de maximisation du profit ? ▪ Que fait-on avec ce profit ? ▪ Le projet constitue-t-il un nouveau marché avec de nouvelles opportunités commerciales ? ▪ Est-ce que générer un revenu délégitime la nature philanthropique de l'action ? ▪ Est-ce que certaines espèces sont délaissées au profit d'autres ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Statuts de l'organisation</i> ▪ <i>Activités lucratives</i> ▪ <i>Utilisation du profit</i> ▪ <i>Utilisation de mécanismes de marché</i>
---	--	---	---

IV. Les dimensions éthiques de la philanthropie à des fins de conservation

L'éthique est le « domaine de réflexion qui concerne toutes les questions en rapport avec la dignité humaine, autrement dit une discipline se donnant pour but d'éclairer bonnes pratiques et bonnes conduites, notamment dans le cadre de rapports asymétriques, et interrogeant de fait la question « du bon, du vrai, du juste » relative aux affaires humaines» (Focant & Miennee, 2016). Son but est de « s'interroger sur les valeurs morales et les principes moraux qui devraient orienter nos actions, dans différentes situations, dans le but d'agir conformément à ceux-ci »⁸.

L'éthique définit des règles de conduites communes qui dépendent du contexte et qui sont propres à certaines cultures ou groupes d'individus, contrairement à la morale qui relève des règles de conduites personnelles de chacun. Un dilemme éthique implique un jugement de ce qui est bien ou mal mais n'attend pas une seule bonne réponse. Il soulève des interrogations auxquelles on peut répondre de différentes manières selon la perception des parties prenantes.⁹

Notre travail aborde les dimensions éthiques de manière très explicite, d'abord dans la revue de littérature et ensuite dans la partie « analyse », où les critères de comparaison entre les deux projets sont eux-mêmes des enjeux éthiques.

1. Le capitalisme, source des dilemmes éthiques de la philanthropie à des fins de conservation

De nos jours, le bien-agir nous pousse à avoir des comportements respectueux de l'environnement. Les petits gestes individuels, tels que le tri des déchets ou le refus de surconsommation, sont valorisés par notre société. Or, malgré qu'elle s'inscrive dans un schéma de protection de l'environnement, la thématique abordée dans ce travail – la philanthropie à des fins de conservation- soulève des questions d'ordre éthique assez controversées. La différence entre la philanthropie à des fins de conservation et d'autres petites initiatives privées respectueuse de l'environnement, c'est principalement l'échelle de réalisation. Il n'est pas possible pour n'importe quel individu de protéger la planète en acquérant de vastes territoires et c'est donc le système économique dans lequel nous évoluons, le capitalisme, qui en générant des inégalités de richesse entre les individus, inscrit la philanthropie dans une logique de dilemmes éthiques.

⁸ Définition du Gouvernement du Québec (2013)

⁹ Business Ethics & Corporate Social Responsibility: What is (business) ethics? (Xhaufclair, 2017).

L'éthique correspond à un ensemble de valeurs qui servent à guider les choix, les comportements et les actions de l'homme. Depuis la crise financière de 2008, le système économique mis en place est décrit comme un « capitalisme prédateur », dénué de morale. Peut-on toutefois attendre d'une économie qu'elle ait une éthique ?

Dès son avènement, les dérives éthiques du capitalisme ont été dénoncées. Marx dénonçait déjà le fait que la valeur ajoutée, fruit du travail, bénéficiait principalement au capital (Wetzell, 2014). Le scandale éthique du capitalisme moderne provient de l'acceptation d'un niveau d'inégalités croissant et d'une mondialisation de la pauvreté, aussi bien dans les pays riches et les régimes démocratiques que dans les pays pauvres et les régimes autoritaires. Le dilemme de nos sociétés occidentales réside dans la tension permanente entre deux principes : celui du marché et celui de la démocratie. Le premier est caractérisé par l'inégalité (un euro, une voix) et le deuxième par l'égalité (une personne, une voix) (Fitoussi, 2009).

Le droit de protéger la biodiversité à grande échelle est conféré par l'argent et le pouvoir, détenus par une poignée d'individus. Si l'acte de donner en lui-même n'est pas dépourvu de morale, le contexte économique qui permet à ces individus fortunés de donner provoque des controverses. Nous pouvons alors conclure que le capitalisme est à l'origine de dilemmes éthiques sur la question de la gestion environnementale privée.

2. Les problématiques éthiques identifiées dans ce travail

L'altruisme ou l'égoïsme

Les motivations de la philanthropie à des fins de conservation ont été discutées dans la revue de littérature. Certains auteurs y voient une forme de pur altruisme, d'autres y voient un artifice pour dissimuler des intérêts personnels. Si certains philanthropes utilisent la conservation de la biodiversité comme prétexte pour s'appropriier des terres ou des ressources ou pour éviter une taxation trop lourde, alors leur comportement sert leur intérêt personnel au détriment des autres. En effet, dans le cas de l'évasion fiscale, le philanthrope prive l'Etat d'un certain montant d'impôt, ce qui se répercute sur la vie de ses concitoyens et la santé financière des pouvoirs publics. Poser des actes sans avoir conscience d'une responsabilité sociétale reflète un manque d'éthique dans la décision d'agir.

Légitimité de l'entrepreneur et légitimation du capitalisme

Comme expliqué dans la partie théorique, la philanthropie à des fins de conservation est accusée de soutenir et légitimer le capitalisme à travers la conservation néolibérale. La question de la légitimité de ces acteurs découlent du fait qu'ils ont souvent construit leur fortune grâce à un passé industriel en profitant du système capitaliste. Ce qui est reproché à ces éco-philanthropes, c'est l'incohérence de leurs actions, parfois qualifiée d'hypocrisie. L'industrie et la globalisation, fruits du système capitaliste, sont la cause principale de la détérioration de la planète et de l'extinction des espèces. Est-ce que les actions passées de l'entrepreneur délégitiment la nature philanthropique de l'action ? Quelle que soit la réponse, la philanthropie à des fins de conservation a la particularité d'être à la fois une source de questions éthiques et une expression de l'intégrité morale. En effet, on peut envisager que le philanthrope qui choisit de préserver la biodiversité est poussé par des raisons altruistes basées sur ses valeurs morales. L'acte philanthropique en lui-même peut donc être considéré comme un acte éthique, mais son contexte général, lié au passé capitaliste du philanthrope, remet sa légitimité en question.

La privatisation du bien commun

« La notion de bien commun est née de la prise de conscience de l'existence d'un patrimoine commun de l'humanité et donc de la nécessité de préserver certains biens matériels (eau, air, sols, matières premières) et aussi des biens immatériels (climat, connaissances, culture, santé, stabilité financière, paix, etc.). » (Harribey, 2011).

La nature, en tant que bien commun, est à la disposition de l'ensemble des êtres humains. Cependant, le phénomène de privatisation des terres empêche certains humains d'y accéder et d'en profiter (Lapeyre, 2006), ce qui va à l'encontre même de la définition du bien commun : la nature devient un patrimoine privé et non plus un patrimoine commun. Les ressources offertes par la terre, telles que l'eau, le bois, l'oxygène produit par les forêts, les minéraux appartiennent alors à quelques individus qui ont tous les droits sur leurs propriétés privées. Une première réflexion éthique sur le sujet concerne la pénurie des ressources et le conflit d'usage : si l'on connaît un assèchement des nappes phréatiques et qu'il reste seulement quelques réserves d'eau potable qui ont été privatisées, que se passera-t-il ? Cette considération est valable pour chaque ressource naturelle que la terre possède : est-il juste de voir ces ressources, de plus en plus rares, devenir la propriété privée de quelques individus ?

La privatisation de territoires afin d'en préserver la biodiversité soulève une autre question éthique : celle de la démocratie. Dans une démocratie, les dirigeants sont élus par les citoyens. Les gouvernements sont donc le reflet de ce que la majorité de la population souhaite. Derrière les décisions publiques, il y a donc un choix démocratique. Si la conservation de la biodiversité est gérée par de riches individus privés qui se sont appropriés les terres au préalable, cela rend le processus de conservation anti-démocratique. N'est-ce pas alors la responsabilité des Etats de conserver la propriété de ces grands espaces ?

Il est important de souligner que la privatisation de bien commun n'est pas controversée dans tous les cas. Si un individu achète un terrain ou une petite parcelle de bois, que ce soit pour le dédier à la conservation ou non, son geste ne sera pas perçu comme contraire à l'éthique. Nous pensons que deux dimensions entrent en compte : l'échelle de réalisation et l'encadrement du droit de propriété. A partir de combien d'hectares peut-on considérer la privatisation de bien commun comme contestable ? Si la privatisation d'un territoire n'entraîne pas des externalités négatives pour les communautés locales et nationales, peut-on la qualifier de critiquable ? Pour éviter de nuire aux populations locales et à l'intérêt général, il est primordial que la privatisation du bien commun soit encadrée par des lois, des normes et des régulations.

La monétarisation de la nature

Les environnementalistes considèrent la conservation de la nature comme éthiquement opposée à la mentalité capitaliste. Cependant, avec l'émergence de la conservation néolibérale, les deux concepts se rejoignent. La monétarisation de la nature entraîne deux dilemmes éthiques : l'expansion du capitalisme et la hiérarchie des espèces.

La première problématique réside dans le fait que la valorisation de la nature ouvre de nouveaux marchés. La conservation de la biodiversité entre à son tour dans le système capitaliste, ce qui permet son expansion. La monétarisation de la nature la transforme en une source de profit potentiel. La commercialisation du bien commun contribue à renforcer les inégalités sociales, créant des conflits d'usage liés à la privatisation et permettant au capitalisme d'étendre son champ d'action.

La deuxième problématique concerne la hiérarchie des espèces. Donner une valeur monétaire à la nature signifie classer ses différents éléments par ordre de valeur. Cela implique que certaines espèces ont plus de valeurs que d'autres. Cette hiérarchie des espèces soulève des questions éthiques : chaque élément de la biodiversité ne mérite-il pas d'être préservé au même titre que tous les autres ? Pourquoi certaines espèces auraient-elles le droit d'être sauvées de l'extinction en priorité ? Sur quels critères et de quel droit certaines espèces seront-elles « sacrifiées » ? Edwin Pister est un biologiste aquatique américain qui a consacré sa carrière à la préservation du Devils Hope pupfish, une espèce de poisson menacée. Fort d'admettre que ce poisson n'avait pas une utilité particulière pour l'homme, à la question « A quoi ce poisson est-il bon ? », Pister répondait « Et vous, à quoi êtes-vous bon ? » (Larrère, 2006). L'écologie profonde¹⁰ considère la valeur intrinsèque de chaque espèce, indépendamment de son utilité. Elle prône une approche qui remet en question le fait que l'humain est une fin en soi, et que chaque espèce a une dignité qui lui est propre, indépendamment de son rapport à l'être humain.

¹⁰ Courant de pensées fondé par Arne Næss.

Troisième partie : Analyse et discussion

I. Présentation des projets

Dans la partie analytique de ce travail, nous allons comparer deux projets de philanthropie de conservation : le projet Pumalín Park de Douglas Tompkins au Chili et le projet Nassonia d'Éric Domb en Belgique.

1. Pumalín : le projet de Douglas Tompkins au Chili

En 1961, Douglas Tompkins, homme d'affaires californien, fondateur de la marque The North Face et co-fondateur de la marque Esprit, visite le Chili pour la première fois. Il tombe immédiatement amoureux des paysages spectaculaires et des grands espaces de la région de Patagonie¹¹, dans le sud. Grand amateur d'alpinisme, de ski, de kayak et de randonnée, il reviendra de nombreuses fois en Patagonie chilienne pour profiter de ces activités.

En 1990, il prend la décision de quitter le monde des affaires pour se consacrer à la protection des dernières zones sauvages restantes sur la Terre et combattre la crise mondiale d'extinction des espèces. Avec sa femme, Kristine Tompkins, il est à l'origine de nombreuses initiatives de conservation de la biodiversité. Tompkins Conservation rassemble les différentes fondations et projets du couple d'environnementalistes.

Tout commence en 1991, lorsqu'il acquiert 17.000 hectares dans la vallée de Reñihué, en Patagonie chilienne dans le but de protéger ses forêts australes, fortement menacées par l'exploitation forestière (Pumalín Park and Project, n.d). Le sud du Chili, vaste et lointaine région, offrait alors des opportunités de conservation à grande échelle. De plus, le contexte néolibéral post-dictature au Chili a entraîné de nombreuses catastrophes écologiques sur le territoire national, qui a vu ses forêts se décimer et sa riche biodiversité se détériorer violemment au profit des grandes exploitations forestières et agricoles. Suite à cette menace écologique qui plane sur sa terre de prédilection, Douglas Tompkins annonce en 1994 la création du Parc Pumalín¹², consacré entièrement à la protection de la biodiversité, et interdit d'accès au public dans un premier temps. Entre 1991 et 1998, The Conservation Land Trust, l'une des fondations créées par Douglas Tompkins et sa femme, acquiert environ 521 000 hectares supplémentaires¹³ pour agrandir le parc Pumalín et créer d'autres zones protégées privées, telles que le parc

¹¹ Voir annexe 1, figure 1 : carte de la Patagonie

¹² Voir annexe 1, figure 3 : photos du parc Pumalín et annexe 1, figure 4 : *milestones* du parc Pumalín.

¹³ Voir annexe 1, figure 4 : *milestones* du parc Pumalín.

Corcovado dans la Région des Lacs et le parc Yendegaia sur l'archipel de la Terre de Feu¹⁴. Au fil du temps, la vision du projet Pumalín évolue en incluant une vaste zone protégée accessible au public. Le parc s'étend aujourd'hui sur 296.000 hectares et comprend un vaste complexe de cabines, de terrains de camping, de sentiers, de centres d'information et autres services afin de permettre aux Chiliens et au reste du monde de profiter des paysages spectaculaires et uniques de la région. Par la suite, Douglas Tompkins et sa femme, Kristine Tompkins, continueront à acquérir des terres au Chili et en Argentine, toujours dans un but de conservation.

Le 19 août 2005, le Parc Pumalín est désigné par le président de l'époque, Ricardo Lagos, comme un *Santuario de la Naturaleza* (Sanctuaire de la Nature), ce qui lui confère une protection supplémentaire reconnaissant et attestant ses valeurs écologiques. En 2014, Douglas Tompkins annonce qu'il veut léguer son Parc Pumalín à l'Etat chilien. Il meurt le 8 décembre 2015 d'un accident de kayak en Patagonie et quelques mois plus tard, sa veuve Kristine Tompkins décide de faire don plus de 400.000 hectares de terres au gouvernement chilien (Tompkins Conservation, n.d.). Le Parc Pumalín passe des mains de The Land Trust Conservation, fondation américaine des Tompkins, à celles de la *Fundación Pumalín*, fondation chilienne, rendant cette dernière responsable de l'administration et de la conservation du parc. Le 29 janvier 2018, la présidente chilienne Michelle Bachelet et la CEO de Tompkins Conservation, Kristine Tompkins, signent le plus grand accord privé-public de conservation de l'Histoire et le Parc Pumalín devient officiellement un parc national.

Malgré le fait que la philanthropie liée à la nature ait une longue tradition dans d'autres parties du monde, au Chili l'acquisition de vastes zones par des acteurs privés pour les consacrer à la conservation s'est révélée laborieuse dans un premier temps. Le parc Pumalín, première initiative de conservation privée au sur le territoire, a d'abord suscité le scepticisme et l'opposition. Cependant, au cours de la dernière décennie, un enthousiasme s'est formé autour des projets privés de conservation au Chili. Les initiatives philanthropiques à des fins de conservation sont devenues courantes et le soutien national et international se fait de plus en plus ressentir. On recense aujourd'hui environ 312 zones protégées privées au Chili, dont 72% sont situées dans le Sud, qui représentent 1.607.195 hectare au total, soit environ 2,13% de la superficie du pays (Holmes, 2014).

Dans les années à venir, le projet et le parc de Pumalín continueront à être un lieu dont la mission est d'offrir aux Chiliens et aux étrangers une meilleure vision et compréhension de la beauté de la nature afin de les sensibiliser et les motiver à protéger et respecter les écosystèmes

¹⁴ Voir annexe 1, figure 5 : création de parcs nationaux (Tompkins Conservation).

naturels. En outre, le parc vise également à servir de modèle pour d'autres initiatives de conservation privée, à n'importe quelle échelle et dans n'importe quelle partie du monde. (Pumalín Park and Project. (n.d))

2. Nassonia : le projet d'Éric Domb en Wallonie

Éric Domb, célèbre entrepreneur wallon, commence sa carrière dans le monde du droit et de la finance. Peu épanoui au niveau professionnel et passionné par la nature, il décide de créer un parc ornithologique en 1992 : le parc Paradisio. Au fil du temps, la popularité de son jardin explose : en 2010, Paradisio devient Pairi Daiza, un gigantesque parc zoologique. Élu manager de l'année en 2006 et Wallon de l'année en 2014, Éric Domb est décrit comme un patron rêveur. En 2016, il décide de monter un projet de conservation de la biodiversité par le biais de la fondation Pairi Daiza¹⁵. Amoureux de la forêt ardennaise, il rêve de rendre à la nature ce que la nature lui a donné. Il voit dans le non-renouvellement du bail de chasse de la forêt de Nassogne une opportunité extraordinaire. La partie de la forêt de Nassogne qu'il convoite, au cœur de l'Ardenne belge, s'étend sur 1500 hectares. En juin 2016, il fait une proposition à la commune de Nassogne : la conclusion d'un bail emphytéotique de 99 ans (à la place des traditionnels baux de neuf ans pour les locations de chasse). La durée du bail est justifiée par la temporalité des écosystèmes naturels : un siècle est le temps minimum nécessaire à la régénération de la faune et de la flore forestière. Suite à une première ébauche du projet Nassonia, la commune marque son accord pour étudier plus en détail la proposition et éventuellement la concrétiser. A ce stade, le projet est encore une esquisse car la volonté d'Éric Domb est de le conduire de manière collaborative. « Je suis un amateur dans le sens étymologique du terme. J'aime la nature mais il y a autour de nous des gens beaucoup plus compétents. Ça doit être un projet collectif [...] Je viendrai très modestement demander conseil et proposer un chouette projet collectif qui sera un projet 100% ardennais. »¹⁶. Durant l'année qui suit, le projet prend forme et se construit sur trois grands axes : la conservation de la biodiversité, le tourisme doux et la recherche scientifique¹⁷.

L'objectif premier est de « restaurer et promouvoir un fonctionnement naturel de l'écosystème forestier sur une surface inégalée » (Pairi Daiza Foundation, n.d.). Il souhaite mettre en réserve intégrale une partie de la forêt feuillue, la hêtraie, fortement menacée. Dans ce sanctuaire, la faune et la flore évolueront sans aucune présence humaine. Le but ultime est de « protéger, préserver, restaurer les habitats naturels exceptionnels de cette forêt ; protéger,

¹⁵ Voir annexe 2, figure 1 : *milestones* du projet Nassonia.

¹⁶ Voir annexe 4 – TAB-IV – VID-4.

¹⁷ Annexe 2, figure 2 : carte du Projet Nassonia.

conserver, recoloniser par les espèces qui sont présentes aujourd'hui »¹⁸ comme la Gélinoite des bois, les différents pics, torcols, pie-grièche grise, salamandre, cigogne noire...

Le deuxième objectif, poursuivi sur une autre partie de la « Forêt Nassonia », c'est le tourisme comme source d'enchantement et d'expériences. Pour Éric Domb, ce qui est important c'est de faire « redécouvrir la magie un peu discrète de cette fantastique forêt boréale » et de « la dévoiler à toutes celles et ceux qui n'ont pas l'habitude de se promener dans leur propre patrimoine » (Pairi Daiza Foundation, n.d.). L'ouverture de la forêt se base sur trois pôles :

- 1) Le pôle touristique avec des activités dynamiques telles que l'accrobranche, les cabanes dans les arbres, la visite d'un arboretum, l'organisation de classes vertes et des activités culturelles à la découverte du patrimoine.
- 2) Le pôle nature pour découvrir certaines parties accessibles de la réserve intégrale et des zones restaurées. Des zones de vision, des zones d'écoute et des projets de « vision intrusive » avec des caméras seront développées pour observer les comportements des animaux dans leur milieu naturel.
- 3) Le pôle culturel qui propose des activités culturelles et artistiques liées à la nature et à la biodiversité, comme par exemple des œuvres d'art fabriquées avec du bois mort, des expositions photographiques en plein air ou encore des mégaphones pour écouter les bruits de la forêt. Ces activités seraient placées au sein des deux autres pôles ou bien sur les chemins de randonnées qui permettent de joindre un pôle à un autre. L'objectif est de restructurer les réseaux pédestres de la forêt en valorisant les endroits et les paysages attractifs et de favoriser un mode de transport « doux » (à pied, à cheval, à vélo ou en calèche).

Le troisième objectif est de développer une zone dédiée à la recherche scientifique mise à la disposition de différents centres de recherches universitaires et de chercheurs amateurs (Pairi Daiza Foundation, n.d.). Éric Domb souhaite une collaboration avec des scientifiques afin de faire des expériences et un suivi à long terme de la restauration de la biodiversité. Le but de ce laboratoire grandeur nature est également d'en développer les dimensions pédagogiques afin d'en faire profiter les écoles supérieures et universités.

En ce qui concerne la gestion forestière en elle-même, deux dimensions sont à prendre en compte : la chasse et la production de bois. Ces deux sources de revenus pour la commune seront compensées par la fondation Pairi Daiza à hauteur d'environ 400 000 euros par an (Evrard, A., n.d.). Au niveau de la chasse, Éric Domb souhaite développer la chasse éthique. La

¹⁸ Voir annexe 4 – TAB-II – VID-4.

chasse éthique se compose de méthodes de chasse douce (affût, chasse silencieuse...) contrairement à la chasse à cor et à cri¹⁹. L'arrêt du nourrissage²⁰ est aussi au programme de chasse du projet Nassonia. Concernant la production de bois, Éric Domb veut assurer la durabilité de l'exploitation forestière en favorisant des techniques plus proches de la nature. Il prévoit des expérimentations sylvicoles qui permettront d'adapter les peuplements d'arbres aux changements globaux du futur. En tant que fervent défenseur des circuits-courts et grand admirateur de la Wallonie, il souhaite également favoriser l'exploitation et l'utilisation locale des ressources forestières. Il déclare dans une interview²¹ sur TV-Lux : « En Wallonie, nous devrions avoir davantage confiance en nous. Nous avons des menuisiers et des gens qui ont de l'or dans les doigts. Il est parfaitement possible de transformer les grumes de feuillus en meubles, en maisons, en étables,... Je considérerais personnellement comme un terrible échec de ne pas parvenir avec nos amis de la filière bois – que je voudrais rencontrer- de ne pas réussir à valoriser ce patrimoine extraordinaire. ».

Le projet Nassonia, dont la priorité est la conservation et la restauration de la biodiversité ardennaise combine différents enjeux (Paire Daiza Foundation, n.d.) :

- Développer une approche plus multifonctionnelle de la gestion forestière
- Promouvoir la gestion durable d'un site Natura 2000
- Promouvoir une vision économique basée sur la qualité plutôt que la quantité en diversifiant les revenus
- Développer l'appropriation locale («circuits courts») pour la valorisation des produits de la forêt
- Développer la participation locale par une gouvernance de réactive et de proximité

En mai 2017, la commune de Nassogne décide de relancer un appel d'offre pour les territoires de chasse, ce qui signe la fin du projet Nassonia. Le bourgmestre explique ce refus implicite en invoquant le manque de rentabilité pour la commune et le manque de contenu du projet d'Éric Domb. D'autres acteurs évoquent des mouvements de pression et du lobbying de haut niveau, notamment celui de la chasse.

Le nouvel appel d'offre pour les locations de chasse a lieu le 22 mai 2017. A la grande surprise de tous, le territoire convoité par la Fondation Paire Daiza est remporté par certains

¹⁹ La chasse à cor à cri est une chasse avec des rabatteurs, des traqueurs et des chiens qui font se déplacer les sangliers et cervidés vers les lignes de tirs. Il s'agit d'une chasse stressante pour le gibier.

²⁰ Le nourrissage consiste à appâter le gibier avec de la nourriture pour l'attirer à des endroits stratégiques.

²¹ TV-Lux. (2016, 1 juillet). Eric Domb - Paire Daiza (Nassonia).

membres du groupe Pro Nassonia²² et Éric Domb, qui se sont alliés à deux chasseurs, Kinet et Tondu, afin d'assurer la chasse éthique à Nassogne pour les neuf prochaines années.

Suite à l'échec du projet Nassonia, la Région Wallonne lance en 2017 un cahier des charges pour développer un projet similaire dans le domaine forestier de Saint-Michel Freyr. Il s'agit de 1.645 hectares situés à l'ouest de Nassogne (Wiliquet P., 2018). Éric Domb et sa fondation Pairi Daiza remportent ce cahier des charges en novembre 2017 et signent le 16 juin 2018 le contrat qui scelle pour 80 ans ce nouveau partenariat privé-public.

²² Groupe de soutien local du projet Nassonia.

II. Comparaison des projets

1. Contextes nationaux

Avant de faire la comparaison des deux projets au Chili et en Belgique, il est nécessaire de comprendre le contexte socio-économique chilien et la culture chilienne et savoir en quoi ils diffèrent de ceux de la Belgique.

Le Chili est l'un des pays pionniers en ce qui concerne les initiatives de conservation privée pour deux raisons :

- 1) Il s'agit d'un pays extrêmement néolibéral
- 2) Les réglementations environnementales sont très faibles

Ces deux facteurs sont des conséquences de la dictature d'Augusto Pinochet²³. Durant la dictature, l'intervention publique a été réduite dans différents domaines, laissant place à un régime extrêmement néolibéral. Pinochet a mis en place différentes politiques agricoles afin de favoriser la croissance économique, notamment l'assouplissement des réglementations environnementales et la distribution de subsides pour créer de larges plantations. Le gouvernement vendait des terres à des prix très bas aux grosses entreprises forestières : la privatisation de terres et ressources a fait partie intégrante du régime militaire. Les politiques agricoles de Pinochet ont particulièrement affecté le sud du Chili : l'agriculture, qui était à l'origine un petit marché intérieur, est devenue une large industrie internationale.

Durant le régime militaire, les préoccupations environnementales ont été mises de côté. L'exploitation forestière intense a décimé des forêts entières au Chili. Les conséquences de la néolibéralisation du pays sur l'environnement se sont rapidement fait ressentir au travers des paysages homogénéisés et de la perte dramatique de la biodiversité. Les réglementations environnementales abolies sous le régime de Pinochet ont refait surface après la dictature. Cependant, elles étaient plus motivées par l'expansion de l'exportation que par des préoccupations environnementales. La loi-cadre environnementale²⁴ de 1994 a été adoptée pour pouvoir adhérer aux conditions du Free Trade Agreement d'Amérique du Nord.

Au Chili, la gestion des milieux forestiers et de la conservation de la biodiversité sont assurés par la *Corporación Nacional Forestal* (CONAF). Il s'agit d'une institution autonome étatique, créée comme une entité de droit privé et dépendante du ministère de l'agriculture

²³ Dictature militaire de 1973 à 1990, suite à un coup d'état contre le gouvernement du président socialiste Salvador Allende.

²⁴ Loi environnementale à l'origine de toutes les autres au Chili.

chilien. Les parcs nationaux, qui sont des propriétés publiques, sont gérés de manière privée par de cette agence hybride. La CONAF est chargée de l'administration forestière au Chili, du développement du secteur, de la lutte contre les incendies de forêt et de la gestion des parcs nationaux et des réserves protégées²⁵.

Les quatre décennies de néolibéralisme extrême ont marqué la société chilienne, que ce soit au niveau économique, politique ou culturel. La structure néolibérale du Chili et la menace qui plane sur ses écosystèmes naturels explique en partie l'émergence de nombreux projets de conservation privée. La Patagonie, terre sauvage avec une biodiversité riche et historiquement très menacée par l'industrie forestière, constitue un endroit idéal pour des projets de préservation de la nature.

En ce qui concerne la Belgique, les politiques de l'Etat sont davantage interventionnistes que néolibérales. De nombreux secteurs dépendent des pouvoirs publics, notamment le secteur de la gestion forestière et de la conservation de la biodiversité. La gestion forestière est assurée par le Région wallonne via le Département de la Nature et des Forêt (DNF). La conservation de la biodiversité relève du Service Public Fédéral Environnement (SPF Environnement).

Le changement climatique a un impact significatif sur les forêts wallonnes, en particulier sur les hêtraies et les chênaies. Cette dégradation est méticuleusement suivie par l'Observatoire Wallon de la Santé des Forêts (OWSF). Dans son dernier rapport, l'OWSF décrit l'état sanitaire du hêtre comme « préoccupant ». A Nassogne, la hêtraie constitue environ la moitié de la forêt. En plus d'être victimes du réchauffement climatique, les hêtres nassognards souffrent de la surpopulation de gibier et d'un « ravageur », le scolyte²⁶ du hêtre. La population de gibier est contrôlée par le DNF, qui préconise une chasse sans nourrissage²⁷. En nourrissant les animaux, les femelles se portent mieux, elles font davantage de petits, qui eux-mêmes se portent mieux car ils sont nourris, ce qui contribue à maintenir la surpopulation de gibier dans la forêt. A Nassogne, les chasseurs pratiquent le nourrissage: la commune ne souhaite pas l'interdire pour des raisons financières. Le hêtre n'est pas le seul à être menacé par les dégâts du gibier : le douglas est également en danger.

La mortalité des arbres en forte hausse, la présence de scolytes et de champignons et la surpopulation de gibiers : la forêt de Nassogne est loin d'être en bonne santé. Cette menace planant sur la forêt ardennaise a guidé le choix de la localisation du projet de conservation d'Éric

²⁵ Source : www.conaf.cl/quienes-somos/

²⁶ Il s'agit d'un insecte qui s'attaque aux arbres qui sont en état de stress (après une sécheresse par exemple).

²⁷ Pratique cynégétique consistant à nourrir le gibier dans son environnement.

Domb. Pour lui, pour le DNF et pour la Région wallonne, il faut réagir et protéger cette forêt en danger. Pour d'autres acteurs, tels que le bourgmestre, un « retour complet à la nature » ne va pas aider la forêt, mais au contraire, va offrir l'opportunité aux maladies de se propager et au gibier de se reproduire encore davantage. D'autres acteurs encore, tels que le chasseur Pam de Becker et Philippe Lejeune, maintiennent que la forêt de Nassogne n'est pas particulièrement en danger. Le premier, fervent opposant au projet, explique que « tous les animaux sont représentés »²⁸ dans la forêt de Nassogne. Le deuxième, chef de service en charge de l'Unité des Ressources forestières, n'identifie pas la forêt de Nassogne comme plus menacée qu'une autre forêt wallonne²⁹. Selon le rapport de l'OVSF³⁰, les menaces qui pèsent sur les hêtraies et les chênaies sont observées sur tout le territoire wallon.

²⁸ Voir annexe 4 – TAB-I – VID-5.

²⁹ Voir annexe 4 – TAB-I – INT-4.

³⁰ L'Observatoire Wallon pour la Santé Forestière.

2. Points de comparaison

a. Altruisme VS intérêt personnel

Dans cette section, nous allons rendre compte des motivations des entrepreneurs ainsi que de la façon dont leur projet sert l'intérêt général et leurs intérêts propre, en analysant qui sont les bénéficiaires des projets.

Concernant les motivations qui ont poussé les deux entrepreneurs à s'investir dans le domaine de la conservation, les résultats de notre étude de comparaison peuvent nous laisser penser qu'il s'agit plus d'altruisme que d'égoïsme. Il est évident que le sujet est subjectif et qu'il est impossible de rentrer dans l'esprit des deux hommes. Cependant, selon leurs déclarations et leurs comportements, on peut imaginer qu'il s'agit bien d'actes désintéressés.

Douglas Tompkins se décrit comme un « défenseur de la nature et activiste de la conservation »³¹. Il raconte que son dévouement pour la conservation et son amour de la nature proviennent de son enfance, lors de laquelle il a eu l'occasion de grandir au grand air de la campagne.³² Après des années dans l'industrie du textile, il prend conscience de l'impact des activités humaines sur l'environnement. Dans une interview, il explique : « J'ai réalisé que je créais des désirs qui n'étaient pas vraiment présents et je faisais des produits dont personne n'avait réellement besoin ». ³³ Lorsqu'il a mis les pieds pour la première fois en Patagonie, il a été subjugué par la beauté de la nature à l'état sauvage. Il a pensé « Mon dieu, quel endroit incroyable, pourquoi personne n'a-t-il encore pensé aux possibilités de conservation ici ? »³⁴.

Éric Domb est lui aussi un amoureux de la nature, qui décrit la conservation de la biodiversité comme une passion.³⁵ L'objectif poursuivi par le projet Nassonia était d'« assurer la durabilité du massif wallon »³⁶. Le caractère altruiste du projet provient du sentiment d'Éric Domb d'être redevable à la nature. Son succès professionnel prend son origine dans la beauté et la richesse de la nature, qu'il a réussi à rassembler dans un jardin : Pairi Daiza. Éric Domb parle d'une dette envers l'environnement et le projet Nassonia était pour lui, le moyen idéal pour « renvoyer l'ascenseur à la nature ».³⁷

³¹ Voir annexe 4 – TAB-II – ACAD-1.

³² Ibid.

³³ Voir annexe 4 – TAB-II – VID-3.

³⁴ Ibid.

³⁵ Voir annexe 4 – TAB-II – VID-4.

³⁶ Ibid.

³⁷ Ibid.

En ce qui concerne le projet Pumalín (ainsi que les autres réserves naturelles des Tompkins), l'intention a toujours été de restituer les terres chiliennes au gouvernement chilien³⁸. L'acquisition de terres et l'initiative de conservation privée de Pumalín n'étaient donc pas une fin en soi. Selon Kristine Tompkins, les parcs nationaux sont la meilleure solution pour assurer sur le long terme une protection durable de la biodiversité³⁹. L'objectif final a été atteint : transformer tous leurs parcs naturels privés en parc nationaux, en faisant de l'état chilien le propriétaire de ces milieux naturels restaurés et préservés. Cette donation laisse apercevoir le fort caractère altruiste des actions éco-philanthropiques de Douglas Tompkins.

Dans la revue de littérature, nous avons identifié plusieurs raisons égoïstes qui peuvent être à l'origine d'actes philanthropiques. L'acte philanthropique peut être entrepris pour tenter de redorer l'image de l'entrepreneur, pour satisfaire son orgueil ou pour éviter certains impôts. Dans le cas des projets philanthrocapitalistes, le profit peut aussi être une motivation. Il est difficile d'évaluer si les fondations des entrepreneurs ont été mises sur pieds pour des raisons fiscales; le cas de figure est le même pour la question de l'orgueil. En ce qui concerne l'amélioration de l'image de l'entrepreneur, il s'agit de savoir si leur projet philanthropique a permis de légitimer des actions passées parfois éthiquement douteuses⁴⁰. En ce qui concerne Douglas Tompkins, son intérêt pour l'environnement n'est pas une tentative de greenwashing pour améliorer l'image de son *business*, étant donné qu'il a quitté le monde des affaires avant de se consacrer à la conservation. Pour Éric Domb, toujours à la tête de Pairi Daiza, le projet Nassonia mené par la Pairi Daiza Foundation aurait probablement eu un impact positif sur son parc zoologique. Il est cependant irréalisable d'évaluer si le projet Nassonia avait pour but caché de mettre en valeur l'entreprise capitaliste ou si cette dimension était totalement étrangère au projet.

Dans les deux cas, les projets sont générateurs de revenus : le parc Pumalín, ouvert au public, propose des aires de camping, des restaurants, des cafétérias, des épiceries et des circuits touristiques à certains endroits. La forêt Nassonia aurait également été pourvue d'installations et infrastructures pour accueillir les visiteurs. Dans le cas de Pumalín comme dans le cas de Nassonia, l'outil de gestion choisi pour mener à bien le projet est une fondation. Les revenus générés par le projet Pumalín bénéficient donc à la *fundación Pumalín* et les revenus qu'aurait générés le projet Nassonia auraient été à la *Pairi Daiza Foundation*. Les deux entités étant des

³⁸ Voir annexe 4 – TAB-II – VID-2.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Particulièrement dans le cas de Douglas Tompkins, issu de l'industrie du textile.

non-profits, la recherche du profit n'est donc pas le motif à l'origine de ces projets de conservation.

Pour définir si l'intérêt personnel était une motivation sous-jacente lors de la mise sur pied des projets Pumalín et Nassonia, il est intéressant de connaître les bénéficiaires du projet. Est-ce que le projet bénéficie à l'intérêt général plus qu'à l'entrepreneur lui-même ?

Le projet Nassonia aurait été un projet *win-win* à long terme⁴¹. Il s'agissait d'un projet socio-économique qui visait non-seulement à restaurer et préserver la biodiversité wallonne, mais aussi à créer de l'emploi en Wallonie, à valoriser la région de l'Ardennes belge et ses richesses et à offrir aux scientifiques un lieu d'expérimentations et d'études⁴². La fondation Pairi Daiza est une fondation d'utilité publique, ce qui signifie que son objet social vise l'intérêt général via l'un des sept buts⁴³ énoncés par le Service Public Fédéral Justice⁴⁴.

Dans le cas du projet Pumalín, la question de l'intérêt général est plus pointue. En effet, dans les années 1990 au Chili, la notion d'intérêt général véhiculée par les pouvoirs publics était purement économique⁴⁵. Douglas Tompkins, en choisissant de conserver les éléments naturels, tels que l'eau et la forêt, empêchait l'exploitation de ces ressources naturelles. Pour les Tompkins en revanche, leur projet de parc naturel n'allait pas à l'encontre de l'intérêt général : au contraire, ils considéraient le développement économique d'une région ou d'un pays comme « une conséquence de la conservation »⁴⁶. Selon l'étude de Benedikt Hora, les communautés locales de Chaitén ont été des bénéficiaires de la création du parc Pumalín. L'éco-tourisme a contribué au développement de la région en créant des opportunités pour ces communautés rurales marginalisées.⁴⁷ De plus, un grand nombre d'initiatives « mutuellement bénéfiques » ont été mises en place⁴⁸, tels qu'un système de tri des déchets à Chaitén et l'ouverture d'écoles - dont les cours se focalisent particulièrement sur l'écologie, l'agriculture biologique et les sciences naturelles - dans les villages reculés de Buill et Raul Marin Balmaceda.

En protégeant la biodiversité, les deux projets s'inscrivent dans une logique de durabilité. Cette durabilité représente une responsabilité envers les différentes espèces de la planète et envers les générations futures. Au vu de l'enthousiasme et de la détermination de Douglas

⁴¹ Voir annexe 4 – TAB-II – INT-3.

⁴² Voir annexe 4 – TAB-II – VID-4.

⁴³ Le but de la fondation d'utilité publique doit être un but à caractère philanthropique, philosophique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique ou culturel.

⁴⁴ Source : <https://justice.belgium.be>

⁴⁵ Voir annexe 4 – TAB-II – ACAD-9.

⁴⁶ Voir annexe 4 – TAB-II – VID-2.

⁴⁷ Voir annexe 4 – TAB-II – ACAD-5.

⁴⁸ Voir annexe 4 – TAB-II – WEB-5.

Tompkins et d'Éric Domb, ainsi qu'au vu d'autres facteurs de confiance⁴⁹, il est raisonnable de penser que si le projet a eu pour conséquence de servir leur intérêt personnel, ce n'en était pas la motivation primaire. Selon nous, ces entrepreneurs ont servi l'intérêt général, et non leur intérêt personnel, en mettant sur pied un projet qui bénéficie à la fois à la planète et à son avenir, ainsi qu'aux communautés locales et à leur avenir.

⁴⁹ Le fait que les organisations soient non-profit et la donation de la terre dans le cas de Douglas Tompkins.

b. Légitimité de l'entrepreneur

Dans cette section, nous allons établir la légitimité des deux hommes à entreprendre un projet de conservation ; en établissant la cohérence entre leur carrière et leur projet ainsi qu'en analysant leur image à priori auprès du grand public et des parties prenantes.

Le statut d'entrepreneur de Douglas Tompkins a suscité des réactions opposées quant à la légitimité de ses projets environnementaux. D'un côté, il a bénéficié d'un soutien international non négligeable tout au long de sa carrière d'environnementaliste. Sa notoriété et son succès dans le monde des affaires lui ont conféré un certain pouvoir lui permettant d'attirer des investisseurs dans le secteur de la conservation⁵⁰. Son image d'environnementaliste célèbre a facilité la vente de *conservation commodities*⁵¹. Il est décrit dans les médias comme quelqu'un d'inaccessible et excentrique, ce qui renforce, avec sa réputation de maître de la RSE⁵², sa « capacité à vendre ses objectifs de conservation »⁵³.

Au niveau local en revanche, la légitimité du personnage est remise en question. Son passé d'entrepreneur à la tête d'un empire industriel le fait passer pour un moralisateur hypocrite. Il est perçu comme un « gringo friqué » qui vient au Chili pour donner des leçons, alors que lui-même a fait fortune avec des placements en bourse dans de grosses industries⁵⁴. Kristine Tompkins, dans une interview, explique que la réaction des chiliens à l'époque était tout à fait compréhensible.⁵⁵ La méfiance à l'égard du couple d'environnementalistes s'explique par leur statut de riches industriels mais aussi par leur statut d'étrangers. Certains chiliens, et notamment au sein du gouvernement de l'époque, ont vu dans les acquisitions des Tompkins une forme de néo-colonisation⁵⁶ : les riches américains qui, après avoir fait fortune, s'approprient les régions pauvres et marginales du Chili.

En ce qui concerne Éric Domb, son statut d'entrepreneur lui a porté préjudice auprès de certains acteurs, notamment de la commune : « Un privé ça a une logique de profit »⁵⁷. La légitimité d'Éric Domb, bien qu'il s'intéresse à la conservation depuis 20 ans⁵⁸, est remise en

⁵⁰ Voir annexe 4 – TAB-III – ACAD-6.

⁵¹ Certains concepts comme la notion « d'authenticité » et de « sauvage ».

⁵² Responsabilité Sociétale des Entreprises.

⁵³ Voir annexe 4 – TAB-III – ACAD-6.

⁵⁴ Voir annexe 4 – TAB-III – ACAD-1.

⁵⁵ Voir annexe 4 – TAB-III – VID-2.

⁵⁶ Voir annexe 4 – TAB-III – ACAD-2.

⁵⁷ Voir annexe 4 – TAB-III – INT-1.

⁵⁸ Voir annexe 4 – TAB-III – VID-4.

cause par le bourgmestre à cause de son manque de connaissance de la gestion forestière. Il qualifie la gestion du projet d'Éric Domb de « non-gestion »⁵⁹.

Mais sa notoriété a surtout joué en sa faveur. Charles Piette, un ami de longue date de l'entrepreneur, explique que le célèbre « sens de l'honneur et de la parole » d'Éric Domb a été un facteur de confiance pour les pouvoirs publics⁶⁰. Jean-Sébastien Sieux, directeur du DNF de Marche-en-Famenne, qualifie également la notoriété d'Éric Domb comme un facteur de confiance pour la Région wallonne⁶¹.

Dans le cas des deux entrepreneurs, tantôt leur passé légitime leur acte philanthropique, tantôt il le décrédibilise. Il est certain que la réputation de Douglas Tompkins dans le domaine de la RSE⁶² a conféré une certaine légitimité à ses activités environnementalistes aux yeux de la communauté internationale. Cependant pour la nation chilienne, ses actions étaient perçues comme illégitimes et inspiraient la méfiance. Quant à Éric Domb, le fait qu'il soit un entrepreneur à la tête d'une *for-profit* très rentable a été source de méfiance pour certains, et source de confiance pour d'autres. Cependant, les habitants de Nassogne et la Région wallonne ont vu en lui un environnementaliste et homme d'affaire talentueux capable de redynamiser l'économie ardennaise tout en préservant ses richesses naturelles. De manière générale, la notoriété d'Éric Domb a légitimé son projet et a été une source de soutien, tandis que la notoriété de Douglas Tompkins et son passé d'industriel ont eu tendance à délégitimer son projet et éveiller les soupçons.

⁵⁹ Voir annexe 4 – TAB-III – INT-2.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Voir annexe 4 – TAB-III – INT-3.

⁶² Responsabilité Sociétale des Entreprises.

c. Privatisation du bien commun

Dans cette section, nous allons analyser les relations avec les parties prenantes et l'implication de celles-ci dans le processus de création et de décision des deux projets.

En ce qui concerne Nassonia, plusieurs parties prenantes du secteur public gravitaient autour du projet : il y avait René Collin, le ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région ; la Région wallonne ; le DNF⁶³ et la commune de Nassogne.

Dès le début du projet, le ministre René Collin se montre enthousiaste : « Nassonia c'est un très beau projet, c'est une très belle idée, c'est ambitieux pour la biodiversité mais aussi pour l'économie touristique. »⁶⁴ Au parlement wallon, le projet rencontre aussi beaucoup de succès. Le député wallon Philippe Courard explique : « Ce que je souhaiterais, c'est que très rapidement on mette tous les acteurs autour de la table et qu'on puisse construire ce projet novateur, qui va apporter un plus, non pas à Nassogne mais à l'ensemble de la Wallonie. »⁶⁵ Ayant conscience de l'ampleur du projet, la Région wallonne décide d'intervenir. Face à un bourgmestre un peu frileux, la Région wallonne décide de se porter garante auprès de la commune. Si Nassonia avait vu le jour, le bail emphytéotique aurait été signé par la Région wallonne et le projet aurait été sous-traité à la fondation Pairi Daiza. De cette manière, les risques encourus par un partenariat de type privé-public - tel que le risque de faillite - étaient évités et la commune se voyait rassurée.

Le DNF, qui s'occupe quotidiennement de la gestion forestière sur les terres nassognardes, s'est également déclaré favorable au projet. Cependant, si la position officielle de l'organisme était claire, certains agents du DNF émettaient un certain nombre de réserves sur cette nouvelle façon de gérer la forêt. Selon Jean-Sébastien Sieux, directeur du DNF de Marche-en-Famenne, la communication parfois peu délicate d'Éric Domb et la crainte d'une arrivée massive de touristes ont été à l'origine de ces réticences⁶⁶. Le leader du groupe Pro Nassonia, Charles Piette, précise que les relations étroites avec les chasseurs ont également joué un rôle auprès des agents locaux du DNF⁶⁷.

La commune, dans un premier temps, a semblé fortement intéressée par le projet. En juillet 2016, elle signe une convention de préparation à la conclusion d'un contrat d'emphytéose.

⁶³ Le Département Nature et Forêt.

⁶⁴ Voir annexe 4 – TAB-IV – VID-7.

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Voir annexe 4 – TAB-IV – INT-3.

⁶⁷ Voir annexe 4 – TAB-IV – INT-1.

Cependant, un an plus tard, elle marquera son opposition en refusant le projet. L'une des raisons invoquées par le bourgmestre est la rentabilité trop faible pour la commune. Sur ce point, personne n'est d'accord : « L'opposition [au projet] souligne les dépenses directes et l'autorité politique souligne l'activité générée et les recettes indirectes. »⁶⁸ D'autres acteurs du projet voient en ce refus le résultat du lobbying de la chasse⁶⁹. La question de la privatisation du bien commun a également été source d'appréhensions. L'emphytéose est un bail qui confère à l'emphytéote le droit d'obtenir la pleine jouissance du bien⁷⁰. Dans le cadre du projet Nassonia, cela signifie que la fondation Pairi Daiza aurait joui de tous les droits sur le sol et le sous-sol de la forêt de Nassogne. Elle aurait eu le contrôle de l'exploitation forestière et des locations de chasse mais également des nappes phréatiques. La commune, qui est toujours son propre fournisseur d'eau potable grâce à ces nappes phréatiques, craignait de perdre son autonomie. « Un bail emphytéotique autorise son exploitation du sous-sol, donc on autorisait l'exploitation au bénéfice de l'emphytéote. Ça veut dire que j'allais devoir racheter l'eau à Domb – enfin à sa fondation.»⁷¹

Parmi les fervents opposants au projet Nassonia, on compte les chasseurs et les acteurs de la filière bois, dans une moindre mesure. Les relations entre chasseurs et partisans du projet Nassonia n'ont pas toujours été tendres. Historiquement, les chasseurs jouissent de la forêt pour exercer leur activité depuis des décennies. C'est pourquoi lorsqu'Éric Domb a émis le souhait qu'à long terme, la régulation du gibier puisse se faire de façon naturelle⁷², cela a fait trembler le milieu cynégétique. Pam de Becker, locataire de chasse de la forêt de Nassogne depuis une quarantaine d'années, s'est fermement opposé au projet Nassonia. Durant l'enquête qu'ils ont réalisée à Nassogne, les étudiants de la faculté de Sciences et Gestion de l'Environnement ont découvert que le pouvoir des chasseurs n'est pas seulement économique, mais aussi étroitement relié à un réseau puissant au niveau local et au niveau fédéral⁷³. L'union régionale des entreprises du bois et la fédération nationale des scieries ont également émis des craintes par rapport au projet Nassonia : leur secteur est déjà mis en difficulté par les directives *Natura 2000*⁷⁴. De nos jours, la forêt de Nassogne est une forêt productive et priver la filière bois de son exploitation aurait ajouté une difficulté supplémentaire⁷⁵.

⁶⁸ Voir annexe 4 – TAB-IV – INT-3.

⁶⁹ Voir annexe 4 – TAB-IV – INT-1.

⁷⁰ Source : www.ejuris-consult.be

⁷¹ Voir annexe 4 – TAB-IV – INT-2.

⁷² Voir annexe 4 – TAB-IV – VID-4.

⁷³ Voir annexe 4 – TAB-IV – TRAV-1.

⁷⁴ Notamment l'interdiction de plantation d'épicéa dans les territoires soumis.

⁷⁵ Voir annexe 4 – TAB-IV – VID-6.

Les habitants de la commune de Nassogne, quant à eux, ont vu d'un bon œil l'arrivée du projet d'Éric Domb. En août 2016, Pro Nassonia, un groupe de soutien local mené par Charles Piette, voit le jour. D'abord composé de douze nassognards convaincus, il rassemble aujourd'hui 450 personnes. Le rôle de Pro Nassonia a été un rôle d'information auprès des citoyens et un rôle de représentation de l'avis des locaux auprès de la commune. Un sondage a été mené auprès des habitants de la commune : selon les résultats, 74,7% des nassognards se sont déclarés « pour » le projet.⁷⁶ Le 5 septembre 2016, Éric Domb vient à Nassogne pour présenter son projet aux habitants de la commune et répondre aux différentes questions de ceux-ci. Sur les 5000 nassognards, environ 450 se déplacent pour assister à la séance d'information, un nombre significatif de l'intérêt des locaux pour le projet.⁷⁷ « Ce soir-là on a eu beaucoup de soutien, parfois des questions négatives, mais surtout du soutien. » explique Charles Piette durant son interview. Le site internet du groupe Pro Nassonia publie plusieurs lettres de soutien écrites par les locaux⁷⁸. Malgré l'échec du projet Nassonia, le groupe Pro Nassonia ne s'est pas arrêté là : il a donné naissance à un collectif citoyen baptisé « Nassogne en Transition ». Formé d'une trentaine de nassognards, ils ont prévu de mettre en place une liste électorale aux prochaines élections communales.

Contrairement au projet Nassonia, qui a été globalement accueilli avec enthousiasme dans la région, le projet Pumalín a suscité une grande vague d'indignation et d'opposition. Lorsque Douglas commence à acquérir des parcelles de terrain dans la Région des Lacs, un grand nombre de rumeurs⁷⁹ courent à propos de l'utilisation de ces terres. On lui prête des intentions cachées et de faire partie d'une conspiration. Il est soupçonné –tour à tour - de vouloir secrètement exploiter des mines d'or, créer une décharge nucléaire, et construire une base pour la Central Intelligence Agency (CIA). Il est également accusé d'un complot qui vise à contrôler les ressources en eau de la région. Certains le soupçonnent même de vouloir créer une nouvelle terre d'accueil pour les juifs d'Israël en Patagonie.

Les relations avec les pouvoirs publics sont immédiatement tendues. Tout d'abord parce que le parc Pumalín s'étend de l'Océan pacifique, à l'ouest, jusqu'à la frontière argentine, à l'est⁸⁰. Les pouvoirs publics voyaient en cette nouvelle « frontière », faite de territoires privatisés par un américain, une dangereuse menace pour la souveraineté du Chili. En effet, la souveraineté du Chili était déjà source de tensions entre Santiago et le sud du pays. Les habitants de la

⁷⁶ Voir annexe 4 – TAB-IV – INT-1. (Vérification à la source : <http://nassogne.blogs.sudinfo.be>)

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Voir annexe 4 – TAB-IV – WEB-3.

⁷⁹ Voir annexe 4 – TAB-IV – ACAD-3.

⁸⁰ Voir annexe 4 – TAB-IV – ACAD-3.

province de Palena, historiquement descendants des Mapuches et vivant dans des milieux ruraux, se sont toujours sentis « étrangers » à la capitale chilienne. Il faut également savoir que sous Pinochet, l'Etat chilien et l'Etat argentin se disputaient encore le territoire de cette région⁸¹. Kristine Tompkins, lors d'une interview sur Duna TV, raconte qu'au début des années 90, le surnom de Douglas et elle-même était « Le couple qui coupe le Chili en deux ».

Un autre facteur est à l'origine des tensions entre pouvoir public chilien et les Tompkins : la mentalité néolibérale du Chili. A l'époque, les réserves naturelles au Chili étaient créées par l'Etat dans des endroits extrêmes, reculés et difficiles d'accès⁸². La valeur économique très faible de ces régions explique leur statut de zone protégée. La province de Palena, en revanche, offrait de nombreuses opportunités d'exploitation forestière. Les politiciens accusent Tompkins de priver le Chili de ses ressources naturelles et par conséquent d'une productivité économique potentielle de la région⁸³. Indignés, les pouvoirs publics s'opposent à son projet, qu'ils voient comme une atteinte au développement de leur nation.

Avec le temps néanmoins, les tensions s'apaisent entre Tompkins et le gouvernement chilien. A partir des années 2000, et avec le président Ricardo Lagos, les relations s'améliorent : en 2005, le parc Pumalín obtient le statut de sanctuaire naturel, l'homme politique conservateur et président actuel, Sébastien Piñera, déclare que le projet des Tompkins est une source d'inspiration et le gouvernement accepte la donation du *Corcovado National Park*⁸⁴. Selon Benedikt Hora, les pouvoirs publics locaux de Chaitén⁸⁵ perçoivent désormais le parc comme une opportunité économique et comme un progrès environnemental.

Concernant les relations avec les locaux, elles furent moins tumultueuses qu'avec les pouvoirs publics. Cela s'explique par deux facteurs : premièrement, dans la région qu'acquiert Tompkins à l'époque, les habitants sont très peu nombreux⁸⁶ et deuxièmement ils sont eux-mêmes en conflit avec les acteurs opposés à Tompkins, c'est-à-dire le gouvernement et les industries forestières.

La Région des Lacs fait historiquement partie du territoire mapuche. Vers les années 1860, les Mapuches⁸⁷ se voient déposséder de leurs terres par des interventions militaires⁸⁸. Des acteurs puissants commencent à acquérir de larges parcelles de l'ancien territoire mapuche,

⁸¹ Voir annexe 4 – TAB-IV – WEB-1.

⁸² Voir annexe 4 – TAB-IV – ACAD-9.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ Voir annexe 1, figure 2 : Milestones des initiatives de conservation des Tompkins.

⁸⁵ Village à l'entrée du parc Pumalín.

⁸⁶ On compte 18 349 habitants le 19 avril 2017. (source : www.citypopulation.de)

⁸⁷ Indigènes présents avant l'arrivée des colons espagnols.

⁸⁸ Voir annexe 4 – TAB-IV – ACAD-7.

notamment des investisseurs étrangers et des sociétés forestières. Dans les années 1960, une réforme foncière mise en place par le président Eduardo Frei Montalba permet de restituer certaines terres – ou du moins le droit d’usage de ces terres – aux communautés mapuches. Suite au coup d’état de Pinochet en 1973, ces réformes sont abolies, et les terres redistribuées aux Mapuches passent à nouveau dans les mains de leurs précédents grands propriétaires, notamment les géants de l’industrie forestière. Après la dictature, la tendance n’a pas été inversée en faveur des Mapuches. Les gouvernements qui se sont succédés ont continué à favoriser l’exploitation forestière de masse et l’ouverture des marchés, au détriment des petits producteurs ruraux vivant dans la précarité⁸⁹.

Malgré le peu d’intérêt qu’il porte pour les enjeux locaux à l’époque – sa seule mission était alors de sauver la biodiversité - Tompkins rencontrera de la méfiance, mais pas d’opposition majeure de la part des locaux. Ses convictions écologiques, qui vont à l’encontre de ces grandes industries forestières, finiront même par être un élément rassembleur⁹⁰.

Il est important de savoir que dans le cas du projet Pumalín, quasiment aucune terre n’a été privatisée : plus de 99 pourcents ont été achetés à des grands propriétaires fonciers absents et moins d’un pourcent a été acheté à des petits agriculteurs locaux⁹¹.

En ce qui concerne Nassonia, l’intention d’Éric Domb était de mettre sur pied le projet en collaboration avec de nombreuses personnes. Il émet, lors d’une interview sur TV-Lux, son désir de rencontrer les différents acteurs concernés par la forêt de Nassogne afin d’entamer un dialogue constructif. « [Le projet Nassonia] est différent, c’est un projet qui nous dépasse complètement, c’est un projet collectif. »⁹² Il évoque également la responsabilité qu’il aurait endossée vis-à-vis des agriculteurs en ce qui concerne la surpopulation de gibier. Malgré qu’il n’adhère pas aux valeurs de la chasse, il admet que c’est un mal nécessaire et est prêt à s’occuper de la régulation des cervidés et sangliers, afin de ne pas desservir les exploitants agricoles et autres parties prenantes concernées.

En 1991, lors du commencement du projet Pumalín, Douglas Tompkins ne prend en compte que son désir de protéger la planète. Cependant, au fur et à mesure que ses différents projets de conservation se développent, il implique peu à peu les différentes parties prenantes. A la fois les locaux, en développant de nombreux programmes bénéfiques à leur développement

⁸⁹ Voir annexe 4 – TAB-IV – ACAD-3.

⁹⁰ Notamment le financement de la campagne *Patagonia Sin Represas* (Fabien Bourlon).

⁹¹ Voir annexe 4 – TAB-IV – ACAD-1.

⁹² Voir annexe 4 – TAB-IV – VID-4.

social et économique⁹³ et les pouvoirs publics, en leur remettant la propriété des parcs et en leur confiant la gestion de ceux-ci.

Si l'on compare les réactions des parties prenantes dans les deux cas, on peut observer que le projet Nassonia a reçu beaucoup de soutien, alors que le projet Pumalín a rencontré beaucoup d'opposition. Malgré les relations plus conflictuelles dans le cas du projet Pumalín, celui-ci a abouti ; alors que le projet Nassonia a échoué.

La notion de privatisation est davantage présente dans le cas du projet Nassonia, puisqu'il s'agit d'un territoire public à l'origine. Dans les deux cas, la privatisation du bien commun a posé un problème d'ordre économique: les acteurs bénéficiant de revenus liés aux ressources naturelles de Nassonia et Pumalín se sont opposés respectivement aux deux projets. L'activisme environnemental de Tompkins contre les industries et sa nationalité sont des facteurs qui ont joué en la défaveur de Pumalín, contrairement à Nassonia, où ces deux dimensions étaient plutôt des facteurs de réussite.

Dans le cas de Nassonia, le bail emphytéotique soulève des questions quant au pouvoir conféré à un organisme privé. Dans le cas de Tompkins, le problème n'est pas vraiment la privatisation en elle-même – le Chili étant un pays extrêmement néolibéral- mais plutôt l'utilisation qu'il décide d'en faire. La finalité de conservation a été saluée dans le cas d'Éric Domb, et récriée dans le cas de Douglas Tompkins. Il est important de garder à l'esprit qu'il ne s'agit pas des mêmes époques, et que la conservation néolibérale connaît aujourd'hui un franc succès au Chili.

Alors qu'en Belgique, confier la conservation de la biodiversité à une organisation privée fait peur, au Chili, c'est l'inverse. Selon les résultats de l'enquête de Benedikt Hora, la majorité des habitants de Chaitén voient le transfert du parc Pumalín aux autorités publiques comme une menace pour la biodiversité du parc. Alors qu'en Belgique, on craint que le secteur privé recherche le profit par le biais de la conservation, au Chili, on craint que le secteur public n'ait pas les moyens suffisants pour s'en occuper. Malgré que les Chiliens accordent plus volontiers leur confiance au secteur privé pour la conservation de la biodiversité, Tompkins a décidé de passer la relève au secteur public, notamment parce que « les parcs nationaux représentent une belle forme d'équité sociale: ils appartiennent à tout le monde »⁹⁴.

⁹³ Voir annexe 4 – TAB-IV – WEB-5.

⁹⁴ Voir annexe 4 – TAB-IV – VID-3.

d. Monétarisation de la nature

Dans cette section, nous allons identifier si la nature est une source de profit ou non dans le cadre des deux projets. Nous allons également analyser si la monétarisation de la nature entraîne une hiérarchisation des espèces et une expansion du capitalisme.

Les organisations à la tête du projet Pumalín et du projet Nassonia sont toutes les deux des *non-profit*. Si profit il y a, celui-ci sera réinjecté dans le projet : en effet, le statut de fondation ne permet pas de redistribuer le profit. Dans le cas de Pumalín et Nassonia, la nature n'est donc pas une source de profit ni pour Éric Domb, ni pour Douglas Tompkins, ni pour quelconque investisseur. Il est cependant important de distinguer le revenu et le profit : les deux projets ne poursuivent pas un but lucratif mais comportent des activités qui sont génératrices de revenus.

En ce qui concerne le projet Nassonia, il a été établi que des activités lucratives sur le site, telles que l'exploitation forestière, la chasse et le tourisme auraient été des sources de financement pour le projet (voir le document *Nassonia* de la *Pairi Daiza Foundation*). Éric Domb avait pour ambition également de développer l'économie locale grâce au projet Nassonia, notamment via le secteur de l'horeca. La nature et sa préservation, dans ce cas, auraient été une source de prospérité pour l'ensemble de la région. Il explique cependant que la raison d'être de la fondation Pairi Daiza, ce n'est pas de s'enrichir mais au contraire de dépenser de l'argent⁹⁵.

Dans le cas du parc Pumalín, certaines installations ont été construites, notamment pour permettre aux visiteurs de camper sur place. Les prix des logements au sein du parc sont abordables et les infrastructures relativement simples. Douglas Tompkins, partisan de *l'état stationnaire*⁹⁶ en matière environnementale, se positionne contre le fameux slogan « *Sell the nature to save it* »⁹⁷. Kristine Tompkins explique qu'ils ont développé le tourisme sur place dans le but de contribuer à la protection de la nature, en sensibilisant les visiteurs à sa beauté⁹⁸. Tompkins explique également que l'éco-tourisme, bien qu'il représente dans l'absolu un impact environnemental négatif, est un « pas dans la bonne direction » : il est nécessaire de diriger le tourisme dans cette direction. « Il n'y a pas de tourisme du tout sur une planète morte. »⁹⁹

⁹⁵ Voir annexe 4 – TAB-V – VID-4.

⁹⁶ Une économie qui a atteint un équilibre stable, avec des activités qui ne favorisent ni la croissance ni la décroissance.

⁹⁷ Voir annexe 4 – TAB-V – ACAD-4.

⁹⁸ Voir annexe 4 – TAB-V – PRESS-1.

⁹⁹ Voir annexe 4 – TAB-V – VID-1.

Douglas Tompkins souhaitait élaborer un projet philanthropique à des fins de conservation et non un projet philanthrocapitaliste à des fins de conservation. Il se déclare contre l'utilisation de principes de marché dans le domaine de la conservation. Opposé au capitalisme global, il considère le marché comme une menace pour l'environnement et non comme une opportunité.¹⁰⁰ La recherche de profit ne fait pas partie de la mission de la *fundación Pumalín* et les mécanismes capitalistes ne font pas partie du projet. Malgré les nombreuses activités lucratives qui auraient profité à la fondation Pairi Daiza, il ne s'agit pas non plus d'un projet philanthrocapitaliste. Aucun but de profit n'est associé à la fondation Pairi Daiza, qui ne prévoyait pas non plus avoir recours à des méthodes de marché. On peut donc affirmer que les projets n'ont pas contribué à l'expansion du capitalisme. Au contraire, le parc Pumalín a même retiré des ressources naturelles du marché.

Fondateur de la *Foundation for Deep Ecology*, Douglas Tompkins est un adepte de l'Écologie Profonde¹⁰¹. L'idéologie défendue par ce mouvement de pensée est celle de la valeur intrinsèque des êtres vivants : chaque être a une valeur propre qui est indépendante de leur utilité pour l'homme. Arne Næss, fondateur du mouvement, affirme qu'aucune espèce n'est prioritaire lorsqu'il s'agit du droit de vivre. Douglas Tompkins, fervent défenseur de cette pensée, fait publier de nombreux livres sur le sujet. En tant qu'activiste de ce mode de pensée, il est raisonnable d'affirmer que Douglas Tompkins n'a pas contribué à la hiérarchisation des espèces mais qu'au contraire, il a participé à son démantèlement.

Lors d'une interview, Éric Domb déclare : « Les animaux dont on doit s'occuper en priorité sont ceux qui sont là aujourd'hui. Commençons par prendre soin de ces animaux qu'on appelle un peu les "sans grades" par rapport aux lions ou aux hippopotames, parce qu'ils ont le droit de vie. C'est à eux qu'il faut penser en premier. » Cette envie de protéger la biodiversité locale, indépendamment de l'image que ces espèces reflètent, laisse à penser qu'Éric Domb, avec son projet Nassonia, se défend, lui aussi, de toute hiérarchisation des espèces.

En conclusion, les deux projets de conservation respectent la valeur intrinsèque de la faune et de la flore qu'ils cherchent à protéger. Dans les deux cas, la nature n'est pas une de profit. Certaines activités lucratives sont mises en place dans les deux projets. Dans le cas de Pumalín, il s'agit d'un moyen de mieux servir la conservation de la biodiversité ; dans le cas de Nassonia, il s'agit principalement d'un moyen de financer le projet. Malgré les différences de

¹⁰⁰ Voir annexe 4 – TAB-V – ACAD-4.

¹⁰¹ Voir annexe 4 – TAB-V – ACAD-1.

motivation en ce qui concerne le tourisme, les deux fondateurs se rassemblent sur un point : il est nécessaire de faire profiter au monde entier de la beauté et de la magie de la nature.

Conclusion

Les enjeux éthiques de la néolibéralisation de la conservation identifiés dans ce travail (les motivations de l'entrepreneur, la légitimité de l'entrepreneur, la privatisation du bien commun et la monétarisation de la nature) ont été évalués pour deux projets de conservation privée. Malgré les différences évidentes entre ces deux cas pratiques, nous avons trouvé de nombreuses similitudes.

Tout d'abord, la motivation de l'entrepreneur, dont il est difficile d'obtenir une évaluation objective. En se basant sur les déclarations des entrepreneurs, la perception des différents acteurs et certaines caractéristiques de ces projets, tel que le statut de *non-profit*, il est raisonnable de penser que les motivations sous-jacentes des entrepreneurs sont honorables et dénuées d'intérêt personnel. Nous percevons leur décision d'entreprendre un projet de conservation comme une décision altruiste qui répond à des principes éthiques et moraux.

La légitimité des entrepreneurs est plus controversée : elle n'est pas vraiment questionnée dans le cas d'Éric Domb, mais elle l'est fortement dans le cas de Douglas Tompkins. Nous expliquons cette différence majeure par deux facteurs : l'époque et la nationalité. Au début des années 1990 et particulièrement au Chili, la protection de l'environnement n'était pas encore à l'ordre du jour comme elle l'est actuellement. De plus, le fait que Douglas Tompkins soit un étranger et non un Chilien joue un rôle majeur. La légitimité accordée à Éric Domb aurait-elle été la même s'il était un riche entrepreneur étranger ? Selon nous, la légitimité accordée à Éric Domb découle en partie de son identité wallonne.

La privatisation du bien commun est un enjeu éthique qui a fait débat dans les deux projets. Pour Nassonia comme pour Pumalín, voir un large territoire passer dans les mains d'un privé a suscité de la méfiance chez les parties prenantes. Les réactions négatives ont été moindres dans le cas d'Éric Domb, qui a bénéficié d'un solide soutien lors de l'élaboration du projet Nassonia. Douglas Tompkins, quant à lui, a rencontré beaucoup de résistance. A priori, on pourrait penser qu'un pays plus néolibéral, tel que le Chili, accepterait davantage la privatisation du bien commun qu'un pays moins néolibéral, tel que la Belgique. Dans notre cas pourtant, le caractère néolibéral du Chili a été un frein au projet Pumalín parce qu'il va de pair avec la productivité économique et le soutien du marché. La privatisation du bien commun en tant que telle ne fut pas tant le cœur du problème que le blocage des ressources. La nationalité de Tompkins, en plus de discréditer sa légitimité, a également été à l'origine de sa mauvaise entente avec les chiliens. Dans le cas de Nassonia, c'est davantage la privatisation en elle-même qui a

suscité des craintes et des interrogations. Selon nous, la privatisation du bien commun reste un enjeu éthique d'une grande importance dans les projets philanthropiques à des fins de conservation.

La monétarisation de la nature est moins controversée dans les deux cas pratiques analysés puisque que les entités à la tête des deux projets sont des *non-profit*. Certes, des activités génératrices de revenu ont lieu - *auraient eu lieu* dans le cas de Nassonia- mais le but recherché n'est pas le profit. Selon nous, la monétarisation de la nature soulève des questions d'ordre éthique lorsque, parallèlement à l'objectif de conservation, un but de profit est poursuivi. Le caractère non lucratif des projets Pumalín et Nassonia nous laisse penser qu'aucun enjeu éthique lié à la monétarisation de la nature n'est pertinent dans ces deux cas.

Le philanthrocapitalisme repose sur la croyance qu'un projet philanthropique, pour être efficace, doit intégrer des méthodes de marché. Les deux projets étudiés dans ce mémoire ne sont pas des projets philanthrocapitalistes. Si Nassonia ne peut pas affirmer ou infirmer l'hypothèse des philanthrocapitalistes puisqu'il n'a pas eu lieu, Pumalín tend à la réfuter. En ce qui concerne la philanthropie à des fins de conservation, le cas de Tompkins nous démontre une efficacité sans avoir recours à des mécanismes capitalistes. L'impact du projet Pumalín sur l'environnement a été l'objet d'évaluations : les résultats concluants démontrent que le projet de Tompkins a eu un effet 100% favorable sur la biodiversité locale (Nelson & Geisse, 2001), en plus d'avoir eu des impacts socio-économiques positifs dans la province de Palena (Hora, 2018). Sur base de ce *case study*, nous pouvons affirmer que la biodiversité peut être conservée de manière efficace indépendamment du système capitaliste.

Bibliographie et références

Monographies

Bishop, M. & Green, M. (2008). *Philanthrocapitalism: How the Rich Can Save the World and Why We Should Let Them*. London, England: Bloomsbury.

Freeland, C. (2012). *Plutocrats: The rise of the new global super-rich and the fall of everyone else*. London, England: Penguin.

Pearce, D. W. (2014). *Blueprint 4: capturing global environmental value*. London, England: Routledge.

Piketty, T. (2013). *Le capital au XXIe siècle*. Paris, France: Seuil.

Zunz, O. (2012). *La philanthropie en Amérique: Argent privé, affaires d'Etat*. (A Barreyre, Trans.) Paris, France: Fayard.

Chapitres d'ouvrage avec éditeur(s) scientifique(s)

Holmes, G. (2015). Philanthrocapitalism, biodiversity conservation and development. In B. Morvaridi (Ed), *New philanthropy and social justice: Debating the conceptual and policy discourse*, (pp. 81-100). Bristol, England: Policy Press.

Articles

Acs, Z. J., & Phillips, R. J. (2002). Entrepreneurship and philanthropy in American capitalism. *Small Business Economics*, 19(3), 189-204.

Amable, B. (2010). Morals and politics in the ideology of neo-liberalism. *Socio-Economic Review*, 9(1), 3-30.

Bourlon, F. (2017). La géographie esthétique de Douglas Tompkins, une utopie éco-philanthropique en Patagonie. *Études caribéennes*, (37-38).

- Bishop, M. (2013). Philanthrocapitalism: Solving public problems through private means. *social research*, 80(2), 473-490.
- Bishop, M., & Green, M. (2015). Philanthrocapitalism rising. *Society*, 52(6), 541-548.
- Brockington, D., & Duffy, R. (2010). Capitalism and conservation: the production and reproduction of biodiversity conservation. *Antipode*, 42(3), 469-484.
- Cargill Thompson, J. (2017, Autumn). Tompkins Conservation. *The journal of Landscape Institute*. Retrieved from <http://www.landscapethejournal.org/userfiles/files/JournalAutumn2017.pdf>
- Dees, J. G. (2012). A tale of two cultures: Charity, problem solving, and the future of social entrepreneurship. *Journal of business ethics*, 111(3), 321-334.
- Edwards, M. (2008). Just another emperor?: The myths and realities of philanthrocapitalism. London: Demos.
- Fairhead, J., Leach, M., & Scoones, I. (2012). Green Grabbing: a new appropriation of nature?. *Journal of Peasant Studies*, 39(2), 237-261.
- Fitoussi J.-P., (2009). La crise économique et l'éthique du capitalisme. *Le monde*. Retrieved from https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/03/02/la-crise-economique-et-l-ethique-du-capitalisme-par-jean-paul-fitoussi_1162084_3232.html
- Focant, P., & Miennee, J. F. (2016). L'éthique entre altruisme et utopie ou la question relative «au bon, au vrai, au juste». *Le sociographe*, (2), I-IX.
- Fortwangler, C. (2007). Friends with Money: Private Support for a National Park in the US Virgin Islands. *Conservation and Society*, 5(4), 504-533.
- Harribey, J. M. (2011). Le bien commun est une construction sociale. Apports et limites d'Elinor Ostrom. *L'Économie politique*, (1), 98-112.
- Holmes, G. (2012). Biodiversity for billionaires: capitalism, conservation and the role of philanthropy in saving/selling nature. *Development and change*, 43(1), 185-203.
- Holmes, G. (2013). What role do private protected areas have in conserving global biodiversity ? *SRI working papers*, (46).

- Holmes, G. (2014). What is a land grab? Exploring green grabs, conservation, and private protected areas in southern Chile. *Journal of Peasant Studies*, 41(4), 547-567.
- Hora, B. (2018). Private Protection Initiatives in Mountain Areas of Southern Chile and Their Perceived Impact on Local Development—The Case of Pumalín Park. *Sustainability*, 10(5), 1584.
- Igoe, J., & Brockington, D. (2007). Neoliberal conservation: a brief introduction. *Conservation and society*, 5(4), 432.
- Jones, C. (2012). Ecophilanthropy, neoliberal conservation, and the transformation of Chilean Patagonia's Chacabuco Valley. *Oceania*, 82(3), 250-263.
- Kelly, A. B. (2011). Conservation practice as primitive accumulation. *Journal of Peasant Studies*, 38(4), 683-701.
- Lapeyre, R. (2006). Conflits d'usage et gouvernance décentralisée du tourisme en zones rurales namibiennes: peut-on privatiser le bien commun touristique?. *Mondes en développement*, (4), 67-84.
- Larrère, C. (2006). Éthiques de l'environnement. *Multitudes*, (1), 75-84.
- Logan, S., & Wekerle, G. R. (2008). Neoliberalizing environmental governance? Land trusts, private conservation and nature on the Oak Ridges Moraine. *Geoforum*, 39(6), 2097-2108.
- Logan, S. and G.R. Wekerle (2008). Neoliberalizing Environmental Governance? Land Trusts, Private Conservation and Nature on the Oak Ridges Moraine. *Geoforum* 39(6), 2097–108.
- Mair, J., & Hehenberger, L. (2014). Front-stage and backstage convening: The transition from opposition to mutualistic coexistence in organizational philanthropy. *Academy of Management Journal*, 57(4), 1174-1200.
- McGoey, L. (2012). Philanthrocapitalism and its critics. *Poetics*, 40(2), 185-199.
- McAlpin, M. (2008). Conservation and community-based development through ecotourism in the temperate rainforest of southern Chile. *Policy Sciences*, 41(1), 51-69.
- Meza, L. E. (2009). Mapuche struggles for land and the role of private protected areas in Chile. *Journal of Latin American Geography*, 149-163.

- Moody, M. (2008). “Building a culture”: The construction and evolution of venture philanthropy as a new organizational field. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 37(2), 324-352.
- Nelson, M., & Geisse, G. (2001). Las lecciones del caso Tompkins para la política ambiental y la inversión extranjera en Chile. *Ambiente y desarrollo*, 17(3), 14-26.
- Nicholls, A. (2010). The institutionalization of social investment: The interplay of investment logics and investor rationalities. *Journal of social entrepreneurship*, 1(1), 70-100.
- Pascual, U., & Perrings, C. (2007). Developing incentives and economic mechanisms for in situ biodiversity conservation in agricultural landscapes. *Agriculture, Ecosystems & Environment*, 121(3), 256-268.
- Tecklin, D. R., & Sepúlveda, C. (2014). The diverse properties of private land conservation in Chile: growth and barriers to private protected areas in a market-friendly context. *Conservation and Society*, 12(2), 203-217.
- Van Slyke, D. M., & Newman, H. K. (2006). Venture philanthropy and social entrepreneurship in community redevelopment. *Nonprofit Management and Leadership*, 16(3), 345-368.
- Wetzel, J. (2014). « Capitalisme et éthique »: Débat d'idées franco-allemand avec Patrick Savidan et Gerhard Minnameier Université Goethe de Francfort, 4 juillet 2012. *Revue De L'Institut Français D'histoire En Allemagne*, (5), Revue de l'Institut français d'histoire en Allemagne, 02/17/2014, Issue 5.
- Zoomers, A. (2010). Globalisation and the foreignisation of space: seven processes driving the current global land grab. *The Journal of Peasant Studies*, 37(2), 429-447.

Travaux universitaires

Göbbels J., Kirsch E., Lejeune V., Troupin B. & Wagener A., (2018). *Nassonia : Un projet avorté générateur de changements dans la gestion de la forêt à Nassogne?* Université de Liège, Arlon, Belgique.

Sites internet consultés

BorisPatagonia (n.d.). *Une frontière fragile entre l'Argentine et le Chili*. Retrieved from <https://www.borispatagonia.com/frontiere-fragile-entre-argentine-chili>

Citypopulation. (n.d.). *PALENA Province in Chile*. Retrieved from

<https://www.citypopulation.de/php/chile-admin.php?adm1id=104>

The Conservation Land Trust. (n.d.) *Future Pumalín National Park*. Retrieved from

<http://www.theconservationlandtrust.org/eng/pumalin.htm>

Corporación Nacional Forestal (n.d.). *Quiénes somos*. Retrieved from

<http://www.conaf.cl/quienes-somos/>

eJuris (n.d.) *Le bail emphytéotique*. Retrieved from [http://www.ejuris-consult.be/bail-](http://www.ejuris-consult.be/bail-emphyteotique.shtml)

[emphyteotique.shtml](http://www.ejuris-consult.be/bail-emphyteotique.shtml)

Pairi Daiza Foundation. (n.d.). *Nassonia*. Retrieved from

<http://pronassonia.weebly.com/uploads/1/6/3/0/16305304/folder44.pdf>

Pro Nassonia (n.d.). *Message de soutien de Anne Ciselet*. Retrieved from [http://www.pro-](http://www.pro-nassonia.be)

[nassonia.be](http://www.pro-nassonia.be)

Pumalín Park and Project. (n.d) *Social Work - El Amarillo Beautification*. Retrieved from

http://www.parquepumalin.cl/en/amarillo_beautification.htm

Pumalín Park and Project (n.d.) *Social Work - Community Outreach*.

http://www.parquepumalin.cl/en/community_outreach.htm

Pumalín Park and Project (n.d). *Pumalín's history*. Retrieved from

http://www.parquepumalin.cl/en/pumalin_history.htm

Pumalín Park and Project (n.d). *Where to stay*. Retrieved from

http://www.parquepumalin.cl/en/visiting_the_park.htm

Service public fédéral Justice. (n.d.). *Fondation d'utilité publique*. Retrieved from

https://justice.belgium.be/fr/themes_et_dossiers/associations_et_fondations/fondation_d_utilite_publicue

Tompkins Conservation. (n.d.). *Milestones*. Retrieved from

<http://www.tompkinsconservation.org/milestones.htm>

Tompkins Conservation. (2018, January 29). *President of Chile and CEO of Tompkins*

Conservation Sign Decrees Creating 10 Million Acres of New National Parks. Retrieved from

<http://www.tompkinsconservation.org/news/>

Articles de blog

Evrard, A. (n.d.). *Le blog de Nassogne*. Retrieved from <http://nassogne.blogs.sudinfo.be>

Evrard, A. (2017, March 25). *Ce que la forêt a rapporté à Nassogne durant la période 2013-2016*. Retrieved from <http://nassogne.blogs.sudinfo.be/archives/category/nassonia/index-5.html>

Evrard, A. (2016, July 7). *Résultats du sondage « Nassonia » du blog de Nassogne : trois personnes sur quatre sont pour le projet !* Retrieved from <http://nassogne.blogs.sudinfo.be/archive/2016/07/07/resultats-du-sondage-nassonia-du-blog-de-nassogne-trois-pers-194510.html>

Vidéos consultées en ligne

Adventure Travel Trade Association. (2015, 15 December). Three Questions for Doug Tompkins [Vidéo en ligne]. Retrieved from <https://www.youtube.com/watch?v=wRbP2M2hHHE&t=10s>

Duna TV. (2018, 10 April). Entrevista con Kristine Tompkins la esposa de Douglas Tompkins [Vidéo en ligne]. Retrieved from <https://www.youtube.com/watch?v=8IqiaPLbi4c>

RTBF Libre-échange. (2016, 18 August). Portrait de Eric Domb [Vidéo en ligne]. Retrieved from <https://www.facebook.com/Nassonia2016/videos/249748968757466/>

Tompkins Conservation. (2018, 28 February). Douglas Tompkins, National Park Champion [Vidéo en ligne]. Retrieved from <https://www.youtube.com/watch?v=NS1bvB0u5eo>

TV-Lux. (2016, 30 June). Nassogne : un sanctuaire forestier ouvert à tous [Vidéo en ligne]. Retrieved from <https://www.tvlux.be/video/info/nature/nassogne-un-sanctuaire-forestier-ouvert-a-tous-23194.html>

TV-Lux. (2016, 1 July). Eric Domb - Pairi Daiza (Nassonia) [Vidéo en ligne]. Retrieved from <https://www.tvlux.be/video/info/societe/eric-domb-pairi-daiza-nassonia-23198.html>

TV-Lux. (2016, 1 July). Nassonia : une privatisation sans mettre le prix [Vidéo en ligne]. Retrieved from <https://www.tvlux.be/video/info/nature/nassonia-une-privatisation-sans-mettre-le-prix-23203.html>

TV-Lux. (2016, 4 July). Nassonia : le collège veut poursuivre les négociations [Vidéo en ligne]. Retrieved from <https://www.tvlux.be/video/info/nature/nassonia-le-college-veut-poursuivre-les-negociations-23208.html>

TV-Lux. (2016, 7 July). Nassonia va à l'encontre du bon sens [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/economie/nassonia-va-a-l-encontre-du-bon-sens_23218.html

TV-Lux. (2016, 10 September). Eric Domb à la rencontre des habitants de Nassogne [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/nature/eric-domb-a-la-rencontre-des-habitants-de-nassogne_23529.html

TV-Lux (2016, 19 October). Nassonia : Courard insiste pour "construire ce projet novateur" [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/politique/nassonia-courard-insiste-pour-quot-construire-ce-projet-novateur-quot_24333.html

TV-Lux. (2017, 29 March). Nassogne : Pro Nassonia s'impatiente [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/nature/nassogne-pro-nassonia-s-aoimpatiente-_25590.html

TV-Lux. (2017, 23 May). Locations de chasse : coup de maître de Pro Nassonia [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/nature/locations-de-chasse-coup-de-maitre-de-pro-nassonia_26211.html

Publication gouvernementales

L'Observatoire Wallon de la Santé des Forêts. (2018). La lettre de l'OWSF 2017. Retrieved from <http://owsf.environnement.wallonie.be/fr/09-04-2018-la-lettre-de-l-owsf-numero-5.html?IDD=5771&IDC=5792>

Wiliquet P., (2018, June 16). Saint-Michel-Freyr : une gestion différenciée de la forêt. Retrieved from <http://collin.wallonie.be/saint-michel-freyr-une-gestion-diff-renci-e-de-la-t>

Notes de cours

Xhaufclair V. (2017). GEST3753-1: Business Ethics and Corporate Social Responsibility [What is (business) ethics?]. Retrieved from http://lola.hec.uliege.be/pluginfile.php/37524/mod_resource/content/0/BE5_Lecture1_250917_part1.pdf

Annexes

I. Annexe 1 : Le Parc Pumalín

Figure 1 : Carte de la Patagonie



Figure 2 : Milestones des initiatives de conservation des Tompkins

1990	Douglas Tompkins quitte le monde des affaires et crée la <i>Foundation for Deep Ecology</i>
1991	Douglas Tompkins acquiert ses premières terres au Chili dans la Région des Lacs
1992	Douglas crée la fondation <i>The Conservation Land Trust</i> pour acquérir des terres à des fins de conservation
1993	Douglas Tompkins et Kristine Mc Divitt se marient et commencent leur travail d'environnementaliste ensemble
1994	Douglas Tompkins annonce officiellement la création du parc Pumalín
1994	CLT acquiert 84.000 hectares dans la région des Lacs au Chili et crée le parc Corcovado.
1996	CLT acquiert 287.000 hectares dans la région des Lacs au Chili pour agrandir ses parcs naturels
1997	CLT acquiert 142.000 hectares dans le Nord de l'Argentine pour créer le parc Iberá
1998	CLT acquiert 150.000 hectares de la Terre de Feu pour créer le parc Yendegaia
2000	Kristine Tompkins crée une fondation <i>The Patagonia Land Trust</i> , désormais appelée <i>Conservación Patagónica</i> .
2002	CLT acquiert 110.000 hectares supplémentaires pour agrandir le parc Iberá en Argentine.
2004	<i>Conservación Patagónica</i> acquiert 70.000 hectares dans la vallée Chacabuco dans la Région de Aysén au Chili
2005	Le parc Pumalín est déclaré « sanctuaire naturel » par le président Ricardo Lagos et sa gestion est transférée à la <i>Fundación Pumalín</i> , créée pour préserver le parc.
2005	Création du <i>Corcovado National Park</i> : les propriétés de CLT qui constitue le parc Corcovado sont transférées à l'Etat chilien.
2007	Kristine et Douglas acquièrent la propriété agricole de Laguna Blanca (3000 ha) en Argentine dans le but de convertir la production traditionnelle en production biologique.
2007	Première étape vers le statut de « parc national » pour le parc Pumalín: CLT fait don du parc Pumalín à la <i>Fundación Pumalín</i> . Cet acte s'inscrit dans le plan à long terme de transfert du parc vers le secteur public.
2007	<i>Conservación Patagónica</i> construit les premières installations pour accueillir les visiteurs dans la vallée de Chacabuco.
2009	Kristine et Douglas Tompkins achète une seconde propriété agricole en Argentine, à quelques kilomètres de Laguna Blanca.
2011	Création des premières aires de camping dans le parc national Patagonia.
2013	En Argentine, le parc El Rincón est donné à l'Etat pour agrandir une réserve naturelle existante.
2015	Après une dizaine d'années passées à restaurer la biodiversité et construire des infrastructures pour le public, <i>Conservación Patagónica</i> inaugure officiellement le parc Patagonia.
2018	Tompkins Conservation fait don de plus de 405.000 hectares à l'Etat chilien, dont les 296.000 hectares du parc Pumalín.

Sources : www.parquepumalin.cl, www.tompkinsconservation.org

Figure 3 : Carte et photos du parc Pumalín



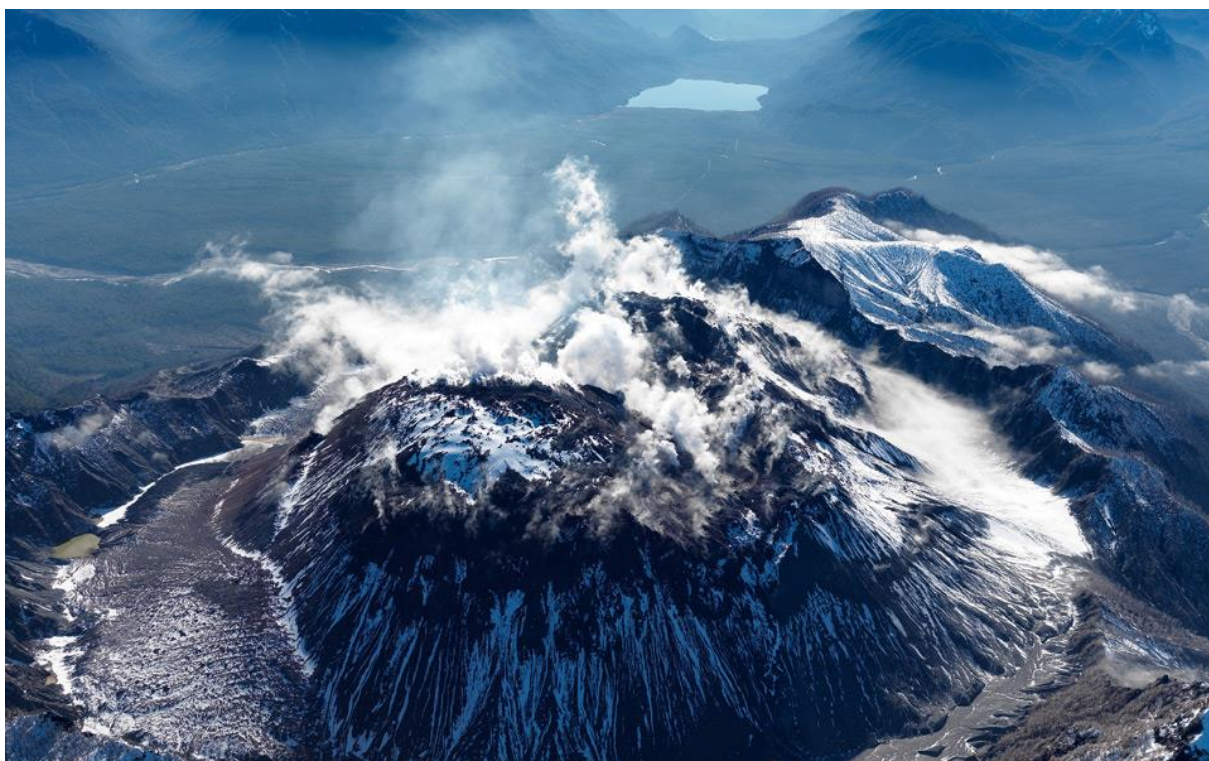




Figure 4 : Milestones du Parc Pumalín

1991	Douglas Tompkins acquiert 17.000 hectares dans la vallée de Reñihué
1992	Douglas Tompkins créé la fondation <i>The Conservation Land Trust</i> (CLT)
1991 à 1998	Acquisitions de terres adjacentes pour agrandir le parc Pumalín
2005	Le parc Pumalín est officiellement déclaré « sanctuaire naturel » par le président Ricardo Lagos et sa gestion est confiée à la <i>Fundación Pumalín</i> , une fondation chilienne créée pour l’occasion.
2007	Premier étape vers le statut de “parc national” pour le parc Pumalín: CLT fait don du parc Pumalín Park à la <i>Fundación Pumalín</i> . Cet acte s’inscrit dans le plan à long terme de transfert du parc vers le secteur public.
2018	Tompkins Conservation fait don de plus de 405.000 hectares à l’Etat chilien, dont les 296.000 hectares du parc Pumalín.

Figure 5 : Création de parcs nationaux de Tompkins Conservation



II. Annexe 2 : Le projet Nassonia

Figure 1 : Milestones du projet Nassonia

Fin avril 2016 : Appel d'offre pour remettre en location les lots de chasse qui arrivent à échéance en juin 2016. Il y a 4 lots qui sont remis en location : le lot 1 et le lot 2 font environ 200 hectares et les lots 3 et 4 font conjointement 1500 hectares. Le locataire des 4 lots de chasse à ce moment-là est Pam de Becker. Les deux petits lots (1 et 2) trouvent immédiatement un locataire et pour le lot 3, il y a une soumission (un prix a été proposé mais le collègue l'a refusé, l'estimant trop faible).

Fin mai 2016 : Une deuxième séance a lieu pour louer le lot 3 et le lot 4. Aucune offre n'est déposée, pour aucun des deux lots.

Juin 2016 : Gérard Jadoul prend contact avec le bourgmestre en parlant d'une opportunité pour la chasse de Nassogne. Le bourgmestre se montre intéressé.

Juin 2016 : Éric Domb fait une proposition pour les lots de chasse. Il propose le prix de 75 euros de l'hectare pour la chasse et 150 euros par hectare pour l'exploitation forestière (Au total : 225 euros par hectare).

30 juin 2016 : Les baux de chasse (9 ans) de la commune de Nassogne viennent à échéance.

Juillet 2016 : La commune signe une convention de préparation à la conclusion d'un contrat d'emphytéose. Le collègue s'engage à étudier toutes les opportunités pour aboutir à la conclusion du dossier Nassonia.

Juillet 2016 : Ouverture d'un nouveau cahier des charges pour une location des territoires pour 1 an avec obligation d'une chasse silencieuse. Le garde-chasse de Pam de Becker emporte la location des lots 3 et 4 au prix de 15 euros l'hectare.

12 août 2016 : Dernier entretien entre Éric Domb et le bourgmestre.

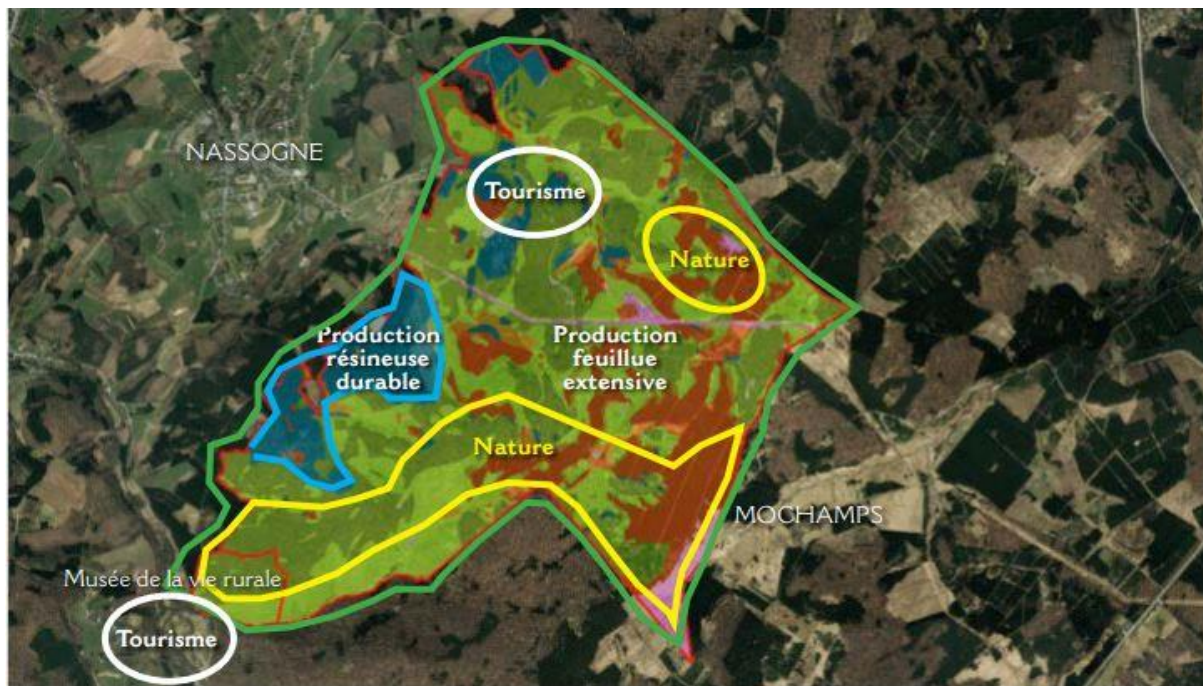
Août 2016 : Création du groupe de soutien local « Pro Nassonia », mené par Charles Piette.

5 septembre 2016 : Séance d'information sur le projet Nassonia, où Éric Domb vient répondre aux questions des habitants de la commune.

27 avril 2017 : La commune relance un cahier des charges pour location de chasse.

22 mai 2017 : Nouvel appel d'offre pour les lots 3 et 4 (baux de 9 ans). Ceux-ci sont remportés par le groupe Pro Nassonia, via les chasseurs Kinet et Tondu.

Figure 2 : Carte du Projet Nassonia



III. Annexe 3 : Data source

Data	Source	Code
Littérature académique	Bourlon, F. (2017). La géographie esthétique de Douglas Tompkins, une utopie éco-philanthropique en Patagonie. <i>Études caribéennes</i> , (37-38).	ACAD-1
	Holmes, G. (2013). What role do private protected areas have in conserving global biodiversity ? <i>SRI working papers</i> , (46).	ACAD-2
	Holmes, G. (2014). What is a land grab? Exploring green grabs, conservation, and private protected areas in southern Chile. <i>Journal of Peasant Studies</i> , 41(4), 547-567.	ACAD-3
	Holmes, G. (2015). Philanthrocapitalism, biodiversity conservation and development. In B. Morvaridi (Ed), <i>New philanthropy and social justice: Debating the conceptual and policy discourse</i> , (pp. 81-100). Bristol, England: Policy Press.	ACAD-4
	Hora, B. (2018). Private Protection Initiatives in Mountain Areas of Southern Chile and Their Perceived Impact on Local Development—The Case of Pumalín Park. <i>Sustainability</i> , 10(5), 1584.	ACAD-5
	Jones, C. (2012). Ecophilanthropy, neoliberal conservation, and the transformation of Chilean Patagonia's Chacabuco Valley. <i>Oceania</i> , 82(3), 250-263.	ACAD-6
	McAlpin, M. (2008). Conservation and community-based development through ecotourism in the temperate rainforest of southern Chile. <i>Policy Sciences</i> , 41(1), 51-69.	ACAD-7
	Meza, L. E. (2009). Mapuche struggles for land and the role of private protected areas in Chile. <i>Journal of Latin American Geography</i> , 149-163.	ACAD-8
	Tecklin, D. R., & Sepúlveda, C. (2014). The diverse properties of private land conservation in Chile: growth and barriers to private protected areas in a market-friendly context. <i>Conservation and Society</i> , 12(2), 203-217.	ACAD-9

Travaux universitaires	Göbbels J., Kirsch E., Lejeune V., Troupin B. & Wagener A., (2018). <i>Nassonia : Un projet avorté générateur de changements dans la gestion de la forêt à Nassogne?</i> Université de Liège, Arlon, Belgique.	TRAV-1
Articles de presse	Cargill Thompson, J. (2017, Autumn). Tompkins Conservation. <i>The journal of Landscape Institute</i> . Retrieved from http://www.landscapethejournal.org/userfiles/files/JournalAutumn2017.pdf	PRESS-1
Vidéos et interviews en ligne	Adventure Travel Trade Association. (2015, 15 December). Three Questions for Doug Tompkins [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=wRbP2M2hHHE&t=10s	VID-1
	Duna TV. (2018, 10 April). Entrevista con Kristine Tompkins la esposa de Douglas Tompkins [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=8IqiaPLbi4c	VID-2
	Tompkins Conservation. (2018, 28 February). Douglas Tompkins, National Park Champion [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=NS1bvB0u5eo	VID-3
	TV-Lux. (2016, 1 July). Eric Domb - Pairi Daiza (Nassonia) [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/societe/eric-domb-pairi-daiza-nassonia- 23198.html	VID-4
	TV-Lux. (2016, 1 July). Nassonia : une privatisation sans mettre le prix [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/nature/nassonia-une-privatisation-sans-mettre-le-prix_ 23203.html	VID-5
	TV-Lux. (2016, 7 July). Nassonia va à l'encontre du bon sens [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/economie/nassonia-va-a-l-encontre-du-bon-sens_ 23218.html	VID-6
	TV-Lux (2016, 19 October). Nassonia : Courard insiste pour "construire ce projet novateur" [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/politique/nassonia-courard-insiste-pour-quot-construire-ce-projet-novateur-quot- 24333.html	VID-7
	TV-Lux. (2017, 29 March). Nassogne : Pro Nassonia s'impatiente [Vidéo en ligne]. Retrieved from https://www.tvlux.be/video/info/nature/nassogne-pro-nassonia-s-aoimpatiente- 25590.html	VID-8

Sites web	BorisPatagonia (n.d.). <i>Une frontière fragile entre l'Argentine et le Chili</i> . Retrieved from https://www.borispatagonia.com/frontiere-fragile-entre-argentine-chili	WEB-1
	The Conservation Land Trust. (n.d.) <i>Future Pumalín National Park</i> . Retrieved from http://www.theconservationlandtrust.org/eng/pumalin.htm	WEB-2
	Pro Nassonia (n.d.). <i>Message de soutien de Anne Ciselet</i> . Retrieved from http://www.pro-nassonia.be	WEB-3
	Pumalín Park and Project. (n.d.) <i>Social Work - El Amarillo Beautification</i> . Retrieved from http://www.parquepumalin.cl/en/amarillo_beautification.htm	WEB-4
	Pumalín Park and Project (n.d.) <i>Social Work - Community Outreach</i> . http://www.parquepumalin.cl/en/community_outreach.htm	WEB-5
Interviews	Interview Charles Piette, leader du groupe Pro Nassonia par Frédérique Dehalleux. (7/05/2018)	INT-1
	Interview de Marc Quiryren, bourgmestre de Nassogne par Frédérique Dehalleux. (7/05/2018)	INT-2
	Interview de Jean-Sébastien Sieux, directeur du DNF de Marche-en-Famenne, par Frédérique Dehalleux (1/08/2018)	INT-3
	Interview de Philippe Lejeune, professeur à la faculté de Gembloux et chef de service en charge de l'Unité des Ressources forestières, par Frédérique Dehalleux (3/08/2018)	INT-4

IV. Annexe 4 : Résultats

Tableau I (TAB-I)

Aspects généraux	Chili Projet Pumalín	Belgique Projet Nassonia
Contexte national	<p><u>ACAD-1</u></p> <p>La Patagonie, terre de « nature vierge », parcourue par des gauchos chevauchant librement la pampa, est un mythe. C'est parce que cet espace est soumis à une exploitation « sauvage » de ses ressources que Tompkins décide d'appuyer les mouvements écologistes chiliens et argentins.»</p>	<p><u>INT-1</u></p> <p>«Son projet c'était rendre la biodiversité à une forêt malade, qui est la forêt de Nassogne. C'était son premier objectif. Les hêtres qui sont en forêt actuellement n'ont plus que quelques décennies à vivre (c'est quand même 50% de la forêt de Nassogne), suite à un certain réchauffement climatique et aussi suite à une population de gibier trop nombreuse qui mangent toutes les pousses de hêtre et les empêche de grandir. [...] [Le ministre René Collin] connaît bien l'état des forêts de la province. Il sait très bien - et les scientifiques aussi - qu'il faut à tout prix réagir maintenant. A tout prix. La forêt wallonne est en danger les médias en parlent presque tous les jours. Ce n'est plus un secret.»</p>

ACAD-3

Southern Chile was particularly affected by the Pinochet government's forestry policies. The regime saw the transformation of forestry from a small, domestic, protected industry into a fully internationalised industry as a source of economic growth. The industry grew at three times the rate of industry generally between 1970 and 1996, greatly aided by government policies. These included: loosening of environmental regulations; extensive subsidies for creating plantations; land policies, as government sold state land at well below market prices to forestry companies and auctioned off previously communally owned and managed land, and infrastructure development, particularly southwards expansion of the road network. These policies greatly favoured the three large forestry companies who could access subsidies and acquire land, and led to a homogenised landscape and biodiversity loss as exotic plantations replaced native forests.

INT-2

«La commune de Nassogne s'étend sur 11.000 hectares. Là-dedans, la moitié environ est sous couvert forestier, à la fois privé et public. Dans les propriétés communales, il y a un peu plus de 3300 hectares de forêt. »

«Cela fait 20 ou 25 ans que la région wallonne préconise une location de chasse sans nourrissage. Ce critère-là à une importance pondérante sur le prix de la location. [...]

La chasse sans nourrissage ce n'est pas ce qui se passe, c'est ce qui est préconisé. Si j'interdis sur 1000 hectares le nourrissage, les chasseurs vont nourrir chez le privé (juste à côté) et moi j'aurai des prix dérisoires pour mon territoire. Le prix de chasse sera 5 fois plus élevé pour les hectares privés. Il faudrait interdire le nourrissage sur tout le territoire wallon pour des raisons financières. [...] Domb voulait le retour complet à la nature. Je lui ai dit « Je n'ai pas de prédateurs naturels dans nos forêts, ni loups, ni lynx, ni ours ». Dans la pyramide des prédateurs, le chasseur sera toujours au-dessus. Éric Domb explique que effectivement, la chasse sera nécessaire les premières années mais après ce sera un retour complet à la nature. [...] Les misères

ACAD-4

«There are good reasons for expecting to see considerable amounts of neoliberal conservation in Chile. [...] Since the Pinochet dictatorship (1973-1990), [...] Chile is widely considered to be one of the countries where the neoliberal project was first tried and where it is most entrenched. [...] Since the 1970s, state involvement in many areas has been greatly rolled back and reduced, with privatisations and reduced regulation [...] Environmental regulation was first neutered during the Pinochet era, then subsequently redesigned explicitly to support, rather than regulate, market exports in natural resources seen as the key to economic growth (minerals, forestry products, and fish). For example, the Environmental Framework Law of 1994 (the main environmental law from which others derive) was written to ensure Chile complied with the environmental conditions of the North American Free Trade Agreement, to facilitate Chile's entry to the scheme, rather than by any environmental concern. [...] Chile's environmental legislation as "market-enabling" rather than "market-regulating", as its main concern is to support and expand, rather than tame, export markets. [...] Major dam,

que nous avons maintenant : on voit le réchauffement climatique. On a principalement de la hêtraie et de la chênaie et ces deux types d'essence souffrent du réchauffement climatique. Il y a des scolytes, c'est un insecte qui s'attaque aux arbres et les arbres périment. Il y a aussi un autre phénomène c'est les champignons. Si je laisse le retour complet à la nature, ça veut dire que tu vas avoir un nid à misère car toutes ces maladies et insectes vont avoir un garde-manger à disposition, puis s'étendre ailleurs. »

INT-3

« Il est prévu et scientifiquement documenté que l'extension géographique des hêtraies se réduira de manière significative avec le réchauffement climatique prévu (et que nous observons déjà...). D'autre part, historiquement, nos hêtraies sont vieillissantes et on n'ose pas trop les rajeunir (couper les vieux pour que les semis s'installent) car la densité de gibier actuelle ne permet pas d'avoir du semis (ils sont mangés par le gibier - ex. de la chèvre et du chou sur la même parcelle ou du lapin dans le potager).Troisième élément : le scolyte du hêtre qui a beaucoup sévi au début des années 2000 est encore présent.

forestry or industrial projects have been pushed through by central government, despite social and environmental concerns, although public outcry over recent environmental catastrophes resulting from failures in legislation has led to some reforms. [...] Neoliberalism and the dictatorship have left other legacies which distinguish Chile from other Latin American countries. Chile has strict, clear, and widely respected private property rights, a legalistic culture which respects legal structures, and very little corruption. Chile's four decades of neoliberalism, deeply embedded in economy, political culture, and society [...]. Chile has many features that might make it a prime location for philanthrocapitalist practices – a large, dynamic, wealthy capitalist class and a deeply neoliberal economy and society, although it does have a relatively weak philanthropic culture, and the Chilean tax code does not recognise environmental philanthropy as tax deductible, unlike culture or education. »

Tous ces facteurs combinés (stress hydriques répétés avec des sécheresses régulières au printemps ou en été + bcp de vieux arbres + présence d'un ravageur) mènent à des arbres qui souffrent, dont les cimes sont moins bien fournies en feuille ainsi qu'à une mortalité en forte hausse.»

INT-4

«Le rapport visait uniquement à donner une estimation des rentrées financière dans un scénario "business as usual" (continuité de la gestion DNF). Aucune analyse n'a été faite sur base des objectifs propres au projet Nassonia. Indépendamment de cela, aucune menace particulière ne pèse sur la forêt communale de Nassogne.»

VID-4

Éric Domb : « Il y a des choses qui sont sous notre contrôle. On peut contrôler le surpeuplement d'animaux. Par contre à l'échelle de la Wallonie, le changement climatique on n'a aucune influence là-dessus. On aura peut-être une influence qui sera homéopathique. Toutes les hêtraies qui ont prospéré sur ce

ACAD-9

« Chile has one of the earliest and most emblematic neoliberal policy frameworks and continues to be ranked as among the most market-friendly countries worldwide. It also has extensive experience with private land conservation. [...] PPA development has faced many challenges and remains vulnerable on multiple fronts. It [has] been [...] difficult to incorporate private protected areas into legal and policy frameworks [even if they] are widely considered to be market friendly. »

« Given Chile's strongly neoliberal policy orientation since the 1970s, as well as a consensus across the political spectrum to privilege economic growth over environmental concerns, environmental regulation was late in coming to Chile, and highly constrained [...] Land and resource privatisation were key policies of the military dictatorship that governed the country from 1973 to 1990. Many of the country's public forests were privatised in this period. [...] Reflecting the neoliberal restructuring of the state, the PA system was entrusted to a hybrid public-private agency, the National Forestry Corporation (CONAF), where it has remained in a legally precarious and

massif vont tôt ou tard disparaître sauf si il y avait une révolution de mentalité et de comportement qui pourrait ralentir le changement climatique. Personne, je pense, n'y croit sérieusement. Il va y avoir des bouleversements. En fait, ce qui est très compliqué aujourd'hui lorsqu'on se préoccupe de la conservation, c'est que jusqu'il n'y a pas si longtemps, on pouvait essayer de restaurer les habitats. Aujourd'hui ce n'est plus suffisant. Les habitats et singulièrement la forêt wallonne ont été profondément dégradés. A cela s'ajoute le changement climatique qui va avoir un extrêmement impact toxique, nocif sur tous les peuplements de haute fûtées et plus singulièrement des hêtres. Et donc on va devoir s'entourer d'intelligence, d'essais et d'erreurs. »

VID-8

Journaliste : «Pro Nassonia exprime une autre inquiétude, la forêt de Nassogne est abimée par les dégâts de gibier, il n'est par exemple désormais plus possible de planter du Douglas.»

Michel Tondu : «à l'époque où il a été planté, le massif était encore séparé de la plaine et des petites parcelles privées par une

chronically underfunded situation (Espinoza 2010). Political discourses around the public PA system have been poorly articulated, reflecting the low priority that it has received since its inception. »

clôture de deux mètres quarante. A cette époque-là, les cervidés ne savaient pas passer facilement comme ils le font actuellement puisque la clôture est descendue depuis les années 90, la clôture est passée à 1m20. Maintenant ils passent très souvent, ici du cerf on en voit [beaucoup] c'est monnaie courante. Ce qui arrive c'est que le douglas se meurt et au premier coup de vent il se casse et il tombe.»

Journaliste : «Les membres du groupe Pro Nassonia mettent en cause les pratiques de chasse commerciale dont l'objectif ne serait pas la régulation de la faune mais la gestion de population d'animaux de tirs pour le plaisir des actionnaires. »

VID-6

Pam De Becker : «Je chasse ici depuis 40 ans, je dois dire qu'il y a des paquets de corbeaux noirs, de grands corbeaux, j'ai vu le retour de la cigogne noire [...], tous les animaux sont représentés, les grues passent chaque année, les réglementations européennes et belges sont amplement suffisantes et la biodiversité s'est installée ici.»

		<p><u>TRAV-1</u></p> <p>«La forêt est envisagée comme une ressource économique importante pour la commune. Raison pour laquelle il faut la gérer de façon active, dynamique et intensive. Plus précisément : chapeauté par le DNF, la gestion de la forêt s’organise schématiquement à travers deux partenariats. D’abord un partenariat avec la filière bois : la commune vend les bois à la filière qui les exploite dans le cadre d’un marché national et international (certains acteurs nous ont parlé d’exportation de bois vers la Chine) ; la gestion du bois est relativement intensive ; les essences plantées sont celles qui répondent préférentiellement à la demande de ce marché. Ensuite un partenariat avec les chasseurs : ceux-ci louent les parcelles de chasse à la commune. La chasse organisée sur ces parcelles communales est dite “à cor et à cri”.»</p>
--	--	---

Tableau II (TAB-II)

Enjeux éthiques	Chili Projet Pumalín	Belgique Projet Nassonia
<p>Motivations de l'entrepreneur : Altruisme VS Intérêt personnel</p>	<p><u>ACAD-1</u> « Douglas Tompkins, dans le livre « Obra en progreso, veinte años en retrospectiva » (Foundation for Deep Ecology, 2010), se définit lui-même comme un défenseur de la nature, montagnard, skieur, agriculteur, activiste de la conservation et entrepreneur fondateur de The North Face (1964) et cofondateur d'Esprit de Corp (1968)» [...] Son intérêt pour la conservation a pour origine son « childhood growing up in a rural upstate New York community » puis sa préoccupation grandissante de l'action des hommes « which is devouring the world's precious and priceless biodiversity ». En 1986, il commence à chercher le moyen de quitter l'industrie qui, selon lui, avait emprisonné son imagination et son esprit libre : « the world of business that (...) had trapped my imagination and footloose spirit ».</p>	<p><u>INT-2</u> «Le projet Nassonia est un projet qui est né de l'imagination d'Éric Domb [...]. Non pas qu'il souhaitait faire un deuxième parc Pairi Daiza, mais il disait toujours et il dit toujours que c'est [dans le but de] rendre à la nature ce que la nature lui a apporté. Sa réussite il la doit à la nature. Il a très correctement dit, et avec modestie 'elle m'a tout donné je veux tout lui rendre et une des meilleures façons de lui rendre c'est de m'approprier un projet'. »</p> <p><u>INT-3</u> « A long terme, je pense que cela aurait pu être WIN-WIN. Mais les budgets communaux doivent être en équilibre année après année, et non pas à un terme de 5 ou 10 ans. D'autre part, il est très difficile d'estimer les recettes indirectes du tourisme.»</p>

ACAD-5

«The case of the Pumalín Project is a good example of how a private protected area can help shape the development of a region, and also contribute to parallel economic activities. In 1991 when Douglas Tompkins started with this idea, private conservation and activities such as ecotourism were something new and strange, especially in a country where economic growth was seen at that time as the only way to achieve the goals of development and to fight poverty. Results of the investigation show that 27 years after the implementation, it is clear that Pumalín Park has changed this paradigm and other possibilities for development arise as opportunities for rural marginalized areas that are rich in nature and cultural landscapes such as the Patagonian fjord lands. The various initiatives developed by the Tompkins Foundation over this period have shown that nature conservation and economic well-being can coexist without restricting the local development. »

PRESS-1

Kristine Tompkins: «National parks are the gold standard of

VID-4

Éric Domb : «Le but est de protéger, préserver, restaurer les habitats naturels exceptionnels de cette forêt ; protéger, conserver, recoloniser par les espèces qui sont présentes aujourd’hui [...] J’ai un désir de pérennité, je veux que d’autres amoureux de la nature viennent joindre leur énergie et leur talent dans les années qui viennent. Je pense que c’est la condition sine qua non pour assurer la durabilité du massif forestier wallon. [...] Nous, les Wallons, avons le paradis à nos portes. La forêt Wallonne est magique, il faut qu’elle se découvre un petit peu, qu’elle se déshabille gentiment pour tout le monde. [...] [Le projet Nassonia est une] grande aventure qui est exactement le contraire de ce que j’ai fait jusqu’ici. Le projet que nous appelons l’anti Pairi Daiza. Pairi Daiza c’est le tourisme de masse, c’est réunir les grandes stars de la faune mondiale à l’intérieur d’un jardin qui n’est pas un lieu naturel. Ici [l’idée du projet] c’est au contraire de renvoyer l’ascenseur à la nature. [...] De toute façon l’objectif de la fondation Pairi Daiza n’est pas de gagner de l’argent, au contraire si il y a un engagement que nous prenons pour un siècle c’est d’en dépenser plusieurs centaines de milliers.

conservation, providing the longest-running and most durable mechanism for permanently protecting landscapes. And there is a sort of democratic nature to them – they belong to everyone. The plan has always been to return these landscapes back to their countries of origin; we cannot manage them forever nor would we want to. Weaving national parks into national identity is an essential part of our long-term strategy. We are, however, firm believers that private-public partnerships are key to conservation success. [...] We want people to get out and fall in love with these landscapes, because you will not protect something unless you love it. Industrial tourism, though, is rapacious in many places. It is, as you put it, a delicate balancing act. »

VID-3

Douglas Tompkins: « I found myself caught up in the marketing, I kind of lost track of the larger picture. I realized that I was creating desires that really weren't there and making products that nobody really needed. [...] I considered the other side of the line which is working on environment and conservation. I first came in Patagonia in 1961 and I thought “Jeez this is an

Ce serait entre 350 et 400 000 euros par an pour compenser les revenus de la chasse et les revenus forestiers. Mais je pense que sur du long terme ce serait beaucoup plus que ça parce qu'on a envie d'engager du personnel pour pouvoir créer ce centre d'interprétation de la forêt ardennaise. [...] Plusieurs expériences pourront être faites dans le but de restaurer la biodiversité, c'est quand même le premier projet du parc. Ça va être un beau projet aussi sur le plan socio-économique. [...] Quand on a vraiment la passion de la conservation, ce qui dépend des hommes, c'est de réunir les conditions pour que la biodiversité puisse se déployer. Maintenant si l'on arrive à rendre l'endroit le plus riche possible, à créer des corridors entre cette forêt et d'autres massifs forestiers, attendons que la nature vienne toute seule ne forçons pas les choses.»

TRAV-1

«Une personne membre du groupe Pro Nassonia nous a lui expliqué que cette crainte d'un enrichissement personnel des porteurs du projet était absurde : Pairi Daiza est une Fondation d'utilité publique et cela comporte des garanties. En effet, selon

incredible place, I wonder how nobody ever thought about possibilities of conservation here” »

VID-2

Kristine Tompkins: « Yo tengo más fe en el gobierno chileno y los chilenos que en ustedes puede ser. Porque honestamente la pregunta de cómo van a manejarlos es una pregunta en todos los países del mundo. [...]. No hay garantías [...] trabajamos con el gobierno de Bachelet y ahora empezamos con el gobierno de presidente Piñera [...] Apoyamos el estado para desarrollar un manejo de su parques nacionales, en la manera que podemos. [...] Tenemos varias cosas que estamos trabajando. Por ejemplo en la propuesta que presentamos a la administración de la presidenta, nosotros vemos el desarrollo económico como un consecuencia de la conservación. Hay ejemplo de esto en Sur África y en Nueva Zelanda. Hay mucho países que el desarrollo de parques nacionales de conservación en mucho casos es el motor del desarrollo ahí. [...]. »

Traduction : «On dirait que j’ai plus foi en le gouvernement chilien et en les chiliens que vous [rises]. Honnêtement, la

cette personne, une Fondation ne peut verser de salaire à personne et n’employer personne. Dans l’éventualité où la fondation aurait tiré un revenu lié à des activités développées sur le territoire de « Nassonia » elle aurait été obligée de le réinvestir dans le projet.»

question de comment gérer [les parcs naturels et l'environnement] est une question qui concerne tous les pays du monde. [...] Il n'y a pas de garanties. Nous avons travaillé avec le gouvernement Bachelet et maintenant nous commençons à travailler avec le gouvernement du président Piñera. Nous soutenons l'état dans le développement de la gestion de ses parcs nationaux. Nous travaillons sur plusieurs choses. Par exemple, dans la proposition que nous avons présentée à l'administration de la présidente, nous considérons le développement économique comme une conséquence de la conservation. Il y a des exemples de cela en Afrique du Sud et en Nouvelle Zélande. Il y a beaucoup de pays pour lesquels le développement de parcs nationaux pour la conservation est le moteur du développement [économique]. »

WEB-5

«Since the Pumalín Project's inception, we have supported our neighboring communities through a series of initiatives, from large to small. These efforts strive to inspire greater pride in the Palena Province's natural beauty and cultural heritage and

promote environmental and agroecological education. We develop these projects in partnership with neighbors and community members, identifying initiatives that are mutually beneficial and interesting. At times, we have given grants to small NGOs or to individuals to take on these projects.

In addition to the [El Amarillo Village](#) project, we have worked with towns such as Chaitén on town beautification projects. In Chaitén, we established a system of garbage, recycling and compost bins to help manage litter and jumpstart an ethic of recycling and composting. This project included a door-to-door campaign to teach community members proper waste separation.

In the coastal villages of Buill and Raul Marin Balmaceda, we helped establish schools for the children living there (in addition to the project school run within Pumalín Park). These communities were far away from the nearest existing public school, leading many children to abandon their education at an early age. The curriculum in these schools had a strong emphasis on ecology, natural history, and organic agriculture.

Throughout the years, we have worked extensively with local radio stations, seeing radio as an important means of

communication in remote areas, which supports localized thinking and dialogue. Local radio programs can help maintain community traditions and cohesion while providing news. We have sponsored numerous radio programs in Puerto Montt and throughout the Chiloe region that discussed agro-ecology, pesticide use, food and nutrition, small-scale artisanal fishing, and various topics in environmental conservation.

To support local environmental education, we sponsored several traveling programs that visited schools throughout the Palena Province. The Caracolito theater troupe performed various comedic skits that delivered environmental messages in lighthearted ways. From dancing animals to speaking trees, these performances brought ecological lessons to life and encouraged kids to think about wildlife and environmental degradation. We sponsored the troupe, which was originally from Valparaiso, allowing them to interact with thousands of children in south Chile. For several years, we provided funding for a traveling agroecology program, which taught students about organic production, healthy food, and nutrition. »

Tableau III (TAB-III)

Enjeux éthiques	Chili Projet Pumalín	Belgique Projet Nassonia
Légitimité de l'entrepreneur	<p><u>ACAD-1</u></p> <p>«Douglas Tompkins n'est pas exempt de contradictions. Il a profité de ses placements en bourse, de la finance internationale et de donateurs ayant fait fortune dans diverses industries pour réaliser ses mégaprojets verts. Sans son passé « industriel », dans le textile, son projet pour « sauver la planète » n'aurait pas eu lieu. Il apparaît ainsi aux yeux de beaucoup comme un donneur de leçons voulant, fortune faite, montrer maintenant comment bien faire les choses.» [L'opposition des chiliens s'apparentent au] rejet du « Gringo friqué ». Il y a aussi le rejet de l'étranger critiquant les manières de faire des colons avec des traditions rurales brutales (tel que la déforestation et la pratique du brûlis).»</p>	<p><u>INT-1</u></p> <p>«[Le bourgmestre] disait ne pas s'intéresser à un privé, car un privé ça a une logique de profit, il ne pouvait pas comprendre que Éric Domb avait d'autres valeurs que la logique de profit.»</p> <p>«Éric Domb aussi, est quand même quelqu'un qui a une certaine notoriété, les gens savent qui il est. Son sens de l'honneur et de la parole sont connus. [...] Il est apprécié et tout ça a fait en sorte [qu'il ait le soutien du secteur public wallon] globalement.»</p> <p><u>INT-2</u></p> <p>«Éric Domb pour moi c'est la non-gestion. Il s'entoure de personnes qui font les choses pour lui.»</p> <p><u>INT-3</u></p> <p>«La notoriété d'Éric Domb plutôt était un facteur de confiance.»</p>

ACAD-2

«The purchase of large tracts of land for PPAs in southern Chile by US entrepreneur and philanthropist Douglas Tompkins prompted strong debates about colonialism and sovereignty within Chile in the mid-1990s, resulting in presidential interventions preventing further land purchases. »

ACAD-6

« Being the focus of public attention and controversy, where his first land purchases in Chile in the early 1990s raised complex questions about sovereignty. The image of Douglas Tompkins as a conservation celebrity allows his endeavours to proceed with powerful international support.[...] Celebrities facilitate the sale of conservation commodities, such as notions of wilderness and authenticity, to attract investment and support. Douglas Tompkins' long established records of corporate social responsibility in the business world and media representation of him as elusive and eccentric only enhance his abilities to sell the couple's conservation goals within the global market. »

TRAV-1

«D'autres raisons plus périphériques ont également été sources de clivages. Premièrement, la communication de la Fondation Pairi Daiza, et plus particulièrement le style « entrepreneurial » de M. Domb, promoteur du projet. [...] Il apparaît [pour d'autres] comme un personnage attiré seulement par le profit – un profit qu'on réalise alors au nom de l'environnement.»

VID-4

Éric Domb : «Nous ne sommes pas des donneurs de leçon, vous savez moi je découvre un monde que je connais quasiment pas. Je me passionne pour la conservation de la nature depuis plus de 30 ans [...]»

VID-2

Kristine Tompkins: «Es muy entendible cuando una persona, una pajera, extranjeros vienen y empiezan a comprar tierra para conservación. Era algo muy nuevo en cierto modo. Entonces, los sospechas que pasaron, hoy día yo lo veo entendible pero en el momento fue duro, fue muy duro. [...] »

Traduction : «*[En parlant des réactions négatives] c'est très compréhensible quand une personne ou un couple d'étranger arrivent et commencent à acheter des terres pour la conservation. Il y avait quelque chose de très innovateur d'une certaine façon. Les suspicions qui ont plané [sur nous], aujourd'hui je le considère comme compréhensibles. Mais à ce moment-là ça a été difficile, très difficile [...]* »

Tableau IV (TAB-IV)

Enjeux éthiques	Chili Projet Pumalín	Belgique Projet Nassonia
Privatisation du bien commun	<p><u>ACAD-1</u> «Ainsi, grâce à ses fondations et entreprises créées localement, notamment des sociétés agricoles, il acquiert en 1991 le ranch de Reñihue (7 500 ha) auprès d'une famille suisse. Elle-même l'avait acquis auprès d'un colon d'origine allemande, bénéficiaire des donations de l'État en vigueur pendant la colonisation des années 1930. À ces terres s'ajoute l'acquisition de 210 000 ha (environ) à d'autres grands propriétaires, seul 0,7 % est rachetée à des fermiers et paysans vivant encore sur place. L'ensemble des terrains, environ 298 000 ha, constitue à ce jour l'espace du parc Pumalín.»</p> <p><u>ACAD-3</u> « The project [Pumalín] was hugely controversial. Pumalín stretched from the Pacific coast to the Argentine border, cutting Chile in two. This was considered a threat to Chilean sovereignty</p>	<p><u>INT-1</u> «Un jour [Éric Domb] est venu me trouver en me disant « écoute j'ai un problème, je ne sais pas ce qu'il se passe, je veux mener un beau projet à Nassogne, et la commune qui au début était très emballée est subitement devenue porte close je n'arrive plus à les joindre, le bourgmestre est complètement absent, je n'arrive plus à le joindre par aucun moyen. Je voudrais que tu me donnes ton avis ». Là-dessus, j'ai très bien compris qu'il y avait un blocage local lié à du lobbying, le lobbying de chasse. Je lui ai dit que j'allais l'aider et j'ai créé un mouvement qui s'appelle le mouvement pro Nassonia. Je suis le fondateur, d'abord nous nous sommes rassemblés à 12 maintenant nous sommes 450. Nous avons soutenu le projet Nassonia dans la commune de Nassogne. Notre rôle a été d'informer la population par tous les moyens et d'essayer de convaincre la commune de l'intérêt qu'il y avait pour elle à adhérer à ce projet, auquel elle avait déjà</p>

and territorial integrity, particularly as Tompkins was a foreigner and because there have long been tensions in southern Chile over sovereignty and the location of the frontier with Argentina. Conservation philanthropy was unknown in Chile, and Tompkins' motives were challenged, with various conspiracies circulating that Pumalin was secretly a nuclear dump, a CIA base, a gold mine, a new Jewish state or a plot to control the region's water resources. The project was considered a challenge to national development, because it locked up forest resources which could otherwise be exploited, as Tompkins rapidly became an outspoken critic of Chile's exploitation of natural resources, and because of fears that he would prevent key national infrastructure such as electricity lines and highways being built on his property. [...] Politicians from President Frei downwards criticised the project. Concern over the perceived threat posed by Tompkins to national security, sovereignty and development led the signing of an agreement in 1997 between Tompkins and the Frei government, in which Tompkins agreed to refrain from purchasing more land in the region, and promised to allow nationally important infrastructure to pass through his property.

adhérer une première fois. [...] Pro Nassonia existe toujours, mais a un peu élargi son champs en devenant Nassogne En Transition (NET) qui est un mouvement citoyen qui veut développer toutes sortes d'activités dans la commune et qui va mettre en place une liste électorale pour les prochaines élections pour défendre ses principes et ses valeurs. [...] Il y a eu deux grands moments [pour évaluer le positionnement des locaux par rapport au projet]. Le premier c'est un sondage qui a été mené par le site web local et qui a mené une enquête. 70 – 75 % de pour et 25 à 30 % de contre. La deuxième chose, c'est quand on a fait venir Éric Domb pour expliquer son projet, il y a 450 personnes qui sont venues, et dans une localité comme Nassogne qui compte environ 5000 habitants, c'est exceptionnel. Ce soir-là on a eu beaucoup de soutien, parfois des questions négatives mais surtout du soutien. C'était fin août – début septembre 2016. »
«La Région wallonne était en faveur du projet Nassonia, qui a d'ailleurs été approuvé par le gouvernement wallon. [Pour contourner la norme wallonne selon laquelle un territoire ne peut être consacré à la conservation de la biodiversité qu'à concurrence de 10%], la Région wallonne a opté pour une autre

[...] such a restrictive agreement contrasts enormously with the strengthening of private property rights under neoliberalism in Chile, and with the welcome given to foreign forestry and mining corporations. The agreement has since been annulled, and Tompkins has since purchased a total of 634,622 hectares for conservation in southern Chile [...] Political opposition has lessened over time, so that when billionaire and (subsequently victorious) presidential candidate Sebastian Piñera created Tantauco, a 118,000-hectare PPA on Chiloé in 2005, he cited Pumalin as an inspiration, and Kris Tompkins, Doug's wife, attended the opening ceremony. [...] Initial southwards incursions into this region [Southern third of Chile] from the 1860s were driven primarily by rising global grain prices, leading the Chilean state to seek fertile land in Mapuche territory, as well as a desire to expand national territory, facilitated by improved transport. [...] Much of the land acquired from the Mapuche was acquired illegally, through deception, fraudulent titles and appropriation. As railroad construction opened up the northern part of the area in the early twentieth century, more powerful actors aligned to the state amassed large

méthode qui était beaucoup plus simple et qui était en plus une garantie pour la commune : c'est la région wallonne elle-même qui aurait signé la convention avec la commune à la place de la fondation Pairi Daiza. Donc là cela mettait fin à toutes les craintes de la commune, qui se retrouvait face à un partenaire du secteur public : la Région Wallonne se portait garante pour le projet [...] La Région wallonne sous-traitait alors le projet à la Fondation Pairi Daiza. Même ça, le bourgmestre l'a refusé [...] Même son parti, le CDH est venu me trouver parce que le ministre de la RW qui gère ça est René Colin, qui est CDH, et il n'a pas voulu céder.[...] La commune a pris [d'abord] une décision favorable à l'esprit Nassonia. C'est pour ça que tout le monde a été surpris par la suite quand elle a finalement refusé.»
«Le Département de la Nature et des Forêts (DNF) était au niveau local l'était à moitié [supportrice du projet]. Et le plus haut niveau, le niveau régional, l'était.»

INT 2

«Il faut savoir que la commune de Nassogne est encore son propre fournisseur d'eau. La source d'eau se situe dans ces bois-

estates and forestry enterprises through state grants of land and abuses including fraudulent contracts and land deeds. Tensions rose between large landowners and peasants, both settler and Mapuche, resulting in a series of protests, rebellions and occupations of both private land and state forest reserves. A series of laws was enacted during the 1920s to regularise and clarify land titles, reduce tensions, further colonisation and expand production . Although indigenous populations were originally only very sparse south of Mapuche territory, they were reduced to a few families by the 1950s. By the 1960s, the highly unequal patterns of land ownership at a national level led to political movements for land reform. [...] The subsequent military regime of Augusto Pinochet almost totally reversed previous land reforms in a process of radical neoliberalisation. Redistributed land was largely restored to original landowners, and state properties were privatised. Legal reforms made it very easy for communal land titles to be broken up into private land holdings, including those held by indigenous communities, as individual rights were greatly prioritised over social cohesion and communitarian land management. The liberalisation of the

là [territoire visé par le projet Nassonia]. Un bail emphytéotique autorise l'exploitation du sous-sol, donc on autorisait l'exploitation au bénéfice de l'emphytéote. Ça veut dire que j'allais devoir racheter l'eau à Domb – enfin à sa fondation.»

INT-3

«Le DNF et la hiérarchie du DNF se sont clairement positionnés favorablement au projet Nassonia. Par contre, ce projet ne faisait pas nécessairement l'unanimité en interne (transfert de certains « pouvoirs » de l'autorité publique vers le privé ; mauvaise communication d'Éric Domb à l'égard du DNF : "on va faire mieux !" - cela a choqué certains préposés du DNF ; peur du tourisme de masse alors que la quiétude est importante pour la faune). L'Inspecteur général du DNF et moi-même défendions ce projet et avons remis un rapport très favorable au Cabinet du Ministre. [...] A long terme, je pense que cela aurait pu être WIN-WIN. Mais les budgets communaux doivent être en équilibre année après année, et non pas à un terme de 5 ou 10 ans. D'autre part, il est très difficile d'estimer les recettes indirectes du tourisme. Cf. Grand Prix de Formule 1, qui coûte en terme de

Chilean economy greatly benefitted export-orientated and large-scale farmers, particularly those located in central Chile, over domestic market-orientated and small-scale farmers. [...] The series of democratically elected centre-left governments which replaced the military government from 1990 have not reversed inequalities of land ownership. Whilst they have promoted economic growth with equity, they have continued the neoliberal project in rural areas, favouring export-orientated agriculture and forestry over rural poverty goals, exacerbating the division between successful export-orientated large companies owning ever-increasing amounts of land, and struggling small-scale, domestic-orientated small producer. »

ACAD-4

« He [Douglas Tompkins] has been subject to wide-ranging criticism of land-grabbing, neo-imperialism, having ulterior motives such as hidden goldmines, and undermining Chilean national security with the creation of the Pumalín private park which cuts Chile in half, stretching from the Pacific to the Argentine border. »

dépenses directes mais qui peut rapporter si on tient compte des recettes indirectes (TVA HORECA ; activités économiques liées etc.). Mais personne n'est d'accord. L'opposition souligne les dépenses directes et l'autorité politique souligne l'activité générée et les recettes indirectes. Des études complexes ont été menées, je pense et disent que les recettes indirectes compensent les déficits directs.»

VID-4

Éric Domb : «Je suis un amateur dans le sens étymologique du terme. J'aime la nature mais il y a autour de nous des gens beaucoup plus compétents. Ça doit être un projet collectif, c'est aussi une différence par rapport à Paire Daiza qui est une entreprise classique. Notre fondation n'a aucun désir de retour si ce n'est la satisfaction d'avoir pu mélanger ses pinceaux avec d'autres amoureux de la forêt pour montrer qu'il est parfaitement possible que tout le monde soit gagnant. Est-ce qu'on pourra continuer à chasser dans la forêt de Nassogne ? Oui. Peut-être d'une autre façon. Pour moi la régulation c'est un mal nécessaire mais donc on va cesser le nourrissage des animaux. Par contre on

ACAD-5

«Due to the volcanic eruption in 2008 Chaitén was completely evacuated and depopulated because of health and security concerns. Nevertheless, according to the recent census of 2017, 5,071 people live in Chaitén. [...]A large majority of the Chaiteninos agreed totally or moderately that Pumalín Park has helped the region with its developing tourism industry (40% and 45%) With 38% and 36% agreeing totally, people still highly agreed with the question: Is Pumalín Park able to improve economic activities which are not related to tourism, such as services, handcrafts, fishing? The results show that the vast majority of the people living in Chaitén see Pumalín Park as economically very positive. The statement, as to whether Pumalín Park was able to attract other investments to the region, was also agreed with by a majority (28% agreed totally and 34% agreed moderately). These results coincide with the vision of the local government, which states [...] that tourism is an opportunity for the economic and environmental development of Chaitén, because of the wealth that tourism generates, the possibilities of articulation with other productive activities, and

a une responsabilité vis-à-vis de la population, vis-à-vis des agriculteurs qui est d'éviter les dégâts causés par les animaux et donc la régulation va devenir notre problème demain.»

«Notre projet n'est dirigé contre personne et n'est évidemment pas dirigé contre les chasseurs. Il va être nécessaire pour, a mon avis des décennies encore, de réguler par balle ou par plomb les populations d'animaux sauvages. Maintenant, vous savez moi je suis un candide j'espère qu'un jour on pourra remplacer cette régulation. Je n'ai pas beaucoup de plaisir à imaginer de mettre un terme à la vie d'un animal à sang chaud mais je respecte d'autres opinions. Et en plus je crois que c'est indispensable il n'y a pas d'alternatives à court terme à part la régulation par la chasse. J'espère juste qu'un jour dans des décennies la régulation puisse se faire de façon plus naturelle.»

«On va ne faire que ça [s'appuyer sur des acteurs locaux]. Vous savez moi je vais d'abord m'excuser, demander pardon, d'être une « pièce rapportée » en Ardenne. Je viendrai très modestement demander conseil et proposer un chouette projet collectif qui sera un projet 100% ardennais. Donc tout ce qui sera possible d'être fait en circuit court dans le cadre de ce qu'on

its potential to increase the participation of local population in this activity. [...] An interviewee working in the municipal administration said: “The park has been a key factor to activate the economy after the eruption of the Chaitén volcano.”

Furthermore, the Report for the Reconstruction Plan in 2009 recognizes Pumalín Park as a strategic actor on a regional level. [...] A quote by an administrative worker “The Pumalín Park has been a key economic factor for the city of Chaitén after the eruption and the aftermath of the Chaitén volcano. Without the employment and services generated by the park, the recuperation of the town would have been much slower or impossible. [...] It is also important to mention that the good reputation of the Pumalín Project in environmental issues is a result of the crucial role that Douglas Tompkins and the Pumalín Foundation played in 2006 against the construction and implementation of the hydroelectric megaproject Hidroaysén in the Aysén Region.

ACAD-7

« The Mapuche are the largest remaining indigenous group in Chile, with a population of one million of Chile’s fifteen million.

appelle l’économie circulaire nous allons bien sûr le faire. C’est l’un des projets essentiels de Nassonia.»

« [Le projet Nassonia] est différent c’est un projet qui nous dépasse complètement, c’est un projet collectif.»

WEB-3

«Conscients qu'hélas la hiérarchie des prises de positions enlève de plus en plus de pouvoir aux autorités nationales, qui de ce fait deviennent assez peu coopérantes et efficaces, nous devenons, malgré une motivation viscérale, des spectateurs désespérés d'un désastre annoncé. Alors, une initiative telle que celle que vous proposez est une éclaircie bienheureuse dans un tableau bien noir et on veut encore y croire. Nous vous soutenons à 120% et si à >de 80 ans (mais toujours mentalement combattifs) nous pouvons encore apporter une pierre à l'édifice, nous répondons "présents" et vous assurons de tout notre sympathie et nos vœux ardents de réussite. Anne Ciselet - Janssens»

TRAV-1

« [L’une des] raison du refus du projet concerne le bail

The Mapuches of the coastal mountains of Chile's 10th Region are known as Huilliche, which means "people of the South" in the local people's native language, Mapudungun. Huilliche communities in the 10th Region currently live on only a portion of their original territory (In 1760, the Huilliche territory stretched from North of Valdivia, to the East where Osorno is located, to the South where the island of Chiloe is located, with the Valdivia and Rahue Rivers and Chacao Channel representing the boundaries of the territory. The extent of Huilliche territory has decreased since 1860: currently Huilliche people live primarily along the coast between the River Bueno and the island of Chiloe. [...] Extraction of wood from live alerce trees was the main economic activity for the Huilliche people of the 10th Region during the 20th century until commercial exploitation eventually resulted in the destruction of large areas of the forest. The Chilean government banned the harvest of live alerce trees in 1976 under Decreto Supremo N490. [...] Forestry regulations limit the legally available natural resource stock and create additional costs for local people who make their livings from forestry. [...] Many of the current Huilliche inhabitants of the

emphytéotique, un bail établi pour une durée de 99 ans. Un bail qui donne en outre « tous les droits » aux locataires, à savoir : l'exploitation du bois, du gibier et du sous-sol de la forêt (notamment l'eau souterraine). Le bail emphytéotique a crispé les uns et les autres. Certains argumentent en sa faveur : c'est la durée qui fait problème. Le bail « fait peur car c'est plus qu'une vie ». Cette durée est cependant nécessaire à une gestion bien pensée de la forêt qui doit toujours être réfléchi sur le long terme. C'est également l'avis du gestionnaire forestier privé que nous avons rencontré : pour sa part, il expliquait que des cycles de coupe à blanc d'une durée de 60 ans étaient prévus sur ses différentes parcelles. Mais l'aspect du bail emphytéotique qui a créé la plus forte crispation est sans conteste le pouvoir qu'il confère au locataire. En effet, la commune n'aurait plus eu son mot à dire dans la gestion de la forêt ; de plus, elle perdait une part de revenus importante, liée à la location de chasse et à la vente du bois (malgré le fait que « Nassonia » lui garantisse un loyer significatif sur le long terme). En outre, dans le sous-sol de ce territoire forestier, l'eau est utilisée par la commune pour assurer la distribution et le raccordement à l'eau des villages. Les

10th Region do not hold titles to the land that they use for habitation and livelihood because various Chilean laws allowed nonindigenous parties to acquire land titles for indigenous lands since around 1859. [...] Upon its formation in 1810, the Chilean Republic initially respected Huilliche land rights by granting Huilliche families commissary titles from 1821 to 1827. [...] Under the Pinochet dictatorship, the Chilean government implemented Decree-Law 2568 in 1979 with the explicit purpose of dividing communal land. Decree-Law 2568 allowed the division of indigenous lands, but didn't provide sufficient resources to help people secure land titles. »

ACAD-8

«In the native language. Mapuche means "people that belong to earth." The Mapuche people are the largest and most organized Indigenous group in Chile, which also includes the Pehuenche and Huilliche people. The Mapuche are on the lowest social caste strata in a highly unequal Chilean society, considered poorer than the poorest rural individuals. For generations the Mapuche have been subjected to racial discrimination. [...] Mapuches were the

décideurs communaux ont craint la fin de leur autonomie en eau potable. Certains acteurs ont ainsi évoqué leur peur quant à la possibilité qu'à moyen ou long terme l'eau présente dans le sous-sol soit exploitée à des fins commerciales par les porteurs du projet Nassonia. [...] Nous pouvons également parler des grands absents du projet Nassonia: les chasseurs traditionnels. [...] L'aspect économique à lui seul ne suffit pas à décrire le pouvoir qui est celui du milieu cynégétique. Celui-ci est augmenté de par un certain pouvoir juridique, et par un réseau de relation au niveau local et "global", la chasse étant un outil diplomatique historique. Enfin, au travers du conseil cynégétique, et des savoirs traditionnels et historiques de ces chasseurs, le pouvoir est d'autant plus grand.»

VID-5

Journaliste : «Si le chasseur n'a rien contre une privatisation en tant que telle de la forêt, il estime qu'il faut alors y mettre le prix. Or pour Pam de Becker, par ailleurs forestier, le projet d'un bail emphytéotique pour 350 000 euros c'est une misère au regard de la richesse marchande de ces bois communaux.»

native inhabitants of central and southern Chile before the Spanish conquest. [...] Despite the promotion of PPAs in Chile, only a few private reserves have been established in the Mapuche territory (mainly regions VIII, IX, XIV and X). The Mapuche territory brings together several stakeholders and their conflicting interests, including indigenous interests, large forestry companies, and conservation NGOs. While private businesses legally "own" a large proportion of ancient Mapuche land, the indigenous communities claim those lands as their own. There is an ongoing violent conflict between forestry companies and Mapuches [...]. »

ACAD-9

«Conflict around the Tompkins projects was multifaceted, and it would be a mistake to reduce this to property issues alone. It also stemmed from the alarm that his unapologetic “Deep Ecology activism” generated in conservative segments of the elite, his funding of vocal environmental activists, and his periodic involvement in opposition to industrial development in the south. In order to reduce conflict around his acquisitions, Tompkins

Pam De Becker : « Il y a 1500 hectares, j’estime la forêt valoir entre 10 et 15 millions d’euros, c’est une somme considérable. Le futur locataire emphytéotique s’arrogerait le droit de occuper ce qu’il veut, entre autres il ‘la dit tous les résineux, et couper 300 ou 400 hectares de résineux, ça remporte nettement plus que 350 000 euros par an. Et le jour où la fondation Pairi Daiza n’est plus intéressée, disparaît ou autre, elle laissera à la commune une forêt qui ne vaudra peut-être plus rien. »

Journaliste : «Si l’exploitation forestière est comprise dans le prix, Pam De Becker est prêt à monter sa propre fondation pour exploiter ces 1500 hectares. Ce n’est pas une boutade, l’ancien citoyen nassognard est prêt à déposer une contre-offre sur la table.»

VID-7

Philippe Courard: «Ce que je souhaiterais, Monsieur le Ministre, c’est que très rapidement on mette tous les acteurs autour de la table et qu’on puisse construire ce projet novateur, qui va apporter un plus, non pas à Nassogne mais à l’ensemble de la Wallonie [...] Je crois que c’est un projet qui est trop important,

reached an implicit agreement with the Chilean government not to purchase land North of the Pumalín project. »

«At the time of purchase, Tompkins declared that Pumalín would be strictly protected from logging and other exploitation. This generated a backlash including public criticism and legal actions by the political, military, and economic elites. The ensuing controversies took the most diverse and often bizarre forms (e.g., accusations that Tompkins aimed to create a Jewish homeland in Chile), showing that PPAs lacked a clear place within political discourse. One common oppositional discourse to emerge was that Pumalín represented a threat [...] for securing sovereignty over the extreme Austral regions [...] and that it would cut the country in two. Among the elite, this line of argument has faded considerably over time in favour of another more durable discourse centred on the permanent withdrawal of large land areas from ‘productive activity’ and the claim that this will foreclose ‘strategic’ and ‘development’ imperatives such as roads, dams, and power lines. In this, opponents typically represent Tompkins’ park as putting a padlock on the area’s development (*de poner un candado al área*) so as to limit future

trop innovant pour laisser la commune seule aux commandes ». [...]

René Collin : «Nassonia c’est un très beau projet, c’est une très belle idée, c’est ambitieux pour la biodiversité mais aussi pour l’économie touristique.»

VID-6

François de Meersman (Union régionale des entreprises du bois) : «C’est un mauvais signal. Nous avons peur étant donné que nous lisons dans la presse que l’objectif serait de ‘désenrésiner’ la forêt de 1500 hectares et de créer une réserve intégrale. Notre crainte, c’est qu’on diminue encore l’approvisionnement des entreprises de la filière qui est déjà mise à mal à l’heure d’aujourd’hui.»

Gilles Koestel : «Ce projet est-il un projet dangereux pour la filière bois en tant que telle ou pour certaines fonctionnalités de la forêt ? Je ne pense pas, je crois qu’il faut regarder cela à l’échelle globale de la forêt wallonne. Se dire qu’effectivement certains peuvent s’inquiéter que ce genre d’initiative fasse des petits et qu’il y ait à terme toute une forêt wallonne de 500 000

resource extraction and infrastructure. ‘Development’ in this case is understood as synonymous with the availability of resources for the market. [...] That private property—through neglectful absenteeism, entangled inheritances etc.—had often functioned to temporarily exclude resources from the market was a familiar occurrence in Chile. However, that an owner would purposefully and explicitly use property to this end on a permanent basis seemed an outrage to many defenders of the free market. For example, the influential neoliberal think tank *Libertad y Desarrollo* recently argued, “The refusal to permit any economic activities within certain territories could have terrible consequences for the country since excluding territory from development and precluding productive activity from certain areas dangerously resembles territorial planning.” We argue that political and ideological barriers to PPAs originated in this elite anxiety over the use of property rights to remove resources from the market, and that this is an ideological expression of the interlocking interests of natural resource-based industries (mining, timber, agribusiness, energy), and thus a durable feature of the policy

hectares qui soit mise sous cloche mais je pense qu’on en est très loin avec les 1500 hectares de ce projet-ci.»

Journaliste : «Mais pour l’union régionale des entreprises du bois et la fédération nationale des scieries, c’est encore ça en plus du reste. Par ce reste, entendez les directives Natura 2000, qui interdisent la plantation d’*épicéa* dans les territoires soumis – sur Nassonia, c’est plus de 50% - et le code forestier wallon, qui a banni les mêmes *épicéas* des bords des cours d’eau.»

François de Meersman (Union régionale des entreprises du bois) : «Les études scientifiques faites par la faculté de Gembloux nous disent qu’au terme de 20 – 25 ans, on va perdre 500 000 mètres cubes par an d’*épicéa*. C’est finalement des choses qui font peur à la filière bois, et si en plus de cela on retire la production dans des forêts qui sont aujourd’hui productives, ce sont encore des volumes supplémentaires qu’on nous retire.»

context [...] The potential scope and geographic distribution of initiatives like Tompkins' was another element of alarm in some sectors. Traditionally, protected areas in Chile had been created by the state from economically marginal remnant public lands at high elevations and extreme latitudes. [...] Tensions around Pumalin declined during the administration of President Ricardo Lagos (2000–2006) underwritten by the government's acceptance of Tompkins' application for 'Nature Sanctuary' status for Pumalin—a category of limited effect but the closest thing to legal protection available for private lands—and their acceptance of a 84,000 ha parcel donation from Tompkins to create the Corcovado National Park. [...] In response to a question over whether it would now become easier for other private land-owners like Tompkins to donate conservation lands to the state, the government minister presiding stated, "No. It is a cultural issue. As long as people think that creating a protected area means locking up lands from development forever, this policy will never change." [Statement by Minister Catalina Parot, Feb. 3, 2012] »

VID-1

Douglas Tompkins: «National parks have a lot of benefits. One is they get people out into nature. They disregard social and economic status. They represent a good form of social equity, they belong to everyone.»

VID-2

Kristine Tompkins : « Nos llamaron la pajera que corta el Chile en dos. »

Traduction: « *Ils nous appelaient le couple qui coupe le Chili en deux.* »

WEB-1

«Au Chili, le Pacifique, à l'Argentine, l'Atlantique. Grosso-modo, on trancha ainsi. Et entre les deux, à la pointe extrême de l'Amérique du Sud, ce que Coloane appelle « la queue du continent », un partage territorial qui coupe la Terre de Feu en deux morceaux juxtaposés. Plusieurs erreurs géographiques et diplomatiques furent commises dans ce long et laborieux partage de terres sud-américaines, et dans le tracé des frontières, ce qui

inspira à Don José Miguel Yrrazaval un livre très critique, paru en 1930. A quarante kilomètres plus au sud de Futaleufú, la région de Palena était encore disputée en 1965 par les chiliens et les argentins, sous l'arbitrage de la Grande-Bretagne. Du temps de la dictature de Pinochet, les deux pays étaient sur le pied de guerre. Il fallut faire appel au pape Jean-Paul II qui servit de médiateur « symbolique » entre Santiago et Buenos Aires. Au Chili, la moindre histoire des frontières représente un livre d'au moins cent pages !»

WEB-2

After moving to Reñihué to live full-time, Tompkins began expanding the conservation lands in the area by acquiring additional properties from willing sellers. More than 99 percent of the park acreage was bought from absentee landowners.

WEB-4

«The Pumalín Project is collaborating with the village of El Amarillo, a small gateway town at the southern entrance of Pumalín Park, to beautify the community, develop visitor

infrastructure, and stimulate a small-scale tourist economy. El Amarillo's location—roughly fifteen miles south of Chaitén on the Carretera Austral, near the hot springs of El Amarillo, and neighboring Pumalín Park—makes it an ideal place to develop amenities for visitors [...] The community of El Amarillo is working with the Pumalín Project to launch a variety of village renewal efforts, carefully balancing the ongoing needs of the local community with the potential for increased visitor traffic. This multi-dimensional initiative includes constructing new amenities such as a supermarket and gas station, enhancing public use areas, and working to beautify the landscape, including private homes—all with voluntary participation by members of the community. Almost every family in town has agreed to collaborate with the Pumalín team of landscape architects, designers, and builders. The team speaks with each family individually about their vision for their property and for the town at large, creating a set of common goals and a sense of shared purpose. The Pumalín crew repaints houses, gives facelifts to building facades, rebuilds fences, and plants trees and flowers, asking that families help perpetuate the order and beauty

they create. In the end, the goal of the El Amarillo team is to develop a greater sense of pride-of-place, making the community a beloved place for locals and visitors alike. »

WEB-5

«Since the Pumalín Project's inception, we have supported our neighboring communities through a series of initiatives, from large to small. These efforts strive to inspire greater pride in the Palena Province's natural beauty and cultural heritage and promote environmental and agroecological education. We develop these projects in partnership with neighbors and community members, identifying initiatives that are mutually beneficial and interesting.»

Tableau V (TAB-V)

Enjeux éthiques	Chili Projet Pumalín	Belgique Projet Nassonia
<p>Monétarisation de la nature : La nature comme source de profit</p>	<p><u>ACAD-1</u> « Il déclare son admiration pour l'Écologie Profonde (Deep Ecology), un courant de pensée formulé par Arne Næss en 1973.[...] l'Écologie profonde, elle, s'intéresse « surtout à l'intégration harmonieuse de l'homme au sein la nature » et à la défense de la valeur intrinsèque des êtres vivants, indépendamment de leur utilité productive. Næss affirme ainsi que le droit à vivre est « un droit universel qui ne peut pas être quantifié. Aucune espèce vivante n'a plus de droit particulier de vivre et de s'étendre qu'une autre espèce » (Næss et Glasser, 2005). Aussi, « l'homme n'a pas le droit de réduire la richesse et la diversité biologique, sauf pour satisfaire des besoins humains vitaux ». Comme conséquence éthique des constats antérieurs, il estime qu'il faudrait favoriser une « décroissance substantielle de la population humaine », car « l'interférence humaine actuelle avec le monde non humain est excessive ». L'importance de cette</p>	<p><u>INT-1</u> «Le projet Nassonia avait l'ambition d'un certain développement touristique diffus certes mais bien présent, la création d'un certain nombre d'emplois, le fait que Nassogne serait connu comme un territoire à venir visiter, c'est bonne une chose pour le commerce, les commerçants adhéraient au projet.»</p> <p><u>VID-4</u> <i>Eric Domb:</i> «Et puis il y a ce que je crois fondamentalement, c'est le développement important d'un tourisme doux. C'est [une zone] avec un potentiel fantastique. Je crois qu'il est possible d'augmenter le nombre de gîtes avec un bon taux d'occupation, de rajeunir un peu le personnel dans certains hôtels, de faire stopper, dormir un très grand nombre de touristes. [...]Je pense qu'un tourisme de masse dans la province du Luxembourg, c'est exactement le contraire de ce qu'il faut faire. Ce qu'il faut faire –</p>

pensée est telle que Tompkins fait publier, via sa Foundation for Deep Ecology, les 10 tomes de The Selected Works of Arne Næss (Næss et Glasser, 2005). Le site web de la Fondation Tompkins⁴ résume son engagement contre l'industrialisation de la planète. Il déclare « Like many thinking people, we see biodiversity and ecosystems collapsing around us. So we've rolled up our sleeves and gotten to work. We have no choice: otherwise we might as well kiss our beautiful planet goodbye » [...] Douglas Tompkins déclare que « les aires naturelles protégées et la vie sauvage ont une valeur intrinsèque ».

ACAD-3

«Some PPAs, from large properties such as Tantauco and Pumalín down to many small, middle class-owned PPs, take an anti-market position, having no commercial activities, but instead are funded through their owners' largesse. Douglas Tompkins is an open critic of global capitalism and an advocate of steady-state economics. »

et il y a du potentiel - c'est créer de l'emploi dans le secteur de l'horeca et dans le secteur du tourisme sur l'ensemble du territoire. Chaque petite ville a des richesses patrimoniales extraordinaires, il faut les mettre en réseau, il faut faire profiter ces familles d'entrepreneurs qui ont décidé de s'investir dans la restauration ou dans l'hôtellerie. Il faut donner du travail à des jeunes qui n'ont pas nécessairement des qualifications professionnelles mais qui ont un sourire sympa, qui aiment bien recevoir les gens, qui ont peut-être un petit effort à faire en termes d'emploi des langues mais il y a beaucoup de candidats potentiels pour ça. [...] Je pense qu'il serait criminel de ramener clandestinement des lynx ou des loups dans cette forêt. La première chose à faire c'est de monter un projet collectif. Ce ne sont pas des animaux qui viennent en priorité, je ne sais pas si ils viendront jamais un jour, les animaux dont on doit s'occuper en priorité sont ceux qui sont là aujourd'hui. Commençons par prendre soin de ces animaux qu'on appelle un peu les « sans grades » par rapport aux lions ou aux hippopotames parce qu'ils ont le droit de vie. C'est à eux qu'il faut penser en premier.» [...] De toute façon l'objectif de la fondation Pairi Daiza n'est pas de

ACAD-4

« Douglas Tompkins, by far the biggest player in Chilean private conservation (his foundations own approximately 40% of the area under private protection in Chile), is resolutely against using market principles in his conservation work. Despite his entrepreneurial successes, his projects contain virtually no market mechanisms, nor does he claim that his entrepreneurship makes him a better conservationist. Furthermore, he sees markets as threats, not opportunities, for conservation, and has publicly endorsed steady-state economic theory. »

ACAD-5

«The last section of the questionnaire asked the Chaiteninos about the sociocultural effect of Pumalín Park. They were asked if Pumalín Park has contributed towards placing further value on nature and the local environment. A large majority of the Chaiteninos agreed or agreed moderately (46% and 22%) with this question. This can be seen as evidence that Pumalín Park has shaped local identity since its foundation.»

gagner de l'argent, au contraire si il y a un engagement que nous prenons pour un siècle c'est d'en dépenser plusieurs centaines de milliers.»

PRESS-1

Kristine Tompkins: «National parks are the gold standard of conservation, providing the longest-running and most durable mechanism for permanently protecting landscapes. And there is a sort of democratic nature to them – they belong to everyone. The plan has always been to return these landscapes back to their countries of origin; we cannot manage them forever nor would we want to. Weaving national parks into national identity is an essential part of our long- term strategy. We are, however, firm believers that private-public partner-ships are key to conservation success. [...]. [Speaking about tourism] We want people to get out and fall in love with these landscapes, because you will not protect something unless you love it. Industrial tourism, though, is rapacious in many places. It is, as you put it, a delicate balancing act. [...] If you look at the impacts of tourism versus the impacts of other industries, I would have to roll the dice on tourism in terms of the net impact. I also think that tourism is a way for communities to retain their identity and cultural practices, like ranching, but also develop economic models that keep their children there. Tourism provides another economic

option for them. »

VID-1

Douglas Tompkins: «That's what's happening today. And that's what this industry, this section of this the venture, 'eco-nature-tourism' industry, that's what they're working on and it's a good thing. We need to encourage and refine it, get better at it. But also we need to remember that nothing comes free here, they are impacts. People are travelling on airplanes, airplanes are spewing out bad stuffs into the atmosphere [...] Technological devices are being used all over the place, all these things have impact. [...] We have to keep things moving in the right direction otherwise we are not going to have any kind of tourism on a dead planet. »

Executive summary

This thesis aims to contribute to the existing literature around conservation philanthropy through the comparison of two conservation projects. It addresses the subject of private conservation and its major ethical challenges.

First, the literature review analyzes the relations between philanthropy, capitalism and public authorities, as well as the matter of philanthrocapitalism and neoliberal conservation. It goes on about the new ways of protecting the environment and preserving nature that link profit seeking with environmental goals. This theoretical part emphasizes the ethical issues that are the object of concern in the academic literature on the matter.

Secondly, the analysis was conducted to evaluate the ethical challenges for both projects: the Pumalín project in Chile and the Nassonia project in Belgium. The methodology employed to carry it out was qualitative and based on a comparative evaluation grid. The results of each ethical challenge are discussed and compared for both projects in regards to the theoretical part.

The conclusion of this thesis brings to light that all neoliberal projects do not face the same ethical challenges. It also highlights the fact that neoliberal conservation does not have to include market mechanisms to be efficient.